

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### EDMOND DE ROTHSCHILD FRANCE

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 83 075 820 €  
Siège social : 47, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75401 Paris Cedex 08.  
R.C.S. Paris B 572 037 026.

**Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale du 19 mai 2017**

#### A. – Comptes sociaux

#### I. – Bilan et hors bilan de la société mère au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques centrales, CCP		1 176 120	914 316
Effets publics et valeurs assimilées	2.1	-	-
Créances sur les établissements de crédit	2.2	228 583	320 159
Opérations avec la clientèle	2.3	737 633	674 139
Obligations et autres titres à revenu fixe	2.4	24 120	4 297
Actions et autres titres à revenu variable	2.5	67 976	66 114
Participations et autres titres détenus à long terme	2.6	51 482	55 979
Parts dans les entreprises liées	2.7	235 273	233 952
Immobilisations incorporelles	2.8	17 096	17 901
Immobilisations corporelles	2.9	18 945	19 789
Actions propres	2.10	-	-
Autres actifs	2.11	52 223	91 047
Comptes de régularisation	2.12	103 681	126 355
Total de l'actif		2 713 132	2 524 048

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Dettes envers les établissements de crédit	2.14	576 300	226 449
Opérations avec la clientèle	2.15	1 244 840	1 296 693
Dettes représentées par un titre	2.16	472 784	480 247
Autres passifs	2.11	59 616	109 619
Comptes de régularisation	2.12	48 892	100 071
Provisions	2.17	10 520	10 703
Dettes subordonnées	2.18	21 732	21 730
Capitaux propres (hors FRBG)	2.20	278 448	278 536
Capital souscrit		83 076	83 076
Primes d'émission		98 244	98 244
Réserves	2.19	32 278	32 278
Report à nouveau (+/-)		40 458	34 225
Résultat de l'exercice (+/-)		24 392	30 713
Total du passif		2 713 132	2 524 048

Hors-bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement	122 525	94 367

Engagements de garantie	99 041	172 153
Engagements sur titres	49 836	45 560
Engagements reçus		
Engagements de garantie	50 802	40 332
Engagements sur titres	-	-

## II. – Compte de résultat de la société mère au 31 décembre 2016

(En milliers d'euros.)

(En milliers d'euros.)	Notes	2016	2015
+ Intérêts et produits assimilés	3.1	22 998	25 420
- Intérêts et charges assimilées	3.2	-24 447	-23 256
+ Revenus des titres à revenu variable	3.3	44 548	54 622
+ Commissions (produits)	3.4	78 240	116 824
- Commissions (charges)	3.4	-7 191	-16 006
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3.5	11 736	9 240
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.6	-1 662	-338
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3.7	37 552	43 082
- Autres charges d'exploitation bancaire	3.8	-4 644	-27 992
Produit net bancaire		157 130	181 596
- Charges générales d'exploitation	3.9	-139 980	-146 700
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-13 074	-12 399
Résultat brut d'exploitation		4 076	22 497
+/- Coût du risque	3.10	10	17
Résultat d'exploitation		4 086	22 514
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3.11	4 986	-4 216
Résultat courant avant impôt		9 072	18 298
+/- Résultat exceptionnel	3.12	4 636	-1 016
- Impôt sur les bénéfices	3.13	10 684	13 431
Résultat net		24 392	30 713

## III. – Affectation du résultat

Incluse dans la note annexe 2.20.

## IV. – Notes annexes aux comptes de la société mère

### Note 1. – Principes comptables et méthode d'évaluation

#### 1.1. – Généralités

Les comptes annuels de Edmond de Rothschild (France) ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables.

#### 1.2. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

##### Conversion des opérations en devises

Celles-ci sont converties aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture de l'exercice.

Les titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur en devises convertie au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de conversion constatés sur ces titres ne sont pas pris en compte dans le résultat.

##### Crédits à la clientèle

Edmond de Rothschild (France) applique les dispositions du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 du 12 décembre 2002, modifié par le règlement n° 2005-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 3 novembre 2005, et de l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 2002-04 du 28 mars 2002 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. L'application de ce règlement a pour conséquence de développer l'information financière en matière de risque de contrepartie et conduit à créer de nouvelles catégories de créances en comptabilité.

- Créances saines : les crédits accordés à la clientèle figurent au bilan pour leur valeur nominale.
- Créances impayées : les échéances impayées pendant un délai inférieur ou égal à trois mois (ou moins de six mois pour les crédits immobiliers) sont maintenues dans leur poste d'origine. Au-delà de ces délais, les crédits – pour l'intégralité des concours consentis au client – sont transférés en créances douteuses.

- Créances restructurées : les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur sont également à nouveau inscrites en encours sain si la restructuration s'est faite aux conditions de marché à la date de la restructuration.

Les encours restructurés à des conditions hors marché sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Tout abandon de principal ou d'intérêt, échu ou couru, est constaté en perte au moment de la restructuration. Tout écart d'intérêt futur, par référence aux conditions de marché au jour de la restructuration si ces dernières sont inférieures aux conditions initiales, et par référence aux conditions initiales dans le cas contraire, fait l'objet, pour son montant actualisé, d'une décote au moment de la restructuration, enregistrée en coût du risque ; cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt. Si le débiteur, après un retour en encours sain, ne respecte pas les échéances fixées, les encours restructurés sont immédiatement déclassés.

Edmond de Rothschild (France) définit les créances restructurées comme étant des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ;
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat (exemple : pause et report d'échéance) ;
- les créances douteuses : les éléments de bilan et les engagements par signatures relatifs à une contrepartie sont identifiés comme encours douteux au sein du système d'information comptable de la Banque dès lors qu'ils sont porteurs d'un risque de crédit avéré.

Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions. Les éléments concernés sont identifiés soit par enregistrement comptable au sein des comptes créés à cet effet, soit au moyen d'attributs.

Edmond de Rothschild (France) classe en encours douteux les encours et engagements présentant un risque de crédit avéré au titre de chacune des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logement et sur les preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits). Il ne peut être dérogé à cette règle que lorsque des circonstances particulières démontrent que les impayés sont dus à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- lorsque la situation de la contrepartie, à une opération de crédit ou à un engagement de hors bilan, présente des caractéristiques telles que, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque la Banque a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non-recouvrement (existence de procédure d'alerte, par exemple) ;
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie. Au titre des procédures contentieuses à prendre en considération, on peut citer les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens, ainsi que les assignations devant un tribunal international.

Parmi les encours douteux, Edmond de Rothschild (France) distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis :

- les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises ;
- les créances douteuses compromises sont les créances pour lesquelles les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles que, après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. L'identification intervient à la déchéance du terme ou, en matière de crédit-bail, à la résiliation du contrat ;
- dans le cas de créances à durée indéterminée, l'exigibilité intervient à la clôture des relations notifiée à la contrepartie selon les procédures prévues par le contrat. En tout état de cause, l'identification en encours douteux compromis intervient au plus tard un an après la classification en encours douteux.

Lorsque, après un retour en encours sain, le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux compromis.

Les intérêts ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis. Les créances litigieuses sont les créances faisant l'objet de contestations tenant soit à la nature, soit au montant, sans que la solvabilité de la contrepartie ne soit en cause. Elles sont comptabilisées dans les mêmes comptes que les créances douteuses non compromises.

Provisionnement du risque de crédit avéré : lorsqu'un risque probable de non-recouvrement, total ou partiel, apparaît avéré, les créances font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat et portées en déduction des actifs.

Conformément aux dispositions relatives à la date d'application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 modifié relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, Edmond de Rothschild (France) applique la méthode d'actualisation des flux prévisionnels décrite à l'article 13 de ce règlement du Comité de la Réglementation Comptable lors de l'évaluation de la dépréciation.

### Portefeuille-titres

Les titres recouvrent, notamment, les valeurs suivantes, émises en France ou à l'étranger :

- valeurs mobilières – à revenu fixe ou à revenu variable ;
- bons du Trésor ;
- autres titres de créances négociables ;
- instruments du marché interbancaire.

Ces titres font l'objet d'un classement selon l'intention qui préside à leur détention et sont, conformément au règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par les règlements du Comité de la Réglementation Comptable n° 2005-01 relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, au règlement n° 2008-07 du 3 avril 2008 afférent à la comptabilisation des frais d'acquisition de titres et au règlement n° 2008-17 du 10 décembre 2008 afférent aux transferts de titres hors de la catégorie « titre de transaction » et hors de la catégorie « titres de placement » et à la comptabilisation des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution gratuite d'actions aux employés, ainsi qu'au règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-03 en matière de détermination du risque de crédit et de la dépréciation concernant les titres à revenu fixe, répartis entre les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement et titres de participation et de filiales.

- Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les frais d'acquisition sont comptabilisés directement en charges. Ils sont acquis avec une intention de revente dans un délai maximum de six mois.
- Les titres de placement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont rattachés au prix d'acquisition des titres de placement. Ils sont acquis avec un objectif de détention de plus de six mois, tout en étant, en principe, destinés à la revente à plus ou moins brève échéance.
- Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont rattachés au prix d'acquisition des titres d'investissement.
- Ils sont acquis avec une intention de détention durable et font l'objet d'une couverture spécifique du risque de taux ou de ressources affectées à leur financement. La différence entre leur prix d'acquisition et leur valeur de remboursement est amortie sur leur durée de vie résiduelle.

- Les titres de l'activité de portefeuille, les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition. Ces titres sont acquis en vue d'une détention durable. Sont retenues dans cette catégorie les participations supérieures à 5 % ou, éventuellement, inférieures à 5 %, lorsqu'elles sont assorties d'éléments tels que la présence de représentants dans les organes de gestion ou l'existence d'une autre détention indirecte par le Groupe.

Les titres figurent à l'actif du bilan publiable dans les postes suivants :

- effets publics et valeurs assimilées ;
- obligations et autres titres à revenu fixe ;
- actions et autres titres à revenu variable ;
- participations et autres titres détenus à long terme ;
- parts dans les entreprises liées ;
- actions propres.

### **Immobilisations**

Les immobilisations incorporelles correspondent, pour l'essentiel, aux logiciels acquis dont la durée d'amortissement varie de un à trois ans.

Les amortissements concernant le matériel et le mobilier de bureau, le matériel informatique, les agencements et les installations ainsi que le matériel de transport s'établissent de la façon suivante :

- linéaire au taux de 10 à 25 % ;
- dégressif aux taux de 37,5 % et 40 %.

L'immeuble de Edmond de Rothschild (France) a été amorti sur une durée de vingt-cinq ans.

Le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2005, a supprimé la possibilité de constater à l'actif des charges différées ou à étaler dans le cadre de la convergence des règles françaises vers les normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

Désormais, les charges différées sont obligatoirement comptabilisées :

- à l'actif si elles respectent les critères généraux de définition et de comptabilisation des actifs ou qu'elles sont attribuables au coût d'entrée des actifs ;
- en charges dans le cas contraire.

Edmond de Rothschild (France) applique les dispositions du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2002-10 du 12 décembre 2002 modifié par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2003-07 du 12 décembre 2003 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et du règlement Comité de la Réglementation Comptable n° 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

Les immobilisations corporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires directs).

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des logiciels informatiques. Ces derniers demeurent en immobilisations incorporelles en cours jusqu'à la date de leur mise en service.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables correspond à la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise.

### **Actions propres**

Les actions propres de la Banque sont comptabilisées en titres de placement. La société applique les nouvelles dispositions issues de l'avis n° 2008-17 du 6 novembre 2008 du Conseil National de la Comptabilité relatives au traitement comptable des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution gratuite d'actions aux employés.

La mise en œuvre des nouvelles règles n'a pas d'impact sur nos comptes, en effet, la société appliquait déjà les principes énoncés aux comptes individuels. Les dotations, reprises et charges relatives aux plans sont désormais présentées dans les charges de personnel.

Les actions propres affectées à un plan font l'objet d'une provision pour charges étalée sur la période d'attribution et ajustée en fonction du nombre d'actions attribuées aux bénéficiaires.

Les actions propres non affectées à un plan sont éventuellement dépréciées si leur valeur nette comptable est supérieure à la valeur actuelle de l'action à la date d'arrêté des comptes, comme pour les autres titres de placement.

### **Intérêts et commissions**

Les intérêts et agios sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont également comptabilisées, pour l'essentiel, prorata temporis.

### **Évaluation du portefeuille-titres**

L'évaluation des titres de la Banque à la clôture de l'exercice repose sur les principes suivants :

- les titres d'investissement, couverts en risque de taux, ne font pas l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur de marché s'avère inférieure à leur valeur comptable. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées ;
- les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage. Lorsqu'il s'agit de titres cotés, le cours boursier n'en constitue pas le seul critère d'appréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values donnent lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille-titres.

### **Résultats sur instruments financiers à terme**

Les principes comptables adoptés sont ceux définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les instructions de la Commission Bancaire et les avis du Conseil National de la Comptabilité.

Ces principes reposent essentiellement sur la nature des opérations effectuées, leur qualification et le type de marché sur lequel elles sont traitées :

- Opérations d'échange de conditions d'intérêts (« swaps de taux »).
- Les résultats de ces instruments, utilisés dans le cadre de la couverture d'opérations identifiées dès l'origine, font l'objet d'une inscription en compte de résultat d'une manière identique à la comptabilisation des produits et charges des éléments couverts.
- Opérations sur contrats à terme portant sur des taux d'intérêt (notionnel, « Euribor », etc.).

Les gains ou pertes en couverture d'opérations sur le marché physique des capitaux sont répartis sur la durée restant à courir des opérations couvertes.

Lorsque les contrats ne sont pas dénoués, deux méthodes de comptabilisation sont retenues :

- marchés organisés et assimilés : les gains ou pertes, résultant de l'évaluation des contrats sont enregistrés en résultat ;
- gré à gré : seules les moins-values latentes sont provisionnées ;
- Contrats de garantie de taux (« FRA »).

Les produits et charges de FRA en couverture sont portés en compte de résultat de façon symétrique aux produits et charges de l'instrument couvert.

Dans le cas d'opérations de marché, les gains et pertes sont constatés dans le compte de résultat lors du dénouement de l'opération.

- Options (de change, de taux, sur indices, sur actions)

Les primes sont enregistrées en compte d'attente à l'initiation des contrats. A leur dénouement, s'il s'agit d'opérations de couverture, elles sont rapportées de façon symétrique aux résultats des opérations couvertes.

S'il s'agit d'opérations de marché, elles sont inscrites en compte de résultat. Pour les contrats non dénoués dans le cadre d'opérations de marché, les options sont revalorisées en date de situation.

L'écart de valorisation est porté en compte de résultat dans le cas de produits traités sur un marché organisé.  
Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values latentes sont provisionnées.

#### Engagements de retraite et autres engagements sociaux

L'accord d'étape AFB en date du 13 septembre 1993 a modifié les régimes de retraite des établissements bancaires. Désormais, les banques adhèrent aux régimes Agirc et Arrco.

La caisse de retraite (CRPB) à laquelle adhère la Banque subsiste et assume le paiement des différentes charges prévues dans l'accord d'étape, d'abord au moyen de ses réserves et complétées, en tant que de besoin, par des cotisations annuelles à la charge de la Banque, dont le taux moyen sur les dix prochaines années est plafonné à 4 % de la masse salariale.

Aucune provision n'a été constituée au titre des engagements financiers liés à ce régime de retraite sur la base des informations disponibles. En effet, le montant des actifs en représentation de ces engagements est supérieur à l'engagement de la CRPB.

La société n'applique pas la méthode préférentielle visant à provisionner les avantages postérieurs à l'emploi portant sur des régimes à prestations définies : engagement de retraite, plan de retraite supplémentaire et indemnité de fin de carrière.

#### Provision pour gratifications d'ancienneté

Dans le cadre de la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R.01 du 1<sup>er</sup> avril 2003 et du règlement n° 2000-06 sur les passifs, une provision correspondant aux versements probables destinés à récompenser certains salariés présents dans l'entreprise (gratifications prévues lors de l'octroi de médailles d'honneur du travail) a été constituée à la clôture de l'exercice. Au 31 décembre 2016, cette provision s'élève à un total de 1 255 milliers d'euros.

#### Impôt sur les bénéfices

Il est calculé selon les règles du régime d'intégration fiscale de groupe constitué par Edmond de Rothschild (France) (société mère) et certaines de ses filiales. Conformément aux conventions signées, la société mère enregistre en compte de résultat l'impact de ce régime de groupe. Le périmètre du Groupe comprend, en 2016, six filiales.

#### Participation des salariés

Une provision a été constituée sur la base d'un accord conclu au sein de l'Unité Economique et Sociale de Edmond de Rothschild (France).

#### Transactions avec les parties liées

En application du règlement CRB n° 91-01 modifié, Edmond de Rothschild (France) présente les transactions avec les parties liées à la note 9 de l'annexe.

### Note 2. – Informations sur les postes du bilan

#### 2.1. – Effets publics et valeurs assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Placement	-	-
Sous-total	-	-
Dépréciations	-	-
Total net	-	-

#### 2.2. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	149 433	-	149 433	63 421	-	63 421
Comptes et prêts	79 150	-	79 150	6 737	-	6 737
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	250 001	250 001
Sous-total	228 583	-	228 583	70 158	250 001	320 159
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Total	228 583	-	228 583	70 158	250 001	320 159

#### 2.3. – Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Autres concours à la clientèle		
Crédits	196 754	158 849
Prêts subordonnés	-	-
Titres reçus en pension livrée	6 830	46 532
Sous-total	203 584	205 381
Comptes ordinaires débiteurs	534 043	468 758
Valeurs non imputées	6	-
Total brut	737 633	674 139
Créances douteuses (1)	1 220	1 308
Dépréciations créances douteuses (1)	-1 220	-1 308

Total (2)	737 633	674 139
(1) Les encours douteux compromis s'élèvent à 1 220 milliers d'euros au 31 décembre 2016 entièrement provisionnés.		
(2) Y compris des créances rattachées pour, respectivement 666 milliers d'euros en 2016 et 552 milliers d'euros en 2015.		

Aucune créance n'est éligible au refinancement de la Banque Centrale au 31 décembre 2016. Aucun dossier, classé en créances douteuses au 31 décembre 2015, n'a fait l'objet, au cours de l'exercice 2016, d'un reclassement en créances saines.

#### 2.4. – Obligations et autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Placement	22 494	2 667
Investissement	-	-
Sous-total	22 494	2 667
Créances rattachées	1 626	1 630
Total brut	24 120	4 297
Dépréciations	-	-
Total net	24 120	4 297

Au cours de l'exercice, aucun transfert n'a été effectué entre catégories. Le montant total de la valeur nette comptable des titres non cotés est de 24,12 millions d'euros. La rubrique « Titres de placement » enregistre un montant de 2,13 millions d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée émis par Financière Eurafrique et 20 millions d'euros de certificats de dépôts.

#### 2.5. – Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Transaction	Placement	Total	Transaction	Placement	Total
Titres détenus	28	73 665	73 693	28	70 346	70 374
Dépréciations	-	-5 717	-5 717	-	-4 260	-4 260
Total net	28	67 948	67 976	28	66 086	66 114
Plus-values latentes (1)	-	13 701	13 701	-	11 259	11 259

(1) Entre la valeur d'acquisition des titres et leur valeur de marché.

Au cours de l'exercice, aucun transfert n'a été effectué entre catégories. Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 48,00 millions d'euros et 67 928 milliers d'euros.

Parmi les titres de placement, les actions et parts d'OPCVM se répartissent comme suit :

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Français	Etranger	Total	Français	Etranger	Total
OPCVM de capitalisation	53 205	14 723	67 928	53 791	12 275	66 066
Autres OPCVM	-	-	-	-	-	-
Total	53 205	14 723	67 928	53 791	12 275	66 066

#### 2.6. – Participations et autres titres détenus à long terme

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Titres de participation						
Etablissements de crédit	4 989	-	4 989	7 102	-	7 102
Autres entreprises	46 815	-322	46 493	50 290	-1 210	49 080
Sous-total	51 804	-322	51 482	57 392	-1 210	56 182
Ecarts de conversion	-	-	-	-203	-	-203
Total	51 804	-322	51 482	57 189	-1 210	55 979

Le montant total de la valeur nette comptable des titres cotés et des titres non cotés est respectivement de 41,95 millions d'euros et 9,53 millions d'euros. Le détail des participations les plus significatives figure dans le tableau « Renseignements concernant les filiales et participations ».

#### 2.7. – Parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Entreprises à caractère financier et non financier	252 011	-15 871	236 140	256 891	-22 942	233 949

Ecarts de conversion	-867	-	-867	3	-	3
Total	251 144	-15 871	235 273	256 894	-22 942	233 952

Le montant total de la valeur nette comptable des titres est constitué de titres non cotés.

Liste des entreprises liées :

- Edmond de Rothschild Asset Management (France) ;
- Financière Boréale ;
- Edmond de Rothschild Corporate Finance ;
- Edmond de Rothschild (Italia) SGR SpA ;
- Edmond de Rothschild Private Equity Partners ;
- Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France) ;
- Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited ;
- Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd ;
- Edmond de Rothschild Real Estate (Eastern Europe) CIE SàRL- A ;
- Edmond de Rothschild Real Estate (Eastern Europe) CIE SàRL- B ;
- CFSH Luxembourg ;
- Elivest ;
- Cleaveland.

## 2.8. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions / dotations	Remboursements / cessions	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Fonds commercial (dont droit au bail)	3 881	-	-	-	3 881
Autres immobilisations incorporelles	85 376	9 141	-	-	94 517
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Total	89 257	9 141	-	-	98 398
Amortissements - Dépréciations					
Autres immobilisations incorporelles	-71 356	-9 946	-	-	-81 302
Total	-71 356	-9 946	-	-	-81 302
Valeur nette comptable	17 901	-805	-	-	17 096

## 2.9. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions / dotations	Remboursements / cessions	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Terrains	11 434	-	-	-	11 434
Constructions	21 066	34	-	-	21 100
Matériel informatique	23 092	1 564	-	-	24 656
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	37 224	685	-	-	37 909
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
Total	92 816	2 283	-	-	95 099
Amortissements - Dépréciations					
Constructions	-20 491	-50	-	-	-20 541
Matériel informatique	-21 158	-1 354	-	-	-22 512
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	-31 378	-1 723	-	-	-33 101
Total	-73 027	-3 127	-	-	-76 154
Valeur nette comptable	19 789	-844	-	-	18 945

## 2.10. – Actions propres, plans d'options d'achat d'actions

La Banque ne détient plus d'actions propres.

Au 31 décembre 2016, il n'existe plus aucun plan d'options d'achat d'actions pour les collaborateurs d'Edmond de Rothschild (France).

Position des actions propres :

	Nombre d'actions	Prix unitaire	Montant (En milliers d'euros.)
Position au 31/12/2015			
Position au 31/12/2016	-	-	-

Dont				
Actions propres affectées		-	-	-

**2.11. – Autres actifs et autres passifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Primes sur options	-	-	-	-
Appels de marge	19 970	17 059	52 299	47 319
Dépôts de garantie	8 630	12 119	11 120	22 683
Divers	23 623	30 438	27 628	39 617
Total	52 223	59 616	91 047	109 619

**2.12. – Comptes de régularisation actifs et passifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Valeurs à l'encaissement	499	-	1 115	-
Charges constatées d'avance	7 206	-	11 193	-
Produits à recevoir	75 950	-	94 013	-
Produits constatés d'avance	-	1 692	-	4 176
Charges à payer	-	44 965	-	91 331
Divers	20 026	2 235	20 034	4 564
Total	103 681	48 892	126 355	100 071

**2.13. – Immobilisations financières**

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	Fin exercice
Valeur brute					
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	57 189		-5 385	-	51 804
Participations dans les entreprises liées	256 894	40 125	-45 875	-	251 144
Total	314 083	40 125	-51 260	-	302 948
Dépréciations					
Participations et autres titres détenus à long terme	-1 210		888	-	-322
Participations dans les entreprises liées	-22 942	-1 833	8 904	-	-15 871
Total	-24 152	-1 833	9 792	-	-16 193
Valeur nette comptable					
Obligations et autres titres à revenu fixe	-		-	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	55 979	-	-4 497	-	51 482
Participations dans les entreprises liées	233 952	38 292	-36 971	-	235 273
Total	289 931	38 292	-41 468	-	286 755

**2.14. – Dettes envers les établissements de crédit**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	21 147	-	21 147	13 746	-	13 746
Comptes et emprunts	-	554 216	554 216	-	212 534	212 534
Sous-total	21 147	554 216	575 363	13 746	212 534	226 280
Dettes rattachées	3	934	937	-	169	169
Total	21 150	555 150	576 300	13 746	212 703	226 449

**2.15. – Opérations avec la clientèle**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
------------------------	------------	------------



	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial						
Comptes d'épargne à régime spécial	-	54 707	54 707	-	57 774	57 774
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	54 707	54 707	-	57 774	57 774
Autres dettes						
Comptes ordinaires de la clientèle	1 050 840	-	1 050 840	1 080 444	-	1 080 444
Comptes créditeurs à terme	-	129 738	129 738	-	108 485	108 485
Titres donnés en pension livrée	-	6 829	6 829	-	46 530	46 530
Autres dettes diverses	-	2 702	2 702	-	3 396	3 396
Dettes rattachées	-	24	24	-	64	64
Sous-total	1 050 840	139 293	1 190 133	1 080 444	158 475	1 238 919
Total	1 050 840	194 000	1 244 840	1 080 444	216 249	1 296 693

## 2.16. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Titres du marché interbancaire et créances négociables	466 901	476 214
Emprunts obligataires	-	-
Sous-total	466 901	476 214
Dettes rattachées	5 883	4 033
Total	472 784	480 247

## 2.17. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Début exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponibles	Autres variations	Fin exercice
Provisions pour charges						
Provisions pour médailles du travail	1 174	292	-121	-91	-	1 254
Provisions pour charges sur actions propres (1)	-	-	-	-	-	-
Autres provisions pour charges sur litiges	-	-	-	-	-	-
Autres provisions pour charges	539	191	-	-366	-	364
Sous-total	1 713	483	-121	-457	-	1 618
Provisions pour risques						
Provisions pour litiges (2)	7 037	4 236	-3 251	-1 165	-	6 857
Autres provisions pour risques	1 953	92	-	-	-	2 045
Sous-total	8 990	4 328	-3 251	-1 165	-	8 902
Total	10 703	4 811	-3 372	-1 622	-	10 520

(1) Actions propres faisant l'objet de plans d'options d'achat d'actions : au 31 décembre 2016, il n'existe plus aucun plan d'options d'achat d'actions pour les collaborateurs d'Edmond de Rothschild (France)

(2) Les dotations aux provisions pour risques sont destinées, pour l'essentiel, à faire face à des litiges avec des tiers. Les reprises portent pour l'essentiel sur les litiges et l'activité de private equity.

Le régime de retraite « sur-complémentaire » mis en place en décembre 2004 a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le champ d'application des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

La dette actuarielle au taux de 1,54 % est passée de 28 065 milliers d'euros à 28 682 milliers d'euros, au 31 décembre 2016. Taxes et contributions sur les rentes : L'article 113 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites modifie les modalités d'assujettissement aux cotisations de Sécurité Sociale, à la contribution sociale généralisée et à la contribution au remboursement de la dette sociale des contributions des employeurs destinées au financement de prestations. En contrepartie de l'exonération de charges sociales, une taxe payable exclusivement par l'entreprise a été instaurée.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2010 a instauré le doublement de la taxe assise sur les montants de rente dépassant 1/3 du plafond annuel de la Sécurité Sociale. Cette taxe est passée de 8 % à 16 %.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2011 a ensuite modifié l'assiette d'application de cette taxe. Désormais la franchise est supprimée, la taxe de 16 % est donc appliquée dès le 1<sup>er</sup> euro de rente pour toute rente liquidée après le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Le Groupe avait fait le choix de l'option de taxation sur les rentes. En fin d'année 2011, la société a opté pour un changement d'option, ouvert par la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 sur les régimes à prestations définies de type L.137-11. Elle est passée à la taxe de 12 % assise sur toutes les cotisations versées au fonds.

Indépendamment de la taxe précédente, une contribution additionnelle de 30 % dès le premier euro, à la charge de l'employeur, sur les rentes excédant huit fois le plafond annuel et liquidées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, a été également instaurée. Ces impacts ont été évalués en 2009. Le calcul de la couverture financière fait ressortir qu'un montant de 5 241 milliers d'euros aurait été provisionné en 2016 contre un montant de 3 752 en 2015, en application de la méthode préférentielle, non retenue par la Banque. Les actifs du régime sont valorisés à 23 441 milliers d'euros en 2016 et le gain net résiduel des services passés est nul au 31 décembre 2016. Les provisions ne comprennent pas les indemnités de fin de carrière pour un montant de 3 887 milliers d'euros en 2016 contre 3 533 milliers d'euros en 2015.

Les provisions pour risques bancaires s'élèvent à 3 676 milliers d'euros en 2016, contre 4 159 milliers d'euros en 2015.

S'agissant de l'affaire Madoff, le Groupe estime que dans le cadre de ses activités de gestion pour compte de tiers et/ou dépositaire, le risque de contentieux auquel il pourrait être exposé n'est pas significatif. En effet, l'examen du processus d'investissement mis en œuvre, tant par la société de gestion EdRIM Gestion (laquelle a fusionné avec EdRAM (France) en date du 30 novembre 2012), que par la Direction de la Clientèle Privée a fait ressortir que la première avait appliqué de manière satisfaisante les procédures internes de « due diligence » régissant la sélection des fonds sous-jacents et que les décisions de gestion prises par la seconde étaient généralement en accord avec le mandat conféré à la Banque, en termes à la fois d'éligibilité des instruments acquis et des limites d'investissement.

Il est rappelé qu'au titre de ces activités, le montant total des expositions du Groupe sur des fonds Madoff (sur la base d'une valorisation des fonds arrêtée au 31 décembre 2008) ressort à 42,9 millions d'euros.

### 2.18. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Titres subordonnés à durée indéterminée (1)	21 000	21 000
Dettes rattachées	732	730
Total	21 732	21 730

(1) En juin 2007, la Banque a émis un titre super subordonné (« TSS ») d'un montant de 50 millions d'euros. En cas de liquidation de la société émettrice, ce titre subordonné à maturité indéterminée n'est remboursable qu'après le désintéressement des autres créanciers à l'exclusion des titulaires de prêts participatifs ou de titres participatifs.

Suite à des contacts avec un des porteurs, une offre de rachat partiel sur un nominal de 29 millions d'euros a été faite par EDR (France) avec une décote de 7,5 %.

Après avoir obtenu le 12 juillet 2013 l'autorisation de l'ACP, l'opération de rachat des 29 millions d'euros suivie de destruction, a été effectuée en août 2013.

Le TSS est assorti de covenants financiers :

Non-paiement des intérêts en cas d'insuffisance de capital liée au non-respect du ratio prudentiel d'adéquation des fonds propres ou à la détérioration de la situation financière de la Banque ; réduction des intérêts courus à payer et ensuite du nominal de l'émission si l'émetteur n'a pas, dans un délai déterminé, remédié à l'insuffisance de capital constatée.

Les principales caractéristiques financières de ce TSS sont les suivantes :

Date d'émission	Date de remboursement anticipé (call option)	Taux jusqu'à la date de remboursement anticipé	Taux à partir de la date de remboursement anticipé	Majoration d'intérêt (step up) à partir de la date d'option de remboursement
Juin 2007	Juin 2017 puis trimestriellement	6,36 % (*)	Euribor + 2,65 %	+ 100 points de base

(\*) Taux fixé par référence au taux de swap 10 ans en euros relevé le 4 juin 2007 : 4,71 % + 1,65 %.

### 2.19. – Réserves

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Réserve légale	8 308	8 308
Réserves réglementées	152	152
Autres réserves	23 818	23 818
Total	32 278	32 278

### 2.20. – Évolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Total
Position au début de l'exercice	83 076	98 244	32 278	34 225	30 713	278 536
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice (avant affectation)	-	-	-	-	24 392	24 392
Distribution de l'exercice	-	-	-	6 233	-	6 233
Autres mouvements	-	-	-	-	-30 713	-30 713
Position à la clôture de l'exercice	83 076	98 244	32 278	40 458	24 392	278 448

Le capital social de 83 075 820,00 €, divisé en 5 538 388 actions de 15 € de nominal chacune, se répartit comme suit :

	Nombre d'actions	% d'intérêt
Edmond de Rothschild SA	5 218 348	94,22 %

Caisse de Dépôt et Placement du Québec	288 532	5,21 %
EDRRIT Limited	24 172	0,44 %
Divers actionnaires salariés du Groupe	7 275	0,13 %
Autres actionnaires minoritaires	61	0,00 %
<b>Total</b>	<b>5 538 388</b>	<b>100,00 %</b>

Le bénéfice distribuable, en euros, s'établit comme suit :

Bénéfice de l'exercice 2016	24 391 580,97
Report à nouveau à la clôture de l'exercice	40 458 174,38
Affectation à la réserve légale	-
<b>Bénéfice distribuable</b>	<b>64 849 755,35</b>

Le bénéfice distribuable est affecté de la façon suivante (\*) :

Distribution d'un dividende de 2,40 € par action, soit	13 292 131,20
Report à nouveau	51 557 624,15
<i>(*) Sous réserve du vote de cette résolution par l'Assemblée Générale du 19 mai 2017.</i>	

### 2.21. – Opérations avec les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
<b>Actif</b>		
Opérations avec la clientèle (hors créances rattachées)	106 866	110 330
<b>Passif</b>		
Opérations avec la clientèle (hors dettes rattachées)	73 289	100 664

### 2.22. – Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Actif</b>					
Créances sur les établissements de crédit	228 583				228 583
Opérations avec la clientèle	586 578	91 314	45 768	13 973	737 633
Obligations et autres titres à revenu fixe		20 000		4 120	24 120
<b>Total</b>	<b>815 161</b>	<b>111 314</b>	<b>45 768</b>	<b>18 093</b>	<b>990 336</b>
<b>Passif</b>					
Dettes envers les établissements de crédit	557 475	18 825			576 300
Opérations avec la clientèle	1 143 566	81 826	19 448		1 244 840
Dettes représentées par un titre	109 213	150 532	208 326	4 713	472 784
Titres du marché interbancaire / TCN	109 213	150 532	208 326	4 713	472 784
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 810 254</b>	<b>251 183</b>	<b>227 774</b>	<b>4 713</b>	<b>2 293 924</b>

### Note 3. – Informations sur les postes du compte de résultat

#### 3.1. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	11 716	14 577
Produits sur opérations avec la clientèle	8 005	7 543
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	1
Autres intérêts et produits assimilés	3 277	3 299
<b>Total</b>	<b>22 998</b>	<b>25 420</b>

#### 3.2. – Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-11 392	-10 125

Charges sur opérations avec la clientèle	-363	-575
Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-9 645	-9 518
Autres intérêts et charges assimilées	-3 047	-3 038
Total	-24 447	-23 256

### 3.3. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Actions et autres titres à revenu variable	5 300	2 480
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	4 249	4 250
Parts dans les entreprises liées	34 999	47 892
Total	44 548	54 622

### 3.4. – Commissions

(En milliers d'euros.)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-12	-	-8
Opérations avec la clientèle	62	-	24	-
Opérations sur titres	-	-47	-	-47
Opérations de change	20	-	19	-
Opérations de hors-bilan	-	-	-	-
Opérations sur titres	250	-	118	-
Opérations sur instruments financiers à terme	2 548	-1 566	6 412	-3 691
Prestations de services financiers	75 360	-5 566	110 251	-12 260
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-
Total	78 240	-7 191	116 824	-16 006

### 3.5. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Titres de transaction	49	-22	27	60	-21	39
Opérations de change	487 737	-476 028	11 709	559 298	-550 097	9 201
Instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-	-	-
Total	487 786	-476 050	11 736	559 358	-550 118	9 240

### 3.6. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placements et assimilés

(En milliers d'euros.)	2016			2015		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Moins-values de cession	-	-328	-328	-	-2 066	-2 066
Plus-values de cession	123	-	123	8	-	8
Dotations / Reprises liées aux dépréciations	1 846	-3 303	-1 457	2 602	-882	1 720
Total	1 969	-3 631	-1 662	2 610	-2 948	-338

### 3.7. – Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Refacturation de charges	11 212	11 485
Autres produits accessoires	25 232	26 308
Divers	820	4 865
Dotations / Reprises liées aux provisions	288	424
Total	37 552	43 082

### 3.8. – Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Rétrocessions de produits	-4 391	-26 809
Divers	-494	-676
Dotations / Reprises liées aux provisions	241	-507
Total	-4 644	-27 992

### 3.9. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Salaires et traitements	-52 811	-54 247
Charges sociales	-23 540	-25 147
Intéressement des salariés	-134	-249
Participation des salariés	-879	-2 396
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-6 502	-6 480
Dotations aux provisions pour frais de personnel	-4 502	-5 131
Reprises de provisions pour frais de personnel	4 202	3 206
Sous-total frais de personnel	-84 166	-90 444
Impôts et taxes	-1 290	-3 208
Locations	-12 035	-11 770
Services extérieurs	-41 479	-39 968
Transports et déplacements	-1 010	-1 310
Autres charges diverses d'exploitation	-	-
Dotations aux provisions pour frais administratifs	-	-
Reprises de provisions pour frais administratifs	-	-
Sous-total frais administratifs	-55 814	-56 256
Total	-139 980	-146 700

### 3.10. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Dotations sur dépréciations sur créances douteuses	-	-
Dotations aux provisions	-	-
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-78	-1 191
Reprises sur dépréciations sur créances douteuses devenues disponibles	14	14
Reprises liées aux provisions	74	1 191
Récupérations sur créances amorties	-	3
Total	10	17

### 3.11. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	5 206	-
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-90
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-8 180	-
Dotations aux provisions pour dépréciation sur immobilisations financières	-1 832	-7 727
Reprises sur dépréciations des immobilisations financières	9 792	3 601
Reprises aux provisions pour risques et charges	-	-
Total	4 986	-4 216

### 3.12. – Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel pour 2016 est de 4 636 milliers d'euros, essentiellement composé des boni suite de liquidation des sociétés Edmond de Rothschild Asia Limited, Renomur, Eminvest et Valse Invest.

### 3.13. – Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices, calculé dans le cadre du régime d'intégration fiscale, présente un solde positif de 10 684 milliers d'euros. Si elle avait été imposée séparément, Edmond de Rothschild (France), hors impôt différé, n'aurait pas été imposable, car elle présente un déficit fiscal.

**Analyse des agrégats du produit net bancaire**

L'analyse du produit net bancaire, par grands secteurs d'activité, qui s'extrait de la présentation purement comptable du compte de résultat publiable, peut être résumée, très globalement, comme suit :

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Gestion d'actifs	69 657	79 084
Activité à marge	7 218	6 189
Opérations de marchés	7 881	8 918
Conseil aux entreprises	-	-
Portefeuille titres et revenus divers	72 374	87 405
<b>Produit net bancaire</b>	<b>157 130</b>	<b>181 596</b>

A 157,1 millions d'euros, le produit net bancaire de l'exercice 2016 est en diminution de 13,5 % par rapport à celui de 2015 (181,6 millions d'euros). Cette baisse de - 24,5 millions d'euros s'explique principalement par l'évolution du poste « commissions sur gestion d'actifs » qui est en recul sensible (+ 11,9 % à 69,7 millions d'euros contre 79 millions d'euros en 2015). Cette diminution est due à la baisse des commissions sur les portefeuilles gérés et ainsi qu'au ralentissement des autres commissions sur flux (mouvement et droits d'entrée). Cette baisse s'explique également par la non récurrence d'un produit exceptionnel de 3,3 millions d'euros constatée en 2015 sur le déboucement d'une opération de marchés liée aux activités de gestion d'actifs.

Les activités à marge progressent de + 1 million d'euros entre 2015 et 2016. Cette progression s'explique par une augmentation des financements octroyés à la clientèle et par la mise en place d'une facturation d'intérêts créditeurs sur les comptes de la clientèle institutionnelle.

Les opérations de marchés continuent d'être impactées par un environnement de taux historiquement bas et l'évolution du marché des devises ont contribué à la diminution du Produit net bancaire à hauteur de - 1 million d'euros entre 2015 et 2016.

Le produit net bancaire a été également impacté par la baisse des résultats sur portefeuille titres et revenus divers. Ce poste est en diminution de 15,1 millions par rapport à 2015. Cette évolution est principalement imputable à une baisse de 10 millions d'euros des dividendes encaissés (+ 54,6 millions d'euros en 2015).

## Note 5. – Notes sur le hors-bilan

**5.1. – Opérations avec les entreprises liées**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement	8 672	573
Engagements de garantie	86	84

**5.2. – Engagements de liquidité**

Les bénéficiaires des plans d'attribution gratuite d'actions et des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions mis en œuvre au niveau de Edmond de Rothschild SA ou des Sociétés du Groupe ont conclu, avec les sociétés émettrices concernées, des contrats de liquidité aux termes desquels ces sociétés émettrices s'engagent à acheter et les bénéficiaires à vendre, sous certaines conditions, les actions émises ou attribuées dans le cadre de ces plans.

Depuis décembre 2005, Edmond de Rothschild SA et la Banque ont convenu que Edmond de Rothschild SA serait systématiquement substituée à la Banque dans l'exécution de ces contrats, Edmond de Rothschild SA se réservant la faculté de se substituer un tiers.

**5.3. – Opérations sur instruments financiers à terme**

Les opérations sur les instruments de taux d'intérêt sont classées en portefeuille de micro-couverture. Les opérations conditionnelles sur instruments de cours de change peuvent être effectuées dans le cadre de la gestion spécialisée d'un portefeuille ou font l'objet d'un adossement. Les engagements sur instruments financiers à terme – dont la valeur nominale des contrats est exprimée en milliers d'euros – se décomposent de la manière suivante :

Au 31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)	Micro couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
« Swaps de devises » (1)	2 059 788	2 045 079	-	-	2 059 788	2 045 079
Total	2 059 788	2 045 079	-	-	2 059 788	2 045 079
Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
« Swaps de taux » et « Swaps d'indices » (1)	537 987	54 166	-	-	537 987	54 166
Sous-total	537 987	54 166	-	-	537 987	54 166
Contrats conditionnels						
« Taux » et « Indices »	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-
Total	537 987	54 166	-	-	537 987	54 166

(1) dont entreprises liées pour un montant de 77 500 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2015 (En milliers d'euros.)	Micro couverture		Portefeuille de transaction		Total	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés						
Contrats fermes						
« Swaps de devises » (1)	2 120 370	2 125 259	-	-	2 120 370	2 125 259
Total	2 120 370	2 125 259	-	-	2 120 370	2 125 259
Marchés de gré à gré						
Contrats fermes						
« Swaps de taux » et « Swaps d'indices » (1)	925 806	139 325	-	-	925 806	139 325
Sous-total	925 806	139 325	-	-	925 806	139 325
Contrats conditionnels						
« Taux » et « Indices »	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-
Total	925 806	139 325	-	-	925 806	139 325

(1) dont entreprises liées pour un montant de 77 500 milliers d'euros.

La ventilation par durées résiduelles des engagements ci-dessus se présente ainsi :

Au 31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	2 036 618	2 021 909	23 170	23 170	-	-
Marchés de gré à gré	350 099	15 237	176 005	38 929	11 883	-

Au 31 décembre 2015 (En milliers d'euros.)	0 à 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans	
	Achats	Ventes	Achats	Ventes	Achats	Ventes
Marchés organisés et assimilés	2 113 904	2 118 778	6 466	6 481	-	-
Marchés de gré à gré	733 215	43 300	182 703	94 025	9 888	2 000

Le degré d'exposition de la Banque aux risques de marché liés aux opérations sur instruments financiers, exprimé en milliers d'euros, peut être résumé comme suit :

Nature du risque	Opérations concernées	Hypothèses	Evaluation de la sensibilité	
			31/12/2016	31/12/2015
Risque de taux d'intérêt	Opérations de trésorerie en euros	Variation défavorable de 1 % de la courbe des taux d'intérêt	405	658
	Opérations de trésorerie en devises	Variation défavorable de 1 % de la courbe des taux d'intérêt	218	198
Risque de change	Opérations de change au comptant et à terme	Variation défavorable de 8 % des cours des devises	33	34

#### 5.4. – Juste valeur des opérations sur instruments financiers à terme

(En milliers d'euros.)	Valeur positive		Valeur négative	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Marchés organisés et assimilés				
Contrats fermes				
« Swaps de devises »	36 863	16 860	-22 826	-17 315
Marchés de gré à gré				
Contrats fermes				
« Swaps de taux », « Swaps sur indices »	11 895	30 911	-7 097	-24 103

La juste valeur des instruments financiers à terme est déterminée par référence à leur valeur de marché calculée quotidiennement dans le cadre de mesure de risque de contrepartie.

**6.1. – Nature et méthodologie du calcul**

Les calculs des montants des équivalents risques et des compensations sont effectués selon les principes énoncés par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière dans les règlements n° 91-05 et 95-02 et par la Commission Bancaire dans l'instruction n° 96-06.

La valeur de remplacement positive des équivalents risques correspond à l'évaluation au prix de marché des contrats, avant prise en compte des effets de la compensation et des garanties reçues.

La majoration brute est le résultat du montant notionnel de l'opération auquel est appliqué un coefficient de pondération. La majoration nette, quant à elle, est calculée selon la formule définie dans l'instruction n° 96-06 : majoration nette = 0,4 x majoration brute + 0,6 x RNB x majoration brute dans laquelle le RNB représente le rapport du coût de remplacement net sur le coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable.

Les taux de pondération retenus pour les types de contrepartie correspondent à ceux définis dans le règlement n° 91-05 : 20 % pour les banques et 50 % pour les clients.

**6.2. – Ventilation des équivalents risque pondérés par type de contrepartie**

(En milliers d'euros.)	Risques pondérés bruts		Risques pondérés nets	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Banques	8 914	10 892	4 901	4 052
Clients	14 534	5 938	14 517	4 876

**6.3. – Effet, en montant, des compensations sur la somme des équivalents risques pondérés**

(En milliers d'euros.)	Effet du netting		Effet de collatéralisation	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Banques	3 895	4 541	118	2 299
Clients	17	1 061	-	-

**Note 7. – Effectif moyen**

	31/12/2016	31/12/2015
Techniciens	108	114
Cadres	322	317
Agents « hors classification »	92	98
Total	522	529

Conformément aux prescriptions du Code de Commerce, est communiquée la ventilation par catégories de l'effectif moyen, salarié et mis à disposition du Groupe pendant l'exercice. L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif, par référence à la durée conventionnelle ou légale du travail.

**Note 8. – Informations complémentaires****8.1. – Edmond de Rothschild (France) est incluse par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Edmond de Rothschild SA****8.2. – Événements postérieurs à la clôture**

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture au 31 décembre 2016. Les comptes sociaux annuels tels qu'ils sont présentés ont été arrêtés le 6 mars 2017 par le Directoire et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 19 mai 2017.

**Note 9. – Transactions avec les parties liées****9.1. – Transactions avec les parties liées personnes physiques et autres**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes, Prêts et créances rattachées	19 066	19 116
Actif	19 066	19 116

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes à vue	530	463
Passif	530	463

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
+ Intérêts et produits assimilés	110	145
Produit net bancaire	110	145
Résultat brut d'exploitation	110	145

**9.2. – Transactions avec les parties liées personnes morales**



**Opérations relatives au compte de résultat**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			
	Désignation	Relation avec la partie liée	Produits	Charges
- Produits/Charges sur opérations avec les établissements de crédit	EDRAM	Filiale	-	-
- Prestation de services financiers	EDRAM	Filiale	-	-601
+ Plus-values de cession sur immobilisations financières	EDRAM	Filiale	-	-

(En milliers d'euros.)	31/12/2015			
	Désignation	Relation avec la partie liée	Produits	Charges
- Charges sur opérations avec les établissements de crédit	EDRAM	Filiale	-	-
- Prestation de services financiers	EDRAM	Filiale	-	-1 044
+ Plus-values de cession sur immobilisations financières	EDRAM	Filiale	-	-

**Opérations relatives aux instruments financiers à terme**

(En milliers d'euros.)	Désignation	Relation avec la partie liée	Montant
Swap d'échange d'indices de résultat	EDRAM	Filiale	-

**V. – Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de société Edmond de Rothschild (France), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

**I. – Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**II. – Justification de nos appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

**Estimations comptables**

Dans le cadre de son activité, votre société détient des positions sur titres et sur instruments financiers. Les paragraphes « portefeuille titres », « évaluation du portefeuille titres » et « résultats sur instruments financiers à terme » de la note 1.2. de l'annexe exposent les principes et méthodes d'évaluation relatifs à ces positions. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné leur caractère approprié, leur application et la pertinence des informations données en annexe.

La note 1.2. de l'annexe indique que les titres de participation sont évalués par référence à leur valeur d'usage. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination de la valeur d'usage des principales lignes du portefeuille de titres de participation.

Votre société constitue des provisions pour faire face à des litiges (note 2.17. de l'annexe). Nous avons examiné les éléments d'information disponibles sur la base desquels ces provisions ont été estimées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

**III. – Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations prévues par les dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons en attester l'exactitude et la sincérité.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Jacques Lévi

Cabinet Didier Kling & Associés  
Didier Kling

## B. – Comptes consolidés

### I. – Bilan consolidé IFRS

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, Banques centrales, CCP	3.1	1 176 124	914 318
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.2	35 970	45 101
Actifs financiers disponibles à la vente	3.3	269 138	257 268
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.4	249 595	349 068
Prêts et créances sur la clientèle	3.5	631 744	550 256
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.6	-	-
Actifs d'impôts courants		5 009	17 274
Actifs d'impôts différés		9 602	13 747
Comptes de régularisation et actifs divers	3.8	175 683	187 512
Participations dans les entreprises mises en équivalence	3.9	73 916	75 531
Immobilisations corporelles	3.10	43 854	43 958
Immobilisations incorporelles	3.11	22 329	23 520
Ecarts d'acquisition	3.12	88 762	75 796
Total de l'actif		2 781 726	2 553 349

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.13	967 876	651 479
Instruments dérivés de couverture	3.14	1 303	4 116
Dettes envers les établissements de crédit	3.15	22 380	13 768
Dettes envers la clientèle	3.16	1 170 160	1 195 286
Dettes représentées par un titre		-	-
Passifs d'impôts courants		2 110	16 394
Passifs d'impôts différés		3	1 100
Comptes de régularisation et passifs divers	3.8	222 500	268 410
Provisions	3.17	28 333	25 151
Dettes subordonnées	3.18	-	-
Capitaux propres		367 061	377 645
Capitaux propres part du Groupe		364 459	374 683
Capital et réserves liées		201 195	201 195
Réserves consolidées		92 685	95 401
Gains et pertes latents ou différés		54 012	47 519
Résultat de l'exercice		16 567	30 568
Intérêts minoritaires		2 602	2 962
Total du passif		2 781 726	2 553 349

**II. – Compte de résultat consolidé IFRS**

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2016	31/12/2015
+ Intérêts et produits assimilés	4.1	30 956	16 963
- Intérêts et charges assimilées	4.2	-32 135	-14 565
+ Commissions (produits)	4.3	349 373	397 776
- Commissions (charges)	4.3	-94 950	-103 401
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.4	12 391	6 521
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.5	7 465	7 363
+ Produits des autres activités	4.6	14 579	15 278
- Charges des autres activités	4.6	-13 084	-10 494
Produit net bancaire		274 595	315 441
- Charges générales d'exploitation	4.7	-248 782	-263 833
- Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-19 214	-18 794
Résultat brut d'exploitation		6 599	32 814
+/- Coût du risque	4.8	-242	-1 256
Résultat d'exploitation		6 357	31 558
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3.9	9 345	9 824
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	9 428	6 309
+/- Variation de valeur des écarts d'acquisition		-807	-1 671
Résultat courant avant impôt		24 323	46 020
- Impôt sur les bénéfices	4.10	-7 073	-13 332
Résultat net		17 250	32 688
- Intérêts minoritaires		-683	-2 120
Résultat net – part du groupe		16 567	30 568
Résultat par action en euro		2,83	5,36
Résultat dilué par action en euro		2,83	5,36

**III. – État du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**

(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net	17 250	32 688
Eléments relatifs aux variations de parités monétaires	144	4 498
Variation de valeur différée des instruments dérivés de couverture (*)	-24	-10
Variation de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (*)	6 906	10 841
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies (*)	-955	-1 771
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	6 071	13 558
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	23 321	46 246
Dont part du Groupe	22 710	44 259
Dont part des intérêts minoritaires	611	1 987
(*) Montants nets d'impôt.		

**IV. – Tableau des flux de trésorerie IFRS**

(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat net de l'exercice	17 250	32 688

Résultat lié aux actifs et passifs destinés à la vente	-10 172	-5 334
Plus et moins-values de cession	-9 428	-6 309
Dotations nettes aux amortissements et provisions	23 403	16 510
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-9 345	-9 824
Reclassement du résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-12 391	-6 521
Autres produits et charges calculés	1 245	460
Pertes / produits nets des activités de financement	-	-
Charges d'impôt (y compris impôts différés)	7 073	13 332
Capacité d'autofinancement avant résultat des activités de financement et impôt	7 634	35 002
Impôt versé	-7 067	-6 852
Augmentation / diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	243 913	-149 873
Augmentation / diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	-106 540	89 317
Augmentation / diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	345 512	223 585
Augmentation / diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs non financiers	-36 080	11 495
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	447 373	202 674
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Décassements sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-17 900	-17 596
Décassements sur acquisitions d'immobilisations financières	-39 983	-18 447
Variation des dépôts de garantie	-	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	4 627	7 826
Cessions ou réductions des actifs immobilisés	43 953	1 718
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	-9 303	-26 499
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		
Augmentation / diminution de trésorerie provenant des activités de financement	-	-
Augmentation / diminution de trésorerie liée aux opérations avec les actionnaires	-26 757	-20 271
Trésorerie nette provenant des opérations de financement	-26 757	-20 271
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-54	885
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	411 259	156 789
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	914 318	782 646
OPCVM monétaires qualifiés d'équivalents de trésorerie	101	101
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	85 331	60 213
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	999 750	842 960
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	1 176 124	914 318
OPCVM monétaires qualifiés d'équivalents de trésorerie	7 673	101
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	227 212	85 330
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 411 009	999 749
Variation de la trésorerie nette	411 260	156 789

## V. – Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros.)

	31/12/2015	Augmentation de capital	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2016
Part du Groupe					
Capital	83 076	-	-	-	83 076
Primes d'émission	98 244	-	-	-	98 244
Instruments de Capitaux Propres (TSS)	19 875	-	-	-	19 875
Intérêts sur instruments de Capitaux Propres (TSS)	-14 185	-	-	-875	-15 060
Eliminations des titres auto détenus	-	-	-	-	-
Autres réserves (*)	109 586	-	6 088	-7 929	107 745

Gains / pertes latents ou différés sur les titres en actifs financiers disponibles à la vente	47 519	-	-	6 493	54 012
Résultat 2015	30 568	-	-30 568	-	-
Sous-total	344 115	-	-24 480	-2 311	347 892
Résultat 2016	-	-	-	16 567	16 567
Total des capitaux propres part du groupe	374 683	-	-24 480	14 256	364 459
Part des minoritaires					
Réserves	842	-	2 120	-1 043	1 919
Résultat 2015	2 120	-	-2 120	-	-
Résultat 2016	-	-	-	683	683
Total des intérêts minoritaires	2 962	-	-	-360	2 602

(\*) La colonne « Autres variations » comprend essentiellement l'impact à hauteur de -5 280 milliers d'euros de l'acquisition de 24,5 % des minoritaires de Edmond de Rothschild (Italia) SGR SpA.

## VI. – Notes annexes aux comptes consolidés

### Note 1. – Contexte général d'établissement des comptes consolidés

#### 1.1. – Contexte

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 concernant l'application des normes comptables internationales pour les émetteurs de titres de créances admis à la vente directe au public, dans le cadre de l'émission régulière de titres de créances admis à la vente directe au public, Edmond de Rothschild (France) a établi en 2007 pour la première fois ses comptes en utilisant le référentiel des normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les comptes d'Edmond de Rothschild (France) sont établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2016 et telles qu'adoptées par l'Union européenne, référentiel disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ils ont été arrêtés par le Directoire en date du 6 mars 2017 et examinés par le comité d'audit et le Conseil de surveillance respectivement en date du 14 et 15 mars 2017.

#### 1.2. – Conformité aux normes comptables

##### Normes comptables applicables

L'entrée en vigueur des amendements et améliorations aux normes applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 n'a pas eu d'effet sur les états financiers de l'exercice 2016.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne lorsque l'application en 2016 n'est qu'optionnelle.

##### Nouvelles normes publiées et non encore applicables

La norme IFRS 9 Instruments Financiers est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers. Elle a été adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Les principales évolutions apportées par la norme

##### Classement et évaluation des actifs financiers

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (i.e. prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (i.e. action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

Les trois modèles de gestion :

- le modèle de collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;
- le modèle collecte et vente dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ; et
- le modèle autre dont l'intention est de céder l'actif.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (i.e. taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test « SPPI ».

Sur cet aspect, certains points d'interprétation sont encore à l'étude au niveau de l'IASB.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.

Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test SPPI indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 devrait conduire à une augmentation de la part des instruments financiers – OPCVM et instruments de capitaux propres – valorisés à la juste valeur par résultat. Globalement, les prêts et créances respectent le test SPPI et resteront au coût amorti.

#### *Dépréciation*

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues (« Expected Credit Losses » ou « ECL ») sur les crédits et les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (downturn) pour la perte en cas de défaut.

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

1<sup>re</sup> étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;

2<sup>e</sup> étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;

3<sup>e</sup> étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3<sup>e</sup> phase).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours.

#### *Le déploiement du projet*

Le Groupe s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les travaux portent sur :

L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;

L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers impacts de la norme.

Après une étape d'analyse et de diagnostic, conduite depuis l'automne 2016, les travaux de déploiement se poursuivront en 2017 et intégreront des chiffres d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016.

#### *1.3. – Recours à des estimations*

La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures.

Outre les informations disponibles, l'établissement d'estimations comporte nécessairement une certaine part d'appréciation, notamment pour :

- les dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés en « Actifs disponibles à la vente » ;
- les tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- les tests de dépréciation effectués sur les participations dans les entreprises mises en équivalence ;
- la détermination du caractère actif ou non d'un marché pour utiliser une technique de valorisation.

Par ailleurs, le Groupe estime que parmi les autres domaines comptables impliquant nécessairement un élément d'appréciation, les plus importants concernent les provisions, les engagements de retraites et les paiements à base d'actions.

#### *1.4. – Méthodes de consolidation*

Les comptes consolidés ont été établis à partir des comptes individuels d'Edmond de Rothschild (France) et de toutes les filiales contrôlées ou sous influence notable.

#### *Sociétés intégrées globalement*

Les sociétés placées sous le contrôle exclusif d'Edmond de Rothschild (France) ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres en portefeuille chacun des éléments de l'actif et du passif des filiales, puis à éliminer les opérations réciproques entre la société mère et ses filiales, ou entre filiales. La part des intérêts minoritaires, dans la situation nette et dans le résultat, est inscrite distinctement au bilan et au compte de résultat consolidé.

Le Groupe exerce le contrôle sur une filiale lorsqu'elle détient le pouvoir sur l'entité (via généralement la détention, directe ou indirecte, de la majorité des droits de vote), que ses relations avec cette dernière l'exposent ou lui donnent droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir exercé.

#### *Sociétés mises en équivalence*

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est définie comme le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle. Elle peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique.

Elle est présumée à partir du moment où une entreprise détient directement ou indirectement au moins 20 % des droits de vote. Les participations dans les entreprises mises en équivalence sont initialement comptabilisées au coût d'acquisition, lequel inclut les écarts d'acquisition imputables, et ajustées ultérieurement des variations de la part des actifs nets revenant au Groupe. Les gains et pertes sur les transactions entre le Groupe et les entreprises mises en équivalence sont éliminés à proportion de la participation détenue, à moins que l'opération ne mette en évidence une dépréciation durable de l'actif transféré.

#### *Cas particulier des entités structurées*

Il s'agit de structures juridiques conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. C'est entre autres le cas lorsque ces derniers concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes de ces structures sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Les principaux critères d'appréciation du contrôle d'une entité structurée sont les suivants :

- les activités et l'objet de la société ;
- la manière dont l'entité a été structurée ;
- les risques portés par la société et ceux qu'elle transfère et sont encourus par le Groupe ;
- l'exposition et le pouvoir d'agir sur les rendements variables de l'entité.

Deux entités répondant à ces critères ont été consolidées, il s'agit du « Groupement Immobilière Financière » et de « Edmond de Rothschild Investors Assistance ».

### **1.5. – Évolution du périmètre de consolidation**

Les principales variations du périmètre de consolidation retenues au 31 décembre 2016, par rapport au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

- les sociétés Edmond de Rothschild (Israël) Ltd et Edmond de Rothschild (UK) Ltd ont été cédées à Edmond de Rothschild (Suisse) ;
- la société Edmond de Rothschild (Asia) Ltd a été liquidée le 17 juin 2016 ;
- le 23 juin 2016, Edmond de Rothschild (France) a acquis la société de gestion d'actifs immobiliers Cleaveland ;
- la participation du Groupe dans Edmond de Rothschild (Italia) SGR SpA est passée de 75,5 % à 100 % suite à l'acquisition de la totalité des parts de la société auprès des minoritaires.

### **1.6. – Principes de consolidation**

#### **Date de clôture**

Les comptes consolidés ont été établis sur la base des comptes de chaque société arrêtés au 31 décembre 2016.

#### **Éliminations de consolidation**

Les créances, dettes et engagements, ainsi que les produits et les charges résultant d'opérations entre sociétés consolidées par intégration globale, sont éliminés. Il en est de même pour les plus ou moins-values de cession.

Les produits correspondant aux dividendes reçus de toutes les sociétés consolidées sont également éliminés pour la détermination du résultat consolidé.

#### **Écarts d'acquisition**

##### *Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Le Groupe utilise la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprises. Le coût d'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis, en échange du contrôle de l'entreprise acquise auxquels s'ajoutent tous les coûts directement attribuables à ce regroupement d'entreprises.

En date d'acquisition, les actifs, passifs, éléments de hors-bilan et passifs éventuels identifiables conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » des entités acquises sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit leur destination.

Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments, ainsi que leur correction éventuelle en cas d'informations nouvelles, peuvent intervenir dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Lors de la première consolidation d'une participation, la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est, après analyse, répartie entre, d'une part, les corrections de valeur des éléments du bilan et des engagements de l'entreprise consolidée, d'autre part, l'enregistrement d'actifs incorporels répondant aux critères définis par la norme IAS 38 et, enfin, un solde résiduel, appelé écart d'acquisition. Si cet écart est positif, il est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique « Ecart d'acquisition ». Si l'écart est négatif, celui-ci est immédiatement enregistré en résultat. Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire déterminé en comparant le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net acquise.

Les écarts d'acquisition sont maintenus au bilan à leur coût historique. L'écart d'acquisition relatif aux acquisitions de sociétés mises en équivalence est comptabilisé en « Participations dans les entreprises mises en équivalence ».

##### *Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010*

Les règles énoncées ci-dessus ont été modifiées par l'adoption de la norme IFRS 3 révisée. Les principales modifications sont les suivantes :

- les variations d'intérêts qui ne conduisent pas à la perte du contrôle (acquisitions complémentaires ou cessions ne conduisant pas à la perte du contrôle) affectent uniquement les capitaux propres et n'ont aucun impact sur l'écart d'acquisition ;
- les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et que leur valeur de marché peut être estimée de façon fiable ;
- les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont enregistrés en résultat ;
- les compléments de prix éventuels sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur valeur de marché à la date d'acquisition. Postérieurement à la période d'évaluation de 12 mois suivant le regroupement, les variations de valeur des compléments de prix éventuels qualifiés de passifs financiers, sont enregistrées en résultat ;
- à la date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans cette dernière est réévaluée à sa valeur de marché en contrepartie du compte de résultat.

Dans le cas d'une acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est donc déterminé par référence à la valeur de marché en date de prise de contrôle et non plus par référence à celle des actifs et passifs acquis à chaque transaction d'échange.

#### **Evaluation des écarts d'acquisition**

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indice de perte de valeur et au minimum une fois par an. A la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie devant retirer des avantages de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de la ou des unité(s) génératrice(s) de trésorerie à laquelle (auxquelles) ils sont rattachés.

Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT, déterminée à dire d'experts sur la base de la valeur d'utilité ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession, est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de l'exercice sur la ligne « Variation de valeur des écarts d'acquisition ».

#### **Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporelle est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôt.

L'impôt différé est déterminé suivant la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement du taux d'imposition et les variations enregistrées en compte de résultat. Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

#### **Conversion des comptes et états financiers en devises**

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan que du résultat, sont portés, pour la part revenant au Groupe dans ses capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion » et pour la part des tiers sous la rubrique « Intérêts minoritaires ».

#### **Engagement de rachat accordé à des actionnaires minoritaires de filiales consolidées par intégration globale**

En dehors des engagements de rachat consentis aux bénéficiaires des plans d'attribution gratuite d'actions et des plans d'options de souscription ou d'achats d'actions, le Groupe peut consentir à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du Groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations.

Ces engagements de rachat correspondent pour le Groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options est établi selon une formule de calcul prédéfinie contractuellement lors de l'acquisition des entités.

Pour les engagements de rachat conclus jusqu'au 31 décembre 2009, conformément aux normes IAS 32, IFRS 3 et IAS 27, le Groupe enregistre un passif au titre des options de vente cédées aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour le prix d'exercice estimé des options de vente.

La contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des intérêts minoritaires et pour le solde en augmentation des écarts d'acquisition.

Les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts minoritaires sont intégralement comptabilisées par ajustement du montant de l'écart d'acquisition (méthode du goodwill en cours).

### **Note 2. – Méthodes comptables d'évaluation et notes explicatives**

#### **Conversion des opérations en devises**

En date d'arrêté comptable, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros aux cours de change indicatifs publiés par la Banque de France à la date de clôture de l'exercice. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés en résultat. Les opérations de change au comptant sont évaluées selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées au compte de résultat. Les contrats de change à terme sont évalués au cours du terme restant à courir à la date d'arrêté, avec impact des variations de juste valeur en résultat.

Les actifs non monétaires libellés en devises et notamment les titres de participation non consolidés libellés en devises sont inscrits à l'actif du bilan pour leur valeur en devises convertie au cours de la devise à la date d'acquisition ou de souscription. Les écarts de change relatifs à ces actifs ne sont constatés en résultat que lors de leur cession ou de leur dépréciation ainsi qu'en cas de couverture de juste valeur du risque de change.

#### *Actifs et passifs financiers*

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés dans les catégories suivantes :

#### **Prêts et créances**

- Les crédits accordés à la clientèle dans le cadre de l'activité de banque commerciale sont classés au bilan dans la catégorie « Prêts et créances sur la clientèle ». Ils sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et sont ensuite évalués en date de clôture à leur coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif, qui prend en considération les flux financiers issus de toutes les modalités contractuelles de l'instrument. Ils peuvent faire l'objet de dépréciations de créances (cf. § « Dépréciation des actifs financiers »). Sont également classés dans cette catégorie les titres reçus en pension.
- Les prises en pension de titres contre espèces sont enregistrées pour leur montant équivalent au montant encaissé. Les rémunérations relatives à ces pensions sont enregistrées selon la méthode du coût amorti en compte de résultat.
- Les prêts et créances sur établissements de crédit qui ne sont pas désignés dès leur origine pour être évalués en juste valeur en contrepartie du compte de résultat sont évalués après leur comptabilisation initiale au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Comme pour les pensions contractées avec la clientèle financière, les prises en pension contractées avec des établissements de crédit voient leur rémunération enregistrée selon la méthode du coût amorti.

#### *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Il s'agit dans une très faible proportion des actifs détenus à des fins de transaction qui sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêté et dont les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

A ces actifs financiers détenus à des fins de transaction s'ajoutent les actifs et passifs financiers non dérivés que le Groupe a désignés dès l'origine pour être évalués en juste valeur en contrepartie du compte de résultat en application de l'option ouverte par la norme IAS 39 telle que définie dans l'amendement adopté par l'Union européenne le 15 novembre 2005. L'application par le Groupe de l'option juste valeur a pour objet :

- d'une part, de permettre d'évaluer à la juste valeur certains instruments hybrides de façon à ne pas séparer les dérivés incorporés devant faire l'objet d'une comptabilisation distincte. Sont classés dans cette catégorie les EMTN et BMTN structurés émis par la Banque ;
- d'autre part, l'élimination ou la réduction significative de décalages entre les traitements comptables de certains actifs et passifs financiers. Edmond de Rothschild (France) évalue ainsi à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat l'ensemble de ses opérations de gestion de trésorerie à terme. La gestion de la trésorerie de la Banque repose sur les éléments suivants :
  1. la conclusion de prêts et d'emprunts à terme avec des établissements de crédit ou la clientèle financière ;
  2. l'acquisition ou l'émission de titres de créances négociables sur le marché interbancaire ;
  3. la couverture éventuelle de chacun de ces éléments par un dérivé de taux d'intérêt.

L'utilisation de l'option juste valeur permet, lorsqu'un élément comptabilisé au coût amorti est adossé à un actif financier, qui serait classé dans les actifs financiers disponibles à la vente et dont les variations de juste valeur impacteraient les capitaux propres, d'éliminer la distorsion née de l'enregistrement comptable différent pour des actifs et des passifs financiers qui partagent le même risque de taux avec des variations de valeur en sens opposé qui ont tendance à se compenser.

De même, lorsqu'un prêt interbancaire dont la relation de couverture n'a pas été reconnue à l'origine subit les mêmes variations de juste valeur (dues à l'exposition au risque de taux d'intérêt) mais en sens opposé, l'utilisation de l'option juste valeur permet d'atténuer la distorsion qu'aurait engendré l'enregistrement du prêt au coût amorti et du dérivé en variation de juste valeur par résultat.

Enfin, cette catégorie d'actifs et de passifs financiers enregistre les justes valeurs positives ou négatives (sans qu'elles soient compensées) des dérivés qui n'ont pas été qualifiés d'instruments de couverture.

#### *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu et maturité fixes, que le Groupe a l'intention et les moyens de détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti et intègrent les primes et décotes, correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres, ainsi que les frais d'acquisition. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.



*Actifs financiers disponibles à la vente*

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes ; il s'agit des actifs financiers non dérivés détenus pour une période indéterminée et que le Groupe peut être amené à céder à tout moment. En date d'arrêté comptable, les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur avec impact des variations de valeur, hors revenus courus ou acquis, sur une ligne spécifique des capitaux propres intitulée « Gains et pertes latents ou différés ». Ce n'est qu'en cas de cession ou de dépréciation durable de ces actifs financiers que le Groupe constate en résultat ces variations de juste valeur dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». C'est également dans cette rubrique que sont enregistrés les revenus des titres à revenu variable classés en actifs financiers disponibles à la vente. Les revenus des titres à revenu fixe de cette catégorie sont, quant à eux, classés en « Intérêts sur instruments financiers ».

**Reclassement d'actifs financiers**

Le 15 octobre 2008, l'Union européenne a adopté les amendements des normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir ».

Les reclassements d'actifs prévus par la norme sont les suivants :

- de la catégorie « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat », pour un actif financier non dérivé qui n'est plus détenu en vue d'être vendu dans un avenir proche :
  - vers la catégorie « Prêts et créances » dès lors qu'il répond à cette définition à la date du reclassement et que le Groupe a l'intention et la capacité de le détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance ;
  - vers les autres catégories dès lors que des circonstances exceptionnelles le justifient et pour autant que les actifs ayant fait l'objet du reclassement respectent les conditions applicables au portefeuille d'accueil.
- de la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » :
  - vers la catégorie « Prêts et créances » dans les mêmes conditions que celles définies précédemment pour les « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » ;
  - vers la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » pour les actifs présentant une échéance.

**Dépréciation des actifs financiers***Actifs financiers évalués au coût amorti*

A chaque arrêté, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation pour un actif financier analysé individuellement, résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un « événement générateur de pertes »), dès lors que cet (ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ont) une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimée de façon fiable.

S'il existe des indications objectives d'une perte de valeur sur des prêts et des créances ou sur des actifs financiers classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, le montant de la dépréciation est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. Le montant de cette dépréciation est comptabilisé en coût du risque au compte de résultat et la valeur de l'actif financier est réduite par la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation dues à l'évolution des perspectives de recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque », tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération financière des créances dépréciées et est enregistrée en « Intérêts et produits assimilés » au compte de résultat.

*Actifs financiers disponibles à la vente*

Dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation durable d'un actif financier disponible à la vente, une dépréciation est constatée en contrepartie du compte de résultat. S'agissant d'un titre à revenu variable coté sur un marché actif, une baisse significative (supérieure à 20 %) du cours en deçà de la valeur d'acquisition ou prolongée (supérieure à 12 mois) de celui-ci constitue une indication de dépréciation possible qui conduit le Groupe à procéder à une analyse qualitative. Le cas échéant, une dépréciation est déterminée sur la base du cours coté.

Lorsqu'une diminution non durable de la juste valeur d'un actif financier disponible à la vente a été comptabilisée directement dans la ligne spécifique des capitaux propres intitulée « Gains et pertes latents ou différés » et qu'il existe par la suite une indication objective d'une dépréciation durable de cet actif, le Groupe inscrit en compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque » la perte latente cumulée comptabilisée antérieurement en capitaux propres pour les instruments de dette et dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » pour les titres à revenu variable.

Le montant de cette perte cumulée est égal à la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement en principal et de tout amortissement) et la juste valeur actuelle, diminuée éventuellement de toute perte de valeur sur cet actif financier préalablement comptabilisée en résultat.

Les pertes de valeur comptabilisées en résultat relatives à un instrument de capitaux propres classé comme disponible à la vente ne sont pas reprises en résultat tant que l'instrument financier n'a pas été cédé. Dès lors qu'un instrument de capitaux propres a été déprécié, toute perte de valeur complémentaire constitue une dépréciation additionnelle. En revanche, pour les instruments de dette, les pertes de valeur font l'objet de reprises par résultat en cas d'appréciation ultérieure de leur valeur.

**Instruments dérivés et opérations de couverture**

La norme IAS 39 requiert la comptabilisation au bilan de tous les instruments dérivés à leur juste valeur, avec comptabilisation des variations de valeur en résultat, à l'exception des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture des flux de trésorerie (voir ci-après). Les instruments dérivés sont enregistrés au bilan à la date de négociation. Ils sont classés en deux catégories :

*Instruments financiers dérivés de transaction*

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme instruments de transaction, à moins qu'ils ne puissent être qualifiés comptablement de couverture. Ils sont comptabilisés au bilan dans la rubrique « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » lorsque leur juste valeur est positive et dans la rubrique « Passifs financiers à la juste valeur par résultat » lorsque leur juste valeur est négative. Les variations de juste valeur des dérivés sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits ou charges constatés lors des règlements intermédiaires du différentiel d'intérêts ou lors du règlement de l'échéance finale prévu au contrat de dérivé sont enregistrés au compte de résultat dans les rubriques « Intérêts et produits assimilés » ou « Intérêts et charges assimilées ». Les gains ou pertes issus de dénouements anticipés des dérivés avant leur échéance prévue au contrat sont enregistrés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

*Instruments financiers dérivés de couverture*

Pour qualifier un instrument de dérivé de couverture, le Groupe doit documenter la relation de couverture dès sa mise en place.

Cette documentation doit préciser l'actif, le passif, ou la transaction future couverte, le risque faisant l'objet de la couverture, le type d'instrument financier dérivé utilisé et la méthode d'évaluation qui sera appliquée pour mesurer l'efficacité de la couverture.

L'instrument financier dérivé désigné comme couverture doit être hautement efficace afin de compenser la variation de juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert ; cette efficacité est appréciée à la mise en place de la couverture puis tout au long de sa durée de vie. Les instruments financiers dérivés de couverture sont portés au bilan dans la rubrique « Instruments dérivés de couverture ».

En fonction de la nature du risque couvert, le Groupe doit désigner l'instrument financier dérivé de couverture comme un instrument de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie, ou de risque de change lié à un investissement net à l'étranger. Le Groupe possède uniquement des instruments financiers dérivés de couverture de juste valeur comptabilisés à leur juste valeur par résultat.

### **Immobilisations**

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables correspond à la durée d'utilisation du bien dans l'entreprise.

#### *Immobilisations incorporelles*

Les actifs incorporels incluent notamment les logiciels informatiques et les portefeuilles de contrats acquis :

- les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité indéfinie sont soumis à un test de dépréciation annuel réalisé en fin de second semestre. Ce dernier peut être réalisé à tout moment de l'année dans la mesure où il est exécuté chaque année à la même date. Un actif incorporel enregistré sur la période en cours est soumis au test avant la clôture de l'exercice en cours.
- les actifs incorporels qui ont une durée d'utilité définie sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations cumulés, et sont amortis sur leur durée d'utilité. La durée d'utilité est la plus courte entre la durée légale et la durée de vie économique attendue. Les logiciels informatiques acquis sont amortis sur une durée variant de 1 à 3 ans.
- ils sont soumis à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque d'être irrécupérable.

#### *Immobilisations corporelles*

L'équipement, le mobilier, les agencements et les actifs immobiliers, sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des amortissements ; les amortissements sont calculés, pour leur plus grande part, selon le mode linéaire afin d'amortir totalement les actifs sur leur durée d'utilité, soit respectivement entre 4 à 10 ans et 25 ans.

Les immobilisations corporelles sont soumises à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que la valeur comptable risque de ne pas être recouvrable.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées en « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

Le Groupe ne compte pas d'immeuble de placement dans ses immobilisations.

### **Passifs financiers au coût amorti**

Les dettes émises par le Groupe qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nette des frais de transaction.

Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### *Dettes envers les établissements de crédit et dettes envers la clientèle*

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Elles recouvrent également les dettes sur titres donnés en pension livrée à vue ou à terme aux établissements de crédit ou à la clientèle, incluses dans ces deux rubriques.

Elles sont enregistrées pour le prix de cession des titres. Les titres mis en pension sont, quant à eux, maintenus à l'actif du bilan dans leurs postes d'origine et sont évalués selon les règles propres au portefeuille auquel ils appartiennent ; les revenus afférents à ces titres sont aussi comptabilisés comme si les titres étaient toujours en portefeuille.

#### *Dettes représentées par un titre*

Les dettes représentées par un titre comprennent notamment des bons de caisse, titres du marché interbancaire et créances négociables, emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées. Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### **Provisions**

Les provisions, autres que celles afférentes à des risques de crédit ou à des avantages du personnel, représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation légale ou implicite du Groupe, du fait d'événements passés à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant de la sortie de ressources attendu est alors actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation présente un caractère significatif.

Les dotations et reprises sur ces provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures ainsi couvertes.

### **Actions propres**

Le terme « Actions propres » désigne les actions de la société consolidante Edmond de Rothschild (France) et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

### **Impôt sur les bénéfices**

Edmond de Rothschild (France) a opté avec certaines de ses filiales pour le régime fiscal de groupe. Les conventions signées entre ces dernières et la société mère reposent sur le principe de la prise en compte immédiate, dans le résultat de la société mère, de l'impact du régime de groupe (différence, positive ou négative, entre l'impôt groupe et l'impôt de chaque filiale calculé en l'absence de régime de groupe).

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice comprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt sur les bénéfices est enregistré dans le compte de résultat, à l'exception de la part relative aux éléments directement comptabilisés en capitaux propres.

Les impôts courants sont les impôts prévisionnels à payer sur les bénéfices imposables de l'exercice, calculés sur la base des taux en vigueur à la date du bilan, et de tout ajustement des impôts dus au titre des exercices antérieurs. Les actifs et passifs d'impôts courants sont compensés lorsque Edmond de Rothschild (France) entend régler sur base nette et qu'elle y est légalement autorisée.

Les impôts différés sont constatés sur la base des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. En règle générale, tous les écarts temporaires imposables donnent lieu à l'enregistrement d'un passif d'impôt différé tandis que les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il existe une probabilité de bénéfices imposables futurs sur lesquels affecter ces écarts temporaires déductibles. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à un même groupe d'intégration fiscale, relèvent de la même autorité fiscale et que l'entité est légalement autorisée à compenser. Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés relatifs aux écarts actuariels sur régimes à prestations définies sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les impôts différés relatifs à la réévaluation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente et des couvertures de flux de trésorerie (qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres) sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres et ensuite enregistrés au compte de résultat lorsque le gain ou la perte de juste valeur est constaté au compte de résultat.

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,33 %. S'y ajoute une Contribution Sociale sur les Bénéfices de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000. Par ailleurs, la 2<sup>e</sup> Loi de Finances rectificative pour 2012 instaure une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés de 3 % assise sur les montants distribués par les sociétés, quels que soient les bénéficiaires. Les plus-values long terme sur titres de participation sont quant à elles exonérées sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 12 % du montant brut des plus-values réalisées. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 %, les produits nets de participations sont exonérés sous réserve de la taxation au taux de droit commun d'une quote-part de frais et charges de 5 %.

Pour l'exercice 2016, le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 34,43 % pour les résultats imposés au taux normal. Pour les résultats imposés au taux réduit, les taux retenus sont de 4,13 % et 15,50 %.

#### **Modalités de détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations annexées aux états financiers :

- Catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- Catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- Catégorie de niveau 3 : instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une Bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire, et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

#### *Instruments traités sur des marchés actifs*

Lorsqu'un instrument financier est traité sur un marché actif et que des prix cotés de cet instrument sont disponibles, la juste valeur de l'instrument financier est représentée par son prix de marché.

#### *Instruments traités sur des marchés inactifs*

Lorsque le marché d'un instrument n'est pas actif, sa juste valeur est déterminée à l'aide de données de marché observables et de techniques d'évaluation.

Celles-ci utilisent, en fonction de l'instrument financier, des données issues de transactions récentes et des modèles d'actualisation des flux futurs fondés sur les taux en vigueur à la date de clôture.

#### *Dettes structurées et dérivés indexés*

Pour la détermination de la juste valeur des dettes structurées et de la branche indexée des dérivés portant sur des indices, les paramètres de valorisation ne sont pas observables dans leur globalité. La juste valeur de l'instrument financier au moment de la transaction est alors réputée être le prix de transaction et la marge commerciale est enregistrée en résultat sur la durée de vie du produit.

En cours de vie, les dettes structurées n'étant pas négociées sur un marché actif, les paramètres de valorisation fixés avec les contreparties à la mise en place des instruments ne sont pas modifiés. En cas de rachat de titres de créances négociables émis, le prix de transaction des titres rachetés constitue leur juste valeur et la partie de la marge commerciale non encore comptabilisée est enregistrée en résultat.

#### *Créances et dettes de trésorerie*

Pour les dettes à taux fixe qui sont en règle générale inférieures à un an, la juste valeur est présumée correspondre, en l'absence de marché actif, à la valeur actualisée des flux futurs, au taux de marché en vigueur à la date de clôture. Ces taux de marché sont déterminés à partir de modèles de valorisation internes standards utilisant des courbes d'émission de certificat de dépôt.

De même, pour les titres acquis représentatifs de dettes à taux fixe, la juste valeur est déterminée par l'actualisation aux taux de marché des flux de trésorerie attendus.

#### *Crédits à la clientèle*

Edmond de Rothschild (France) considère que la juste valeur des crédits à taux variable, en raison de la fréquence pluriannuelle des ajustements, est assimilable à leur valeur comptable.

Pour les crédits dont le taux variable est réajusté une fois par an et pour les crédits à taux fixe, la méthode de détermination de la juste valeur est la suivante : il s'agit d'actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêts, sur la durée restant à courir au taux, à la production de la période pour les prêts de même catégorie et ayant les mêmes maturités.

#### *Dérivés de taux*

La juste valeur des dérivés de taux et de la branche taux des dérivés indexés sur des indices est déterminée sur la base de modèles internes de valorisation intégrant des données de marché observables. Ainsi, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée sur la base de l'actualisation des flux futurs d'intérêts, aux taux issus de courbes de taux de swap zéro coupon.

#### *Contrats de change à terme*

Les contrats de change à terme sont comptabilisés comme des instruments financiers dérivés comptabilisés au bilan en juste valeur, avec impact en résultat des variations de juste valeur. La juste valeur d'un contrat de change à terme est déterminée par le cours à terme restant à courir à la date d'arrêté comptable.

#### **Coût du risque**

Le coût du risque comprend au titre du risque de crédit les dotations et reprises liées aux dépréciations des titres à revenu fixe et des prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit, les dotations et reprises relatives aux engagements de financement et de garantie donnés, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

#### **Commissions**

Le Groupe enregistre en résultat les produits de commissions en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent. Les commissions rémunérant des services ponctuels sont comptabilisées immédiatement en résultat. Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en

résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement du rendement effectif de l'instrument financier.

### Engagements sociaux

Le Groupe reconnaît quatre catégories d'avantages définies par la norme IAS 19 :

1. les avantages à court terme, pour lesquels les paiements sont directement comptabilisés en charge : rémunérations, intéressement, participation, congés payés.

2. les avantages postérieurs à l'emploi, évalués selon une méthode actuarielle et provisionnés pour les régimes à prestations définies (sauf pour les régimes obligatoires à cotisations définies, comptabilisés directement en charge) : engagements de retraite, plan de retraite supplémentaire, indemnités de fin de carrière.

Les avantages postérieurs à l'emploi sont classés en régime à cotisations définies ou en régime à prestations définies selon la réalité économique du régime pour l'entreprise.

Dans les régimes à cotisations définies, les engagements sont couverts par des cotisations prises en charge au fur et à mesure de leur versement à des organismes de retraite indépendants qui gèrent ensuite le paiement des pensions.

L'obligation de l'entreprise se limite uniquement au versement d'une cotisation, qui ne comporte aucun engagement de la société sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Dans les régimes à prestations définies, le risque actuariel et le risque de placement incombent à l'entreprise. Ils recouvrent plusieurs types d'engagements et notamment les régimes de retraite « sur-complémentaire » et les indemnités de fin de carrière. Une provision est enregistrée au passif du bilan pour couvrir l'intégralité de ces engagements de retraite. Ces engagements sont évalués par un actuaire indépendant, une fois par an à la date de clôture annuelle.

Le Groupe, conformément à la norme IAS 19, utilise la méthode des unités de crédits projetés pour le calcul de ses engagements sociaux. Cette méthode rétrospective, avec projection des salaires de fin de carrière et prorata des droits au terme en fonction de l'ancienneté, prend en compte sur la base d'hypothèses actuarielles la probabilité de durée de services futurs du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie ainsi que la rotation du personnel.

Les écarts actuariels, déterminés par régime, incluent, d'une part, les effets des différences entre les hypothèses actuarielles retenues antérieurement et la réalité constatée, d'autre part, les effets des changements d'hypothèses actuarielles.

Le Groupe applique la norme IAS 19 révisée pour la comptabilisation des gains et pertes actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies. Ces derniers sont enregistrés en autres éléments du résultat global en totalité sur la période durant laquelle ils ont été constatés. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur en date d'arrêt et viennent en déduction des engagements comptabilisés. La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit d'intérêt généré par les actifs du régime (intérêts nets sur le passif ou l'actif net) ;
- le coût des services passés ;
- l'effet des réductions ou liquidations de régime.

Le Groupe comptabilise en charge selon un mode linéaire le coût des services passés sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits soient définitivement acquis au personnel. Le coût des services passés désigne l'accroissement de la valeur actuelle de l'obligation pour les services rendus au cours d'exercices antérieurs, résultant de l'introduction d'un nouveau régime ou de changements apportés au cours de l'exercice.

3. les autres avantages à long terme, évalués comme les avantages postérieurs à l'emploi et intégralement provisionnés, parmi lesquels on peut notamment citer les médailles du travail, les Comptes Epargne Temps et les rémunérations différées.

4. les indemnités de rupture du contrat de travail, indemnités de licenciement, offres de départ volontaire. Elles sont totalement provisionnées dès la signature de l'accord.

### Paiements en actions

La norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans le résultat et au bilan de l'entreprise.

Les plans de paiements fondés sur des actions émises par le Groupe sont des plans éligibles à la norme IFRS 2 dont le dénouement est réalisé par l'attribution d'instruments de capitaux propres.

Cette norme s'applique aux plans accordés après le 7 novembre 2002 (date de parution de l'exposé sondage) et dont les droits ne sont pas encore acquis à la date de transition aux normes IFRS (1<sup>er</sup> janvier 2006 pour le groupe de Edmond de Rothschild (France)).

Divers plans d'options de souscription d'actions, d'options d'achat d'actions et d'attribution gratuite d'actions ont été attribués par Edmond de Rothschild (France) et ses filiales. Les options et attributions gratuites d'actions sont comptabilisées en charge dans la rubrique « Frais de personnel » en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits. Cette charge est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution aux bénéficiaires par les organes d'Administration. A titre exceptionnel, la charge afférente aux plans attribués est comptabilisée dès l'attribution si le bénéficiaire en a immédiatement la jouissance.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles mathématiques de valorisation sont utilisés. Les options octroyées sont évaluées lors de leur attribution, à leur juste valeur selon le modèle Black & Scholes. Cette évaluation est réalisée au sein du Groupe.

La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option par le nombre estimé d'options acquises en fin de période d'acquisition des droits, compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

A chaque date d'arrêt, le nombre d'options dont l'exercice est attendu est révisé pour ajuster le coût global du plan initialement déterminé ; la charge comptabilisée depuis l'origine du plan est alors ajustée en conséquence.

Les sommes perçues lorsque les options sont levées sont créditées aux postes « Capital apporté » (valeur nominale) et « Prime d'émission ».

### Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, CCP ainsi que les soldes nets de prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie relatives aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immeubles.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires, les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre autre qu'un TCN.

### Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période, à l'exception des actions propres. Le bénéfice dilué par action reflète les impacts de la dilution potentielle

sur le résultat et le nombre d'actions résultant de l'exercice des différents plans (attribution gratuite d'actions, options d'achat et options de souscription) mis en place par Edmond de Rothschild (France) et ses filiales, selon la norme IAS 33. Les plans dont l'impact n'est pas dilutif ne sont pas pris en compte.

### Note 3. – Informations sur les postes du bilan

#### 3.1. – Caisse, banques centrales, CCP

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Caisse	574	1 116
Banques centrales	1 175 540	913 192
CCP	10	10
Sous-total	1 176 124	914 318
Créances rattachées	-	-
Total	1 176 124	914 318

#### 3.2. – Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	28	28
Sous-total	28	28
Portefeuille trading créances rattachées	-	-
Sous-total	28	28
Instruments de taux d'intérêt – Contrats fermes	1 380	4 324
Instruments de taux d'intérêt – Contrats conditionnels	-	-
Instruments de change – Contrats fermes	14 019	-
Instruments de change – Contrats conditionnels	-	-
Instruments sur actions et indices – Contrats fermes	7 475	21 537
Instruments sur actions et indices – Contrats conditionnels	-	-
Créances rattachées sur instruments dérivés de transaction	702	5 108
Sous-total	23 576	30 969
Sous-total portefeuille de transaction	23 604	30 997
Juste valeur créances sur les établissements de crédit	-	255
Juste valeur prêts et créances sur la clientèle	-	1 148
Sous-total	-	1 403
Juste valeur prêts et créances rattachées	-	-
Sous-total prêts et créances à la juste valeur sur option par résultat	-	1 403
Juste valeur effets publics et valeurs assimilées	10 064	10 399
Juste valeur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Sous-total	10 064	10 399
Juste valeur titres créances rattachées	2 302	2 302
Sous-total titres à revenu fixe à la juste valeur sur option par résultat	12 366	12 701
Juste valeur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Sous-total	-	-
Juste valeur actions et autres titres à revenu variable créances rattachées	-	-
Sous-total titres à revenu variable à la juste valeur sur option par résultat	-	-
Sous-total actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	12 366	14 104
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	35 970	45 101

Le montant total des notionnels des instruments dérivés de transaction s'établit à 5,528 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 5,333 millions d'euros au 31 décembre 2015. Le montant notionnel des instruments dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité du Groupe sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

#### 3.3. – Actifs financiers disponibles à la vente

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Effets publics et valeurs assimilées	69 476	72 190
Cotés	69 476	72 190
Non cotés	-	-
Créances rattachées	-	-
Dont dépréciations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	20 174	228
Cotés	-	-
Non cotés	20 172	187
Créances rattachées	2	41
Dont dépréciations	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	127 272	130 922
Cotés	41	3 000
Non cotés	127 231	127 922
Créances rattachées	-	-
Dont dépréciations	-7 878	-5 173
Actions détenues à long terme	52 216	53 928
Cotées	10 369	9 483
Non cotées	41 847	44 445
Créances rattachées	-	-
Dont dépréciations	-2 963	-2 963
Autres actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Cotés	-	-
Non cotés	-	-
Créances rattachées	-	-
Dont dépréciations	-	-
Total des actifs financiers disponibles à la vente	269 138	257 268
Dont titres prêtés	-	-

Des compléments de dépréciations durables ont été enregistrés au cours de l'année pour un montant de 2,3 millions d'euros sur des lignes de titres de private equity. Les effets publics recouvrent des lignes d'emprunts d'état de l'UEM acquises par la société Financière Boréale, faisant l'objet d'une couverture de juste valeur relative au risque de taux.

### 3.4. – Prêts et créances sur établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur les établissements de crédit		
A vue	249 595	99 062
A terme (*)	-	250 001
Sous-total	249 595	349 063
Créances rattachées	-	5
Total brut	249 595	349 068
Dépréciations	-	-
Total net	249 595	349 068
(*) Le Groupe ne possède plus de créance relative à la réalisation d'opérations de pension.		

### 3.5. – Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires débiteurs	440 215	397 852
Autres concours à la clientèle		
Crédits	191 529	152 402
Titres reçus en pension livrée	-	2
Créances commerciales	-	-
Sous-total	631 744	550 256
Créances douteuses	1 220	1 308
Dépréciations créances douteuses	-1 220	-1 308

Total net	631 744	550 256
Dont créances rattachées	405	458
Juste valeur des prêts et créances sur la clientèle	621 926	551 250

**3.6. – Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance**

Le Groupe ne possède pas d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

**3.7. – Actifs grevés****A. – Actifs**

		Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
		010	040	060	090
010	Actifs de l'établissement déclarant	27 075		2 754 651	
030	Instruments de capitaux			253 432	253 432
040	Titres de créances	7 480	7 480	35 124	35 124
120	Autres actifs	19 595		2 466 095	

**B. – Garanties reçues**

		Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés
		010	040
130	Garanties reçues par l'institution concernée	-	
150	Instruments de capitaux		
160	Titres de créances	-	
230	Autres garanties reçues		
240	Titres de créances propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres adossés à des actifs		

**C. – Actifs grevés/garanties reçues et passifs associés**

		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propre émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
		010	030
010	Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	6 829	6 252

Les obligations d'Etat détenues par l'entité Financière Boréale représentent l'essentiel des actifs grevés du groupe Edmond de Rothschild (France) au travers d'opérations de pension.

Les opérations de pension répondent à une activité de gestion de fonds communs de placement dont La Banque est dépositaire et Edmond de Rothschild Asset Management (France) est gestionnaire : les titres détenus par Financière Boréale sont livrés par Edmond de Rothschild (France) aux fonds dans le cadre d'opérations de pensions.

La ligne 120 « Autres actifs », colonne 060 reprend à hauteur de 73 % les encours Banque de France et les prêts à la Clientèle. Les immobilisations incorporelles représentent 4,5 % de ce montant, les dérivés 1,5 %, les autres immobilisations 1,8 % et les crédits d'impôt moins de 1 %.

**3.8. – Comptes de régularisation actifs et passifs divers**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Valeurs reçues à l'encaissement	499	-	1 115	-
Dépôts de garantie versés (*)	28 841	-	63 761	-
Charges constatées d'avance	6 866	-	8 079	-
Produits à recevoir	93 946	-	93 354	-
Produits constatés d'avance	-	131	-	119
Charges à payer	-	83 694	-	97 222
Autres actifs et passifs divers (**)	45 531	138 675	21 203	171 069
Total	175 683	222 500	187 512	268 410

(\*) dont 8 630 milliers d'euros relatifs aux collatéraux au 31 décembre 2016 contre 11 120 milliers au 31 décembre 2015 en dépôts de garantie versés.

(\*\*) dont 12 119 milliers d'euros relatifs aux collatéraux au 31 décembre 2016 contre 22 683 milliers au 31 décembre 2015 en autres passifs.

**3.9. – Participations dans les entreprises mises en équivalence**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Edmond de Rothschild (Monaco)	35 060	30 141
Edmond de Rothschild (UK) Ltd.	-	4 509
Zhonghai Fund Management Co. Ltd.	32 374	32 296
Edmond de Rothschild Investment Partners	6 721	8 845
China Investment Partners (Shanghai) Ltd	104	191
China Investment Partners (Hong Kong) Ltd	-343	-451
Participations dans les entreprises mises en équivalence	73 916	75 531

Informations financières résumées au 31 décembre 2016

Edmond de Rothschild (Monaco) (En milliers d'euros.)	31/12/2016
Actifs courants	1 929 959
Actifs non courants	45 112
Passifs courants	1 833 617
Passifs non courants	141 454
Produit net bancaire	54 898
Quote-part du résultat net	6 626

Zhonghai Fund Management Company Ltd (En milliers d'euros.)	31/12/2016
Actifs courants	49 768
Actifs non courants	54 334
Passifs courants	19 930
Passifs non courants	84 172
Produit net bancaire	59 323
Quote-part du résultat net	2 601

**3.10. – Immobilisations corporelles**

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute					
Terrains et constructions	55 945	1 384	-	1 228	58 557
Matériel informatique	24 398	1 613	-139	-646	25 226
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	45 184	685	-517	-1 082	44 270
Immobilisations corporelles en cours	4	-	-	-	4
Sous-total	125 531	3 682	-656	-500	128 057
Amortissements - Dépréciations					
Constructions	-21 180	-915	-	-73	-22 168
Matériel informatique	-22 349	-1 376	127	598	-23 000
Agencements, installations et autres immobilisations corporelles	-38 044	-2 023	426	606	-39 035
Sous-total	-81 573	-4 314	553	1 131	-84 203
Total	43 958	-632	-103	631	43 854

**3.11. – Immobilisations incorporelles**

(En milliers d'euros.)	31/12/2015	Acquisitions / dotations	Cessions / reprises	Autres variations	31/12/2016
Valeur brute					
Portefeuille de contrats et autres droits contractuels	12 320	-	-	-	12 320
Autres immobilisations incorporelles	116 483	14 217	-	-863	129 837
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-
Sous-total	128 803	14 217	-	-863	142 157
Amortissements - Dépréciations					



Immobilisations incorporelles	-105 283	-14 900	-	355	-119 828
Sous-total	-105 283	-14 900	-	355	-119 828
Total	23 520	-683	-	-508	22 329

Les portefeuilles de contrats ont fait l'objet d'un test de dépréciation individuel, sans nécessité de les déprécier.

### 3.12. – Écarts d'acquisition

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur nette comptable en début de période	75 796	76 509
Acquisitions et autres augmentations	37 477	-
Cessions et autres diminutions	-23 704	-
Écarts de conversion	-	958
Dépréciations	-807	-1 671
Valeur nette comptable en fin de période	88 762	75 796

Le montant de 37 477 milliers d'euros correspond à l'acquisition de la société Cleaveland et la diminution des écarts d'acquisition pour 23 704 milliers d'euros est relative à la cession de l'entité Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.

(En milliers d'euros.)	Valeur nette comptable		Dépréciations		Acquisitions/Cessions	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	39 891	39 891	-	-	-	-
Cleaveland	37 477	-	-	-	37 477	-
Edmond de Rothschild (Israël) Ltd.	-	23 704	-	-	-23 704	-
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	5 753	5 753	-	-	-	-
Edmond de Rothschild Corporate Finance, Paris	4 481	4 481	-	-	-	-
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II Sàrl	772	1 579	-807	-1 433	-	-
CFSH Luxembourg Sàrl	371	371	-	-	-	-
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management Sàrl	-	-	-	-238	-	-
Autres	17	17	-	-	-	-
Total	88 762	75 796	-807	-1 671	13 773	-

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation individuel. Ce test est effectué au même moment chaque année ou dès que survient un indice de perte de valeur (qui est alors constatée en résultat). Il consiste à s'assurer que la valeur recouvrable d'une participation reste supérieure à sa valeur comptable, la valeur recouvrable étant la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. S'agissant de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie actualisés retenus proviennent d'hypothèses d'activité validées par le management et extrapolées sur une période de plusieurs années, puis à l'infini sur la base d'un taux de croissance à long terme (valeur terminale). Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie a été déterminé par référence aux données du marché. Le taux de croissance utilisé pour la valeur terminale est fondé sur une prévision de croissance de l'économie et d'inflation soutenable à long terme.

Des tests de sensibilité sont également réalisés pour mesurer l'impact de la variation du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme sur la valeur d'utilité.

L'approche par la juste valeur nette des coûts de sortie, consiste à déterminer sur la base de la meilleure information disponible le montant, net des coûts de vente, qui pourrait être obtenu à la sortie de l'actif dans le cadre d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre parties bien informées et consentantes.

Les valorisations retenues sont sensibles, au-delà des résultats nets des structures concernées, aux niveaux des multiples d'actifs sous gestion (base des transactions observées sur les marchés de banque privée et de gestion d'actifs sur les 15 derniers mois) et multiples de résultat net d'un échantillon de banques privées et asset managers cotés.

### 3.13. – Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Instruments de taux d'intérêt – Contrats fermes	2 334	5 332
Instruments de taux d'intérêt – Contrats conditionnels	-	-
Instruments de change – Contrats fermes	-	84
Instruments de change – Contrats conditionnels	-	-
Instruments sur actions et indices – Contrats fermes	2 615	19 178
Instruments sur actions et indices – Contrats conditionnels	-	-
Sous-total	4 949	24 594
Dettes rattachées sur instruments dérivés de transaction	2 582	2 507
Sous-total du portefeuille de transaction	7 531	27 101

Dettes auprès des établissements de crédit	554 332	212 566
Dettes auprès de la clientèle	2 043	1 687
Sous-total	556 375	214 253
Dettes rattachées	955	183
Sous-total des dettes à la juste valeur sur option par résultat	557 330	214 436
Titres de créances négociables	401 688	408 800
Obligations	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Sous-total	401 688	408 800
Dettes rattachées	1 327	1 142
Sous-total des dettes représentées par un titre à la juste valeur par résultat	403 015	409 942
Sous-total des passifs financiers à la juste valeur sur option	960 345	624 378
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	967 876	651 479

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	960 345	624 963	-335 382

(En milliers d'euros.)	31/12/2015		
	Juste valeur	Montant remboursable à maturité	Différence entre la juste valeur et le montant remboursable à maturité
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	415 058	415 400	342

### 3.14. – Instruments dérivés de couverture

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Valeur de marché négative	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Valeur de marché positive
Couverture de valeur d'instruments financiers non dérivés	1 303	-	4 116	-
Instruments dérivés de cours de change	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt	1 303	-	4 116	-
Couverture de résultats futurs d'instruments financiers non dérivés	-	-	-	-
Instruments dérivés de cours de change	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Dérivés utilisés en couverture	1 303	-	4 116	-

### 3.15. – Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
A vue	22 380	13 732
A terme	-	-
Sous-total	22 380	13 732
Dettes rattachées	-	36
Total des dettes envers les établissements de crédit	22 380	13 768

### 3.16. – Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2016			31/12/2015		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	-	54 707	54 707	-	57 774	57 774
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	54 707	54 707	-	57 774	57 774
Autres dettes	978 188	-	978 188	980 739	-	980 739

Comptes créditeurs à terme	-	21 096	21 096	-	35 193	35 193
Titres donnés en pension livrée	-	6 829	6 829	-	46 530	46 530
Autres dettes diverses	-	109 300	109 300	-	75 000	75 000
Dettes rattachées	33	7	40	39	11	50
Sous-total	978 221	137 232	1 115 453	980 778	156 734	1 137 512
Total	978 221	191 939	1 170 160	980 778	214 508	1 195 286
Juste valeur des dettes envers la clientèle			1 170 071			1 195 276

### 3.17. – Provisions

(En milliers d'euros.)	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde au 31/12/2015	-	9 283	-	-	15 868	25 151
Dotations	-	796	-	-	9 371	10 167
Montants utilisés	-	-	-	-	-5 418	-5 418
Montants non utilisés repris au cours de la période	-	-	-	-	-3 453	-3 453
Autres mouvements	-	1 397	-	-	489	1 886
Solde au 31/12/2016	-	11 476	-	-	16 857	28 333

Les autres provisions comprennent notamment les provisions relatives à la retraite « sur complémentaire » (détaillée dans la note 6.1.A.), et à la directive AIFM chez la société Edmond de Rothschild Asset Management.

Une provision de 5,5 millions d'euros avait été constituée en 2014 afin de couvrir le risque que la société de gestion Edmond de Rothschild Asset Management (France) et/ou le détenteur de quota de Qualified Foreign Institutional Investors (Edmond de Rothschild (France)) doivent prendre à leur charge une partie de l'impôt sur les plus-values réalisées en Chine entre 2009 et 2014 et ne pouvant être supportée par les fonds concernés.

Le Groupe ayant obtenu le bénéfice du traité de non double taxation entre la France et la Chine, la charge finalement supportée par Edmond de Rothschild Asset Management (France) n'excèdera pas environ 1,8 million d'euros (dont 1,7 million ont été payés en janvier 2016) et en conséquence, des reprises de provision de 2,7 millions d'euros puis de 1 million d'euros ont été effectuées respectivement en 2015 et 2016 au fur et à mesure des évolutions du dossier. Le sujet est clos vis-à-vis des autorités fiscales chinoises, et il ne reste qu'un reliquat de provision d'environ 130 milliers d'euros destiné à couvrir les risques résiduels de ce dossier (incertitude sur le montant qui pourrait être réclamé sur certains instruments procurant une exposition indirecte aux actions chinoises, et qui ne pourrait être pris en charge par les fonds).

S'agissant de l'affaire Madoff, le Groupe estime que dans le cadre de ses activités de gestion pour compte de tiers et/ou dépositaire, le risque de contentieux auquel il pourrait être exposé n'est pas significatif. En effet, l'examen du processus d'investissement mis en œuvre, tant par la société de gestion Edmond de Rothschild Investment Managers Gestion (laquelle a fusionné avec Edmond de Rothschild Asset Management (France) en date du 30 novembre 2012), que par la Direction de la Clientèle Privée a fait ressortir que la première avait appliqué de manière satisfaisante les procédures internes de « due diligence » régissant la sélection des fonds sous-jacents et que les décisions de gestion prises par la seconde étaient généralement en accord avec le mandat conféré à la Banque, en termes à la fois d'éligibilité des instruments acquis et des limites d'investissement. Il est rappelé qu'au titre de ces activités pour compte de tiers et/ou dépositaire, le montant total des expositions de la clientèle sur des fonds Madoff (sur la base d'une valorisation des fonds arrêtée au 31 décembre 2008) ressort à 42,9 millions d'euros.

### 3.18. – Instruments de capitaux propres : Titre super subordonné

En juin 2007, la Banque a émis un titre super subordonné (« TSS ») d'un montant de 50 millions d'euros. Suite à des contacts avec un des porteurs, une offre de rachat partiel sur un nominal de 29 millions d'euros a été faite par la Banque avec une décote de 7,5 %. Après avoir obtenu le 12 juillet 2013 l'autorisation de l'ACP, l'opération de rachat des 29 millions d'euros, suivie de destruction, a été effectuée en août 2013.

En cas de liquidation de la société émettrice, ce titre subordonné à maturité indéterminée n'est remboursable qu'après le désintéressement des autres créanciers, à l'exclusion des titulaires de prêts participatifs ou de titres participatifs.

Le « TSS » est assorti de covenants financiers :

- non-paiement des intérêts en cas d'insuffisance de capital liée au non-respect du ratio prudentiel d'adéquation des fonds propres ou à la détérioration de la situation financière de la Banque ;
- réduction des intérêts courus à payer et ensuite du nominal de l'émission si l'émetteur n'a pas, dans un délai déterminé, remédié à l'insuffisance de capital constatée.

Compte tenu du caractère discrétionnaire de la décision de versement de la rémunération de ce titre super subordonné, lié au versement d'un dividende, il a été classé parmi les instruments de capitaux propres et réserves liées.

Les principales caractéristiques financières de ce « TSS » sont les suivantes :

Date d'émission	Date de remboursement anticipé (call option)	Taux jusqu'à la date de remboursement anticipé	Taux à partir de la date de remboursement anticipé	Majoration d'intérêt (step up) à partir de la date d'option de remboursement
Juin 2007	Juin 2017 puis trimestriellement	6,36 % (1)	Euribor 3 mois + 2,65 %	+ 100 points de base

(1) Taux fixé par référence au taux de swap 10 ans en euro relevé le 4 juin 2007 : 4,71 % + 1,65 %

### 3.19. – Compensation des actifs et passifs financiers

Au 31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions-cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
Portefeuille de titres de transaction	23 997	-393	23 604	-	-12 119	11 485
Prêts et créances à la juste valeur sur option par résultat	-	-	-	-	-	-
Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option par résultat	12 366	-	12 366	-	-	12 366
Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	881 339	-	881 339	-	-	881 339
Dont opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	175 683	-	175 683	-	-	175 683
Dont dépôts de garantie donnés	28 841	-	28 841	-	-	28 841
Autres actifs non soumis à compensation	1 688 734	-	1 688 734	-	-	1 688 734
Total actif	2 782 119	-393	2 781 726	-	-12 119	2 769 607

Au 31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des passifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions-cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers donnés en garantie	Montants nets
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						
Portefeuille de titres de transaction	7 924	-393	7 531	-	-8 630	-1 099
Dettes à la juste valeur sur option par résultat	557 330	-	557 330	-	-	557 330
Dettes représentées par un titre à la juste valeur sur option par résultat	403 015	-	403 015	-	-	403 015
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	1 192 540	-	1 192 540	-	-	1 192 540
Dont opérations de pension	6 829	-	6 829	-	-6 829	-
Comptes de régularisation et passifs divers	222 500	-	222 500	-	-	222 500
Dont dépôts de garantie reçus	20 609	-	20 609	-	-	20 609
Autres dettes non soumises à compensation	31 749	-	31 749	-	-	31 749
Total dettes	2 415 058	-393	2 414 665	-	-8 630	2 406 035

Au 31 décembre 2015 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions-cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
Portefeuille de titres de transaction	36 060	-5 063	30 997	-	-22 683	8 314
Prêts et créances à la juste valeur sur option par résultat	1 403	-	1 403	-	-	1 403
Titres à revenu fixe à la juste valeur sur option par résultat	12 701	-	12 701	-	-	12 701
Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	899 324	-	899 324	-	-	899 324
Dont opérations de pension	250 001	-	250 001	-	-250 001	-
Comptes de régularisation et actifs divers	187 512	-	187 512	-	-	187 512
Dont dépôts de garantie donnés	63 761	-	63 761	-	-	63 761
Autres actifs non soumis à compensation	1 421 412	-	1 421 412	-	-	1 421 412
Total actif	2 558 412	-5 063	2 553 349	-	-22 683	2 530 666

Au 31 décembre 2015 (En milliers d'euros.)	Montants bruts des passifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impact des conventions-cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers donnés en garantie	Montants nets
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						
Portefeuille de titres de transaction	32 164	-5 063	27 101	-	-11 120	15 981
Dettes à la juste valeur sur option par résultat	214 436	-	214 436	-	-	214 436
Dettes représentées par un titre à la juste valeur sur option par résultat	409 942	-	409 942	-	-	409 942
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	1 209 054		1 209 054	-		1 209 054
Dont opérations de pension	46 530	-	46 530	-	-46 530	-
Comptes de régularisation et passifs divers	268 410	-	268 410	-		268 410
Dont dépôts de garantie reçus	20 609	-	20 609	-	-	20 609
Autres dettes non soumises à compensation	46 761	-	46 761	-	-	46 761
Total dettes	2 180 767	-5 063	2 175 704	-	-11 120	2 164 584

### 3.20. – Transfert d'actifs financiers

Le Groupe ne possède plus de créance relative à la réalisation d'opérations de pension et les passifs associés aux titres mis en pension s'élèvent à 6,829 millions d'euros au 31 décembre 2016 (contre 46,530 millions d'euros au 31 décembre 2015).

## Note 4. – Information sur les postes du compte de résultat

### 4.1. – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et produits sur prêts et créances sur établissements de crédit	171	300
Comptes à vue et prêts interbancaires	171	300
Produits sur engagements de garantie ou de financement	-	-
Opérations de pension	-	-
Intérêts et produits sur prêts et créances sur clientèle	7 456	6 995
Comptes à vue et prêts à la clientèle	7 294	6 878
Produits sur engagements de garantie ou de financement	-	-
Opérations de pension	162	117
Intérêts sur instruments financiers	23 329	9 668
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	46	46
Actifs financiers en option juste valeur par résultat	2 909	2 985
Intérêts sur dérivés	20 374	6 637
Total des intérêts et produits assimilés	30 956	16 963

### 4.2. – Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts et charges sur emprunts et dettes sur établissements de crédit	-7 223	-3 076
Comptes à vue et emprunts interbancaires	-7 086	-2 389
Charges sur engagements de garantie ou de financement	-	-
Opérations de pension	-137	-687
Intérêts et charges sur dettes envers la clientèle	-231	-430
Comptes à vue et emprunts de la clientèle	-230	-417
Charges sur engagements de garantie ou de financement	-	-
Opérations de pension	-1	-13
Intérêts sur instruments financiers	-24 681	-11 059
Dettes représentées par un titre	-7 232	-6 783

Intérêts sur dérivés	-17 449	-4 276
Total des intérêts et charges assimilées	-32 135	-14 565

#### 4.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-12	-	-8
Opérations avec la clientèle	314	-	292	-
Opérations sur titres	-	-	-	-
Opérations de change	20	-	19	-
Opérations de hors-bilan	-	-	-	-
Engagements sur titres	250	-	118	-
Instruments financiers à terme	2 548	-1 566	6 411	-3 691
Prestations de services financiers	346 241	-93 372	390 936	-99 702
Dotations / Reprises liées aux provisions	-	-	-	-
Total des commissions	349 373	-94 950	397 776	-103 401

#### 4.4. – Gain ou pertes nets sur instruments à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros.)	31/12/2016		31/12/2015	
	Portefeuille de transaction	Portefeuille évalué en JV sur option	Portefeuille de transaction	Portefeuille évalué en JV sur option
Gains ou pertes nets sur actifs financiers en juste valeur par résultat	-	-339	-	-1 171
Gains ou pertes nets sur passifs financiers en juste valeur par résultat	-	-2 800	-	-1 071
Gains ou pertes nets sur dérivés	3 103	-	2 009	-
Résultats sur opérations de change	12 427	-	6 754	-
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	15 530	-3 139	8 763	-2 242

La variation de valeur des emprunts d'Etat acquis par la société Financière Boréale s'élève à -2,714 millions d'euros au 31 décembre 2016. Le risque de taux de ces instruments financiers est couvert par des dérivés, pour un produit net de 181 milliers d'euros comptabilisé en gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

#### 4.5. – Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Gains ou pertes nets sur obligations et autres titres à revenu fixe disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets sur titres détenus à long terme disponibles à la vente	10 135	3 358
Dépréciations durables sur titres détenus à long terme	-2 706	-459
Gains ou pertes nets sur autres titres à revenu variable disponibles à la vente	36	4 469
Dépréciations durables sur titres à revenu variable	-	-5
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	7 465	7 363

Les gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente regroupent les actifs financiers non dérivés qui ne sont classés ni comme des prêts et des créances, ni comme des placements détenus jusqu'à leur échéance.

Les produits d'intérêts relatifs aux titres à revenu fixe disponibles à la vente sont compris dans la « Marge d'intérêts » (notes 4.1. et 4.2.) et la charge de dépréciation liée à l'insolvabilité éventuelle des émetteurs est présentée au sein du « Coût du risque » (note 4.8.).

#### 4.6. – Produits et charges des autres activités

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Refacturations de charges	428	1 150
Autres produits accessoires	4 961	2 768
Divers	9 190	11 360
Produits des autres activités	14 579	15 278
Rétrocession de produits	-10 022	-8 569
Divers	-3 062	-1 925
Charges des autres activités	-13 084	-10 494

**4.7. – Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements	-95 078	-99 171
Charges de retraite	-9 116	-9 573
Charges sociales	-30 273	-30 629
Intéressement des salariés	-227	-361
Participation des salariés	-1 511	-3 936
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-10 711	-10 342
Dotations aux provisions pour frais de personnel	-8 789	-5 524
Reprises de provisions pour frais de personnel	1 875	2 477
Sous-total des frais de personnel	-153 830	-157 059
Impôts et taxes	-3 819	-5 703
Locations	-16 675	-15 303
Services extérieurs	-72 568	-83 487
Transports et déplacements	-1 939	-2 336
Autres charges diverses d'exploitation	-7	-
Dotations aux provisions pour frais administratifs	-	-
Reprises de provisions pour frais administratifs	56	55
Sous-total des frais administratifs	-94 952	-106 774
Total des charges générales d'exploitation	-248 782	-263 833

**4.8. – Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dotations pour dépréciation au titre du risque de crédit	-250	-1 227
Pertes nettes sur créances irrécupérables	-665	-1 247
Reprises pour dépréciation au titre du risque de crédit	673	1 215
Reprises liées aux provisions	-	-
Récupérations sur créances amorties	-	3
Total du coût du risque	-242	-1 256

**4.9. – Gains ou pertes sur autres actifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-116	-177
Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	15	-
Résultat de cession de titres de participation consolidés	9 529	6 486
Total des gains ou pertes nets sur autres actifs	9 428	6 309

Le montant dans le poste « Résultat de cession de titres de participation consolidés » correspond essentiellement à la plus-value de cession de Edmond de Rothschild (Israël) Ltd pour 6,2 millions d'euros et à la cession de Edmond de Rothschild (UK) Limited pour 1,7 million d'euros.

**4.10. – Impôts sur les bénéfices et analyse du taux effectif d'impôt**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	17 250	32 688
Impôts sur les bénéfices	7 073	13 332
Résultat avant impôt	24 323	46 020
Provisions et charges non déductibles	9 089	5 319
Régime des sociétés mères / filiales et retraitements liés	1 533	2 636
Quote-part du résultat net dans les entreprises mises en équivalence	-9 345	-9 824
Retraitements de consolidation non fiscalisés	-12 735	-6 515
Produits divers non imposables et autres déductions	-5 688	-4 365
Eléments imposés à taux réduit	1 347	-2 005
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	8 524	31 266
Taux d'impôt	34,43 %	38,00 %
Impôt théorique au taux de droit commun	2 935	11 881

Résultat avant impôt soumis au taux réduit	-1 347	2 005
Taux d'impôt	15,50 %	17,10 %
Impôt théorique au taux réduit	-209	343
Impôt théorique	2 726	12 224
Création de déficits non comptabilisés	2 256	1 721
Utilisation de déficits non comptabilisés	-1 327	-2 724
Dotations / reprises de provisions de nature fiscale	-	-
Crédits d'impôt	-221	-38
Effet de la différence sur le taux d'impôt des entités étrangères	888	-132
Economie ou charge générée par l'intégration fiscale	-	-
Redressement fiscal et produit d'impôt sur exercices précédents	889	1 495
Divers	1 862	786
Impôt sur les bénéfices calculé	7 073	13 332
Dont impôt exigible	4 209	10 816
Dont impôt différé	2 864	2 516
Dont dotations / reprises de provisions de nature fiscale	-	-
Résultat avant impôt	24 323	46 020
Impôt sur les bénéfices	7 073	13 332
Taux d'impôt effectif moyen	29,08 %	28,97 %
Taux de droit commun de l'impôt en France (Incluant la contribution de 5 %)	34,43 %	38,00 %
Effet des différences permanentes	-24,26 %	-10,53 %
Effet de l'imposition à taux réduit	1,05 %	-0,91 %
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères	3,65 %	-0,29 %
Effet des pertes de l'exercice et de l'utilisation des reports déficitaires	3,82 %	-2,18 %
Effet des autres éléments	10,39 %	4,88 %
Taux d'impôt effectif moyen	29,08 %	28,97 %

Au 31 décembre 2016, le montant d'impôts différés lié au report fiscal déficitaire s'élève à 9,0 millions d'euros (contre 10,0 millions d'euros au 31 décembre 2015). Cette diminution est liée à la baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés afin de le ramener à 28 %.

#### Note 5. – Note sur engagements

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	189 695	160 848
Engagements de garantie		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	98 955	165 362
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	50 802	40 332
Engagements reçus de la clientèle	-	-

Les bénéficiaires des plans d'attribution gratuite d'actions et des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions mis en œuvre au niveau de Edmond de Rothschild SA (EdR SA) ou des sociétés du Groupe ont conclu, avec les sociétés émettrices concernées, des contrats de liquidité aux termes desquels ces sociétés émettrices s'engagent à acheter et les bénéficiaires à vendre, sous certaines conditions, les actions émises ou attribuées dans le cadre de ces plans. Ces contrats sont décrits plus en détail en note 6.2. Depuis décembre 2005, EdR SA et Edmond de Rothschild (France) ont convenu que EdR SA serait systématiquement substituée à Edmond de Rothschild (France) dans l'exécution de ces contrats, EdR SA se réservant la faculté de se substituer à un tiers. Le contrat liant Edmond de Rothschild (France) et EdR SA couvre également les autres engagements de rachats d'intérêts minoritaires existant au sein du Groupe.

Ce tableau mentionne le nombre de titres des sociétés émettrices devant faire l'objet d'une liquidité sur les plans échus.



Sociétés émettrices	Nombre de titres
Edmond de Rothschild (France)	7 275
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	17 235

## Note 6. – Engagements sociaux et paiements fondés sur des actions

### 6.1. – Avantages au personnel « IAS 19 »

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 relative à la première adoption des normes IAS, le Groupe applique depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 les règles de comptabilisation et d'évaluation des avantages au personnel définies par la norme IAS 19.

Le Groupe a opté lors de la première application des normes IFRS pour l'exception offerte par la norme IFRS 1 permettant de provisionner par prélèvement sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier 2006 l'ensemble des écarts actuariels non encore amortis à cette date.

#### 6.1.A. – Charge de retraite – Régime à prestations définies

Le régime de retraite « sur-complémentaire » mis en place en décembre 2004 a été fermé au 31 décembre 2012, le dispositif étant maintenu pour ses bénéficiaires nés avant le 31 décembre 1953.

Il s'applique à une catégorie de cadres auxquels les régimes obligatoires et complémentaires existants apportent un taux de remplacement sensiblement inférieur à celui des autres catégories.

Ce dispositif entre dans le cadre des régimes à prestations définies exprimés sous forme différentielle (limitée dans le temps) ou additive en régime de base.

Le versement des prestations est conditionné à l'achèvement de la carrière du participant dans l'entreprise. Au départ à la retraite, le régime prévoit un « achat de rente » afin de liquider l'engagement vis-à-vis du bénéficiaire.

Les bénéficiaires sont des cadres dirigeants, des membres du Comité de Direction Générale, des cadres supérieurs, définis par l'accord sur les 35 heures comme étant des cadres hors classification.

Les rémunérations servant de base à la détermination de la rémunération de référence et au calcul de la retraite supplémentaire sont les rémunérations annuelles brutes majorées du bonus effectivement perçu avant toute retenue, notamment d'ordre fiscal ou social.

Le montant de la retraite supplémentaire garanti est égal à 10 % de la rémunération de référence, comprise entre quatre et huit fois le plafond annuel de la Sécurité Sociale en vigueur à la date de la liquidation de la retraite, plus 20 % de la fraction de la rémunération de référence comprise entre huit et vingt-deux fois ledit plafond.

Ce supplément s'ajoute à la retraite de Sécurité Sociale et aux retraites complémentaires et supplémentaires à adhésion obligatoire. Les écarts résultant de sa première application sont traités selon les dispositions relatives aux changements de méthode.

Le Groupe a donc imputé sur ses capitaux propres, à la date de sa première application, l'impact net de fiscalité différée de ce changement de méthode pour un total de 8,381 millions d'euros. Ceci résulte de la reconnaissance d'avantages postérieurs à l'emploi, non antérieurement comptabilisés, pour un montant avant impôt de 12,825 millions d'euros ; les engagements ont été actualisés au taux de 4,25 %.

Le montant des engagements au 31 décembre 2016 a été déterminé par des actuaires qualifiés avec les hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation de 1,54 % selon la durée du régime (0,8 an) ;
- taux d'inflation de 1,75 % selon la durée du régime (0,8 an) ;
- taux de rendement attendu des actifs du régime de 1,54 % ;
- taux de croissance net d'inflation des salaires attendus de 0,5 %.

Le taux d'actualisation a été déterminé en fonction des taux de rendement moyen constatés sur les obligations des sociétés cotées AA de la zone euro et de maturité 10 ans et plus (la référence est l'iBoxx € corporates) et de l'extrapolation de la courbe des taux avec celle des obligations d'état émises par la BCE.

Taxes et contributions sur les rentes : l'article 113 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites modifie les modalités d'assujettissement aux cotisations de Sécurité Sociale, à la contribution sociale généralisée et à la contribution au remboursement de la dette sociale des contributions des employeurs destinées au financement de prestations. En contrepartie de l'exonération de charges sociales, une taxe payable exclusivement par l'entreprise a été instaurée.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2010 a instauré le doublement de la taxe assise sur les montants de rente dépassant 1/3 du plafond annuel de la Sécurité Sociale. Cette taxe est passée de 8 % à 16 %.

La loi de financement de la Sécurité Sociale 2011 a ensuite modifié l'assiette d'application de cette taxe. Désormais la franchise est supprimée, la taxe de 16 % est donc appliquée dès le 1<sup>er</sup> euro de rente pour toute rente liquidée après le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Le Groupe avait fait le choix de l'option de taxation sur les rentes. En fin d'année 2011, la société a opté pour un changement d'option, ouvert par la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 sur les régimes à prestations définies de type L.137-11. Elle est passée à la taxe de 12 % assise sur toutes les cotisations versées au fonds.

Ce taux est fixé par l'article 32 de la loi de finances rectificative pour 2012 du 16 août 2012, à 24 % pour tout versement pour les exercices ouverts après le 31 décembre 2012.

Indépendamment de la taxe précédente, une contribution additionnelle de 30 % dès le premier euro, à la charge de l'employeur, sur les rentes excédant huit fois le plafond annuel et liquidées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010 a été également instaurée.

La loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2015, adoptée le 22 décembre 2014, a porté de 30 % à 45 %, le taux de la contribution additionnelle due sur les régimes de retraite chapeau. La hausse de cette contribution s'applique à toutes les rentes versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, pour celles qui excèdent 8 fois le Plafond Annuel de la Sécurité Sociale (PASS).

Une circulaire administrative de l'URSSAF, publiée par l'ACOSS en avril dernier, a clarifié le fait que la contribution s'applique à toutes les rentes versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, quelle que soit leur date de liquidation (la contribution antérieure, au taux de 30 %, n'était due que sur les rentes liquidées à compter de 2010).

Saisi par le Conseil d'Etat d'une question prioritaire de constitutionnalité, le Conseil constitutionnel a jugé le 22 novembre 2015 la contribution additionnelle de 45 % contraire à la Constitution, faute de mécanisme atténuant l'effet de seuil provoqué par l'application de ce taux dès le premier euro.

Applicable aux rentes versées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, cette contribution n'aurait été exigible qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et ne sera donc jamais prélevée.

Au 31 décembre 2016, le montant des engagements s'élève à 28,682 millions d'euros avant impôt, la juste valeur des actifs est de 23,441 millions d'euros, soit une provision de 5,241 millions d'euros.

Actifs financiers en représentation des engagements (retraite sur-complémentaire)

Structure du portefeuille	31/12/2016	31/12/2015
Actions	32,97 %	31,20 %
Obligations	58,26 %	60,10 %

Immobilier	5,43 %	5,50 %
Monétaires & Autres	3,34 %	3,20 %
Taux de rendement des actifs du régime	1,54 %	2,00 %

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire)

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur actuelle de l'obligation	28 682	28 065
Valeur des actifs du régime	-23 441	-24 313
Situation financière du régime	5 241	3 752
Coût des services passés non reconnus	-	-
Provision	5 241	3 752

#### 6.1.B. – Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière constituent un avantage postérieur à l'emploi et entrent dans la catégorie des régimes à prestations définies.

Les droits au titre des indemnités de départ en retraite des sociétés du Groupe sont définis par les conventions collectives suivantes :

- la Convention Collective Nationale de la Banque (n° 1361) pour toutes les sociétés ;
- la Convention Collective Nationale des Entreprises de Courtage d'Assurances et/ou de Réassurances (n° 3110) pour la société Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France).

L'assiette de rémunération prise en compte dans le calcul d'indemnité de départ en retraite est la suivante :

- pour la CCN de la Banque, 1/13<sup>e</sup> de la rémunération moyenne que l'intéressé a ou aurait perçue au cours des douze derniers mois, à l'exclusion de toute prime fixe ou exceptionnelle ainsi que tout élément variable ;
- pour la CCN des bureaux d'études, 1/12<sup>e</sup> de la rémunération moyenne que l'intéressé a ou aurait perçue au cours des douze derniers mois, à l'exclusion des primes, gratifications et majorations pour heures supplémentaires, déplacements et détachements ;
- pour la CCN du Courtage d'Assurances, 1/12<sup>e</sup> de la rémunération que l'intéressé a ou aurait perçue au cours des douze derniers mois.

Cette indemnité ne peut être inférieure à l'indemnité légale de départ à la retraite telle que prévue par le Code du travail.

Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la méthode des Unités de Crédits Projétés.

Les pertes et gains actuariels au titre du régime d'indemnités de fin de carrière sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Le Groupe a en effet décidé d'appliquer l'amendement de la norme IAS 19 autorisant la reconnaissance des pertes ou gains actuariels liés à l'expérience et/ou à la modification d'hypothèse sur fonds propres. Le taux d'actualisation de 1,54 % retenu est basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé à la date de l'évaluation (taux iBoxx corporate AA de la zone euro de maturité 10 ans et plus), et sur l'extrapolation de la courbe des taux avec celle des obligations d'état émises par la BCE.

Le montant brut des engagements s'élève à 5,250 millions d'euros au 31 décembre 2015 et à 5,914 millions d'euros au 31 décembre 2016. Le coût des services en 2016 est de 648 milliers d'euros, le coût d'actualisation est de 105 milliers d'euros, les prestations réellement versées s'élèvent à 94 milliers d'euros et le gain actuariel constaté au titre de 2016 est de 110 milliers d'euros.

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire et IFC)

Détail de la charge comptabilisée (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Coût des services rendus de l'exercice	-471	-549
Coût financier	-546	-620
Rendement attendu des actifs du régime	458	469
Ecart actuariels	-	-
Amortissement du coût des services passés	-	-
Amortissement des écarts actuariels	-	-
Effet de toute réduction ou liquidation de régime	-	-55
Autres mouvements (*)	-197	1 009
Charge nette comptabilisée	-756	254
(*) En 2015, changement d'hypothèse lié à la part variable sur les salaires retenus pour le calcul des IFC		

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies

Principales hypothèses actuarielles (IFC)	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation	1,54 %	2,00 %
Taux d'inflation attendu sur le long terme	1,75 %	1,75 %
Taux de progression des salaires		
Employés	3,00 %	2,75 %
Cadres	3,50 %	3,25 %
Cadres supérieurs	4,00 %	3,75 %
Taux de charges sociales et fiscales patronales	61,90 %	61,90 %
Table de mortalité	THTF 10 12	THTF 10 12

Principales hypothèses actuarielles (retraite sur-complémentaire)	31/12/2016	31/12/2015
Taux d'actualisation	1,54 %	2,00 %
Taux de croissance net d'inflation des masses salariales	0,50 %	0,00 %
Durée de vie active moyenne résiduelle des salariés	0,8 an	3,1 ans
Table de mortalité	THTF 10 12	THTF 10 12

Analyse des sensibilités des engagements des régimes postérieurs à l'emploi aux variations des principales hypothèses actuarielles

Impact de la variation (Retraite sur-complémentaire)	31/12/2016
Variation - 0,50 % du taux d'actualisation : 1,04 % (1,54 % - 0,50 %)	
Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre 2016	0,00 %
Impact sur le total net des charges 2016	-31,84 %
Variation + 0,50 % du taux d'actualisation : 2,04 % (1,54 % + 0,50 %)	
Impact sur la valeur actuelle des engagements au 31 décembre 2016	-0,00 %
Impact sur le total net des charges 2016	31,84 %

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire et IFC)

Evolution de la provision (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Provision / Actif en début de période	9 002	7 700
Charges inscrites au compte de résultat	850	851
Cotisations patronales aux actifs de financement	-	-
Prestations directement payées par l'employeur (non financées)	-94	-95
Variations de périmètre (acquisitions, cessions)	-	-319
Perte ou gain actuariel	1 397	1 875
Autres mouvements	-	-1 010
Provision / Actif en fin de période	11 155	9 002

Avantages postérieurs à l'emploi, régime à prestations définies (retraite sur-complémentaire et IFC)

Tableau de comptabilisation des engagements (En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Variation de la valeur des engagements		
Valeur actuelle de l'obligation en début de période	33 315	31 921
Coût des services rendus	565	644
Coût de l'actualisation	546	621
Cotisations versées par les employés	-	-
Gains ou pertes actuariels	1 092	2 509
Prestations payées par l'employeur et /ou le fonds	-1 119	-1 106
Réduction ou liquidation de régime	197	55
Modification du régime	-	-
Variation de périmètre (acquisitions, cessions)	-	-319
Autres mouvements	-	-1 010
Valeur actuelle totale de l'engagement en fin de période (A)	34 596	33 315
Variation des actifs de couverture et des droits à remboursement		
Juste valeur des actifs de couverture en début de période	24 313	24 221
Produits financiers sur actifs de couverture	458	469
Gains ou pertes actuariels	-305	634
Cotisations versées par l'employeur	-	-
Cotisations versées par les employés	-	-
Réduction ou liquidation de régime	-	-
Modification du régime	-	-
Variation de périmètre (acquisitions, cessions)	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion)	-	-
Prestations versées par le fonds	-1 025	-1 011
Juste valeur des actifs de couverture en fin de période (B)	23 441	24 313
Couverture financière		
Situation financière (A) - (B)	11 155	9 002

Gains ou pertes actuariels non reconnus	-	-
Coût des services passés non reconnu	-	-
Ajustement lié au plafonnement de l'actif	-	-
Provision / Actif	11 155	9 002

### 6.1.C. – Rémunérations différées

En application, d'une part, de l'arrêté ministériel du 3 novembre 2009, relatif aux rémunérations des personnels dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exposition aux risques des établissements de crédit et, d'autre part, des normes professionnelles de la FBF du 5 novembre 2009, le Groupe a formalisé sa politique de rémunération.

Cette politique de rémunération a été approuvée par le Conseil de surveillance de la Banque du 23 mars 2010 après l'avis favorable du Comité de rémunération.

Elle a été adaptée aux nouvelles dispositions de l'arrêté du 13 décembre 2010.

Le Groupe applique les normes professionnelles susmentionnées en tenant compte des performances individuelles des collaborateurs, de la compétition sur ses marchés, des objectifs à long terme et de l'intérêt des actionnaires.

#### Le contexte réglementaire

L'arrêté du 3 novembre 2009 et les normes professionnelles de la Fédération Bancaire Française ont imposé aux établissements financiers de réglementer les pratiques de versement des rémunérations variables des professionnels des marchés financiers et des dirigeants, afin de garantir un niveau de fonds propres qui ne les mettrait pas en situation de risque.

L'arrêté du 13 décembre 2010 élargit les normes FBF du 5 novembre 2009 réservées aux dirigeants et aux professionnels des marchés financiers (définis comme des collaborateurs dont la performance et donc la rémunération sont liées à des instruments de marché), aux professionnels des risques et, à l'ensemble des collaborateurs ayant un niveau de rémunération global équivalent et dont l'activité est susceptible d'avoir une incidence sur le profil de risque de l'entreprise. Il a également repris les critères de versement de la rémunération variable des collaborateurs concernés, fixés par la FBF.

Par ailleurs, l'AFG, l'AFIC et l'AS PIM ont publié des dispositions communes sur les politiques de rémunération des sociétés de gestion le 23 novembre 2010. La directive dite « CRD IV » 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 a été transposée en France notamment par l'arrêté du 3 novembre 2014, se substituant au Règlement CRBF 97-02 du 21 février 1997.

#### Gouvernance et formalisation des pratiques existantes

En application des textes précités, un rapport annuel relatif aux rémunérations variables des collaborateurs concernés est adressé à l'Autorité de Contrôle Prudentiel. Le processus de détermination des rémunérations ainsi que les enveloppes auxquelles il conduit doivent chaque année être examinés par le Comité de rémunération de la Banque.

#### Le dispositif de la Banque

##### 1 – Collaborateurs « preneurs de risques »

Les collaborateurs concernés sont les suivants :

- Membres du Comité Exécutif, du Directoire (ou du Conseil d'Administration le cas échéant), du Senior Management
- Responsables des Fonctions de Contrôle (Audit, Risques, Conformité) et leurs N-1 ayant des responsabilités managériales
- Responsables de Business Unit et leurs N-1 ayant des responsabilités managériales
- Responsables de certaines Fonctions Support (dont Finance, RH, Informatique, Juridique, etc.)
- Responsables et Membres de Comités de gestion du Risque
- Responsables et Membres de Comités Nouveaux Produits
- Managers de Preneurs de Risque
- Collaborateurs dont la rémunération totale est de 500 k€ ou davantage, et/ou collaborateurs appartenant aux 0,3 % de rémunérations les plus élevées
- Collaborateurs dont la rémunération totale au moins égale à celle du membre du Senior Management ayant la rémunération la moins élevée.

La détermination des rémunérations variables des collaborateurs « preneurs de risques » respectera, les principes suivants :

Les bonus devront être partiellement différés, et ce de façon linéaire sur 3 ans minimum dès lors qu'ils atteindront un certain niveau de rémunération variable et/ou de rémunération totale.

Les rémunérations variables au titre de l'année 2015 ayant atteint un certain seuil, une fraction représentant 40 à 60 % seront versés en numéraire et échelonnés sur trois exercices.

##### 2 – Gérants, commerciaux des sociétés de gestion

Dans le cadre de la Directive AIFM, la société Edmond de Rothschild Asset Management (France) a été amenée à faire évoluer sa politique de rémunération, et notamment ses pratiques en termes de rémunération variable différée, pour les gestionnaires de fonds ainsi que les autres catégories de collaborateurs visés par la Directive (collaborateurs dits « Material Risk Takers »).

Les principales caractéristiques du mécanisme sont les suivantes :

- Mise en place d'un différé sur 3 ans d'une part comprise entre 40 et 60 % du variable attribué au bénéficiaire.
- Indexation de 50 % minimum de ce variable à un panier de valeurs représentant les différentes expertises de gestion du Groupe.
- Paiement du différé soumis à condition de présence et aux différentes conditions prévues par la Directive AIFM (absence de prise de risques excessive, situation financière de la société,...) susceptible d'en réduire le montant entre leur attribution et leur acquisition.

Afin de prémunir la société contre une très forte augmentation de la valeur du panier, un mécanisme de couverture sera également mis en place.

Une charge de rémunération est comptabilisée de manière étalée pour refléter l'acquisition conditionnée à la présence des bénéficiaires.

Dans le cas où la performance du fonds progresse, la dette de rémunération variable ne sera pas réévaluée pour la partie couverte. L'actif de couverture sera conservé au coût historique. La partie non couverte devra faire l'objet d'une provision.

Dans le cas inverse, l'actif de couverture fera l'objet d'une dépréciation (à hauteur de sa valeur de marché) ; en contrepartie, la dette de rémunération variable sera ajustée à la baisse.

#### Mise en place du Long Term Incentive Plan (LTIP)

Le groupe Edmond de Rothschild a mis en place un plan d'actions gratuites de la société Edmond de Rothschild Holding SA (holding Suisse non cotée du Groupe Edmond de Rothschild) au bénéfice de certains salariés du Groupe (les « Bénéficiaires »).

Les objectifs présidant à la mise en place de ce plan sont d'améliorer la rétention de collaborateurs clés et de favoriser l'alignement des intérêts entre les collaborateurs et l'actionnaire.

Les principales caractéristiques du plan sont les suivantes :

- les Bénéficiaires se voient attribuer des droits à recevoir des actions EdRH selon un calendrier d'acquisition de 3 ans (1/3 par an soit trois tranches acquises respectivement en mars N+2, mars N+3 et mars N+4) ;

- détermination d'une charge à la date d'attribution et sans réévaluation ultérieure, sauf pour tenir compte de l'évolution des conditions de service et/ou de performance (IFRS 2.B57) ;
- étalement de cette charge sur la période au cours de laquelle les services sont rendus, en contrepartie d'un compte de capitaux propres qui représente la contribution de la société mère (IFRS 2.B53) ;
- la période d'étalement est celle au cours de laquelle les bénéficiaires rendent des services au Groupe sur la base des conditions de présence nécessaires à l'acquisition des droits. En l'occurrence, la charge du plan 2016 est étalée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et les dates d'acquisition, c'est-à-dire sur 2.25, 3.25 et 4.25 ans pour les tranches qui seront acquises respectivement en mars 2018, mars 2019 et mars 2020.

### 6.2.A. – Description des plans d'options et d'attribution gratuite d'actions

(1) À la date d'attribution.

[illegible]

Bénéficiaire	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés LCFEDRB
Nombre d'options attribuées (1)	864	20 375	20 375	20 405	9 733	9 733	9 729	18 327
Prix d'exercice (ou valeur de l'action au jour de l'attribution)	115,80	146,00	146,00	146,00	146,00	146,00	146,00	141,00
Conditions de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Conditions en cas de départ du Groupe								
Démision	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte
Licenciement	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte
Retraite	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte
Décès	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
Nombre d'options levées ou d'actions gratuites définitivement attribuées en 2016				13 725			2 968	
Annulées depuis l'origine ou non exercées		20 375	6 669	6 680	9 733	6 761	6 761	3 799
Annulées et remplacées								
Nombre d'options ou d'actions gratuites existantes au 31/12/2015	864			13 725			2 968	
Nombre d'options ou d'actions gratuites existantes au 31/12/2016	-			-			-	
Juste valeur (en % du prix à l'attribution)	27,41 %	24,07 %	25,99 %	27,41 %	24,07 %	25,99 %	27,41 %	91,83 %
Méthode de valorisation utilisée	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	

(1) À la date d'attribution.

Année	2011	2011	2011	2011	2011	2011	2011	2011
Type de plan	Attributions gratuites 35	Options d'achat 36	Options d'achat 36 Bis	Options d'achat 36 Ter	Attributions gratuites 37	Options de souscription 38	Options de souscription 39	Options de souscription 39 bis
Date du Directoire	01/07/2011	01/07/2011	01/07/2011	01/07/2011	01/07/2011	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2010
Date d'attribution	01/07/2011	01/07/2011	01/07/2011	01/07/2011	01/07/2011	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2010
Attribution immédiate						Oui		
Durée d'indisponibilité	2 ans	4 ans	5 ans	6 ans	2 ans	1 an	4 ans	5 ans
Date de départ de l'exercice des options / date d'attribution définitive des actions	01/07/2013	01/07/2015	01/07/2016	01/07/2017	01/07/2013	30/11/2013	30/06/2014	30/06/2015
Durée de la période d'incessibilité	2 ans				2 ans			
Date d'expiration des options		30/09/2015	30/09/2016	30/09/2017				
Modalités de règlement	Titres LCFRB	Titres EDRAM	Titres EDRAM	Titres EDRAM	Titres EDRAM	Titres EDRIS	Titres EDRIS	Titres EDRIS
Bénéficiaire	Salariés EDRCF	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRAM	Salariés EDRIS	Salariés EDRIS	Salariés EDRIS
Nombre d'options attribuées (1)	709	1 527	1 527	1 526	33 540	53 602	12 685	12 685
Prix d'exercice (ou valeur de l'action au jour de l'attribution)	141,00	158,20	158,20	158,20	158,20	352,82	352,82	352,82
Conditions de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Conditions en cas de départ du Groupe								
Démision	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte
Licenciement	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte
Retraite	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Maintien	Maintien	Maintien
Décès	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien
Nombre d'options levées ou d'actions gratuites définitivement attribuées en 2016				790				
Annulées depuis l'origine ou non exercées		737	737	1 526	10 805	53 602	12 685	12 685
Annulées et remplacées								
Nombre d'options ou d'actions gratuites existantes au 31/12/2015			790	790				
Nombre d'options ou d'actions gratuites existantes au 31/12/2016								
Juste valeur (en % du prix à l'attribution)	91,83 %	19,45 %	20,92 %	22,00 %	88,28 %	28,75 %	23,09 %	23,90 %
Méthode de valorisation utilisée		Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes		Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes

(1) À la date d'attribution.

Année	2011	2011	2011	2011	2011	2012	2012	
Type de plan	Options de souscription 39 ter	Options de souscription 40	Options de souscription 40 bis	Options de souscription 40 ter	Attributions gratuites 41	Attributions gratuites 41 bis	Attributions gratuites 42	
Date du Directoire	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2010	01/07/2012	01/07/2012	01/07/2012	
Date d'attribution	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2010	30/11/2010	01/07/2012	01/07/2012	01/07/2012	
Attribution immédiate								
Durée d'indisponibilité	6 ans	4 ans	5 ans	6 ans	2 ans	2 ans	2 ans	

Date de départ de l'exercice des options / date d'attribution définitive des actions	30/06/2016	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2016	01/07/2014	01/07/2014	01/07/2014	
Durée de la période d'incessibilité								
Date d'expiration des options								
Modalités de règlement	Titres EDRIS	Titres EDRIS	Titres EDRIS	Titres EDRIS	Titres LCFEDRB	Titres LCFEDRB	Titres EDRAM	
Bénéficiaire	Salariés EDRIS	Salariés EDRIS	Salariés EDRIS	Salariés EDRIS	Salariés LCFEDRB	Salariés LCFEDRB	Salariés EDRAM	
Nombre d'options attribuées (1)	12 686	3 037	3 037	3 038	8 181	3 242	24 085	422 531
Prix d'exercice (ou valeur de l'action au jour de l'attribution)	352,82	352,82	352,82	352,82	128,00	128,00	136,20	
Conditions de performance	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non	
Conditions en cas de départ du Groupe								
Démision	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	
Licenciement	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	Perte	
Retraite	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Perte	Perte	Perte	
Décès	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	Maintien	
Nombre d'options levées ou d'actions gratuites définitivement attribuées en 2016								20 128
Annulées depuis l'origine ou non exercées	12 686	3 037	3 037	3 038	4 977		4 350	255 030
Annulées et remplacées								20 120
Nombre d'options ou d'actions gratuites existantes au 31/12/2015								21 925
Nombre d'options ou d'actions gratuites existantes au 31/12/2016								-
Juste valeur (en % du prix à l'attribution)	24,30 %	23,09 %	23,90 %	24,30 %	91,23 %	91,23 %	87,06 %	
Méthode de valorisation utilisée	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes	Black & Scholes				
(1) À la date d'attribution.								

#### 6.2.B. – Montant de la charge enregistrée en résultat

La charge mentionnée ci-contre porte sur les plans d'options d'achat d'actions, d'options de souscription d'actions et d'attribution gratuite d'actions attribués depuis le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis à la date de transition aux normes IFRS (1<sup>er</sup> janvier 2006). Tous ces plans sont intégralement réglés en titres, de la société mère ou des filiales.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Charges nettes provenant des plans d'option d'achat d'actions	-1 235	-429
Charges nettes provenant des plans d'option de souscription d'actions	-10	-31
Charges nettes provenant des plans d'attribution gratuite d'actions	-	-
Montant total de la charge enregistrée en résultat	-1 245	-460

#### 6.2.C. – Statistiques sur les plans d'actions

Statistiques des plans	Nombre d'options Plan 2010	Nombre d'options Plan 2011	Nombre d'options Plan 2012	Nombre d'options Plan 2013	Nombre d'options Plan 2014	Nombre d'options Plan 2015	Nombre d'options Plan 2016	Total
Options existantes au 31 décembre 2015	20 345	1 580	-	-	-	-	-	21 925
Attribuées en 2016	-	-	-	-	-	-	-	-
Annulées en 2016	-1 007	-790	-	-	-	-	-	-1 797
Annulées et remplacées en 2016	-	-	-	-	-	-	-	-
Exercées en 2016	-19 338	-790	-	-	-	-	-	-20 128
Expirées en 2016	-	-	-	-	-	-	-	-
Options existantes au 31 décembre 2016	-	-	-	-	-	-	-	-

Prix moyen pondéré de l'action à la date d'exercice : 88,63 €.

Principales hypothèses retenues pour la valorisation des plans

Principales Hypothèses	31/12/2016	31/12/2015
Durée de vie moyenne (en mois)	-	70
Taux d'intérêt sans risque	0 %	2,49 %
Taux de perte des droits	0 %	47,69 %
Taux de dividende estimé	0 %	5,63 %
Volatilité à la date d'attribution	0 %	31,18 %

Au 31 décembre 2016, il n'existe plus d'options.

#### 6.2.D. – Valeur donnée aux attributions gratuites et aux options attribuées

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2, les attributions gratuites d'actions et options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur, sans modification ultérieure. Seules les hypothèses relatives à la population de bénéficiaires (perte de droits) peuvent faire l'objet d'une révision au cours de la période d'acquisition des droits et donner lieu à un réajustement de la charge.

En cas de remplacement d'un plan par un nouveau, le Groupe comptabilise les effets marginaux des augmentations de la juste valeur totale ou de toute autre modification favorable aux membres du personnel.

#### Actions gratuites

Le Groupe pratique un amortissement linéaire du prix de l'attribution gratuite de l'action sur la période d'acquisition à la valeur courante de l'action, au moment de l'attribution et actualisée à un taux égal au taux moyen de dividende constaté sur les trois exercices les plus récents.

#### Stock-options

Le Groupe valorise selon le modèle Black & Scholes une option (call européen) selon les paramètres suivants :

- de strike : prix d'exercice du stock-option ;
- de cours de référence : valeur courante de l'action ;
- de volatilité : en fonction de l'échantillon représentatif ;
- de taux d'intérêt du marché sur la période considérée ;
- de taux de dividende : moyenne sur 3 ans plafonnée au taux d'intérêt retenu ;
- de période : période entre la date d'attribution du stock-option et la première date d'exercice possible.

### Note 7. – Informations complémentaires

#### 7.1. – Périmètre de consolidation

	% d'intérêts		% de contrôle	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Intégration globale				
Sociétés de Portefeuille				
Financière Boréale **	100,00	100,00	100,00	100,00
EdR Real Estate (Eastern Europe) Cie SàRL *	62,73	62,73	62,73	62,73
CFSH Luxembourg SàRL *	100,00	100,00	100,00	100,00
CFSH Secondary Opportunities SA *	98,00	98,00	98,00	98,00
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest II SàRL *	97,47	99,14	97,47	99,14
Edmond de Rothschild Euroopportunities Invest SàRL *	81,67	87,39	81,67	87,39
Câblinvest SàRL *	-	100,00	-	100,00
Câblinvest II SàRL *	-	98,37	-	100,00
Bridge Management SàRL *	99,53	98,78	100,00	100,00
Eres Participations III SàRL *	100,00	98,37	100,00	100,00
Entreprises d'Investissement				
Edmond de Rothschild Securities (Hong Kong) Limited *	100,00	100,00	100,00	100,00
Sociétés de Gestion				
Edmond de Rothschild Asset Management (France) **	99,53	98,78	99,53	98,78
Edmond de Rothschild (Italia) SGR. SpA *	100,00	75,50	100,00	75,50
Edmond de Rothschild Private Equity (France) **	100,00	100,00	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management SàRL *	100,00	100,00	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Euroopportunities Management II SàRL *	68,68	68,68	68,68	68,68
EdR Real Estate (Eastern Europe) Management SàRL *	100,00	100,00	100,00	100,00
LCFR UK PEP Limited *	100,00	100,00	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Asset Management (Hong-Kong) Limited *	99,53	98,78	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Asset Management (Chile) SA*	99,53	98,78	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Investment Partners China SàRL *	100,00	100,00	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Advisory Management (Beijing) Co., Limited *	99,53	98,78	100,00	100,00
Sociétés de Conseil				
Edmond de Rothschild Corporate Finance **	100,00	100,00	100,00	100,00



Edmond de Rothschild Entreprises Patrimoniales Transactions **	100,00	100,00	100,00	100,00
Edmond de Rothschild (Israël) Ltd *	-	100,00	-	100,00
Edmond de Rothschild Asia Limited *	-	100,00	-	100,00
Société d'Assurance				
Edmond de Rothschild Assurances et Conseils (France)	100,00	100,00	100,00	100,00
Divers				
Edmond de Rothschild Boulevard Buildings Ltd *	100,00	100,00	100,00	100,00
Groupeement Immobilière Financière	100,00	100,00	100,00	100,00
Edmond de Rothschild Investors Assistance	100,00	100,00	100,00	100,00
Mises en équivalence				
Banque				
Edmond de Rothschild (Monaco)	42,78	42,77	42,78	42,77
Entreprise d'Investissement				
Edmond de Rothschild (UK) Ltd *	-	20,00	-	20,00
Sociétés de Gestion				
Cleaveland	100,00	-	100,00	-
Zhonghai Fund Management Co. Ltd *	25,00	25,00	25,00	25,00
Edmond de Rothschild Investment Partners	51,00	51,00	51,00	51,00
Sociétés de Conseil				
China Investment Partners (Hong-Kong) Limited *	51,00	51,00	100,00	100,00
China Investment Partners (Shanghai) Limited *	51,00	51,00	100,00	100,00
* Société étrangère.				
** Société intégrée fiscalement en 2016.				

## 7.2. – Effectif moyen

	31/12/2016	31/12/2015
Effectif moyen des sociétés françaises	756	735
Techniciens	129	136
Cadres	627	599
Effectif moyen des sociétés étrangères	85	155
Effectif moyen global	841	890

Conformément aux prescriptions du Code de Commerce, est communiquée la ventilation par catégories de l'effectif moyen, salarié et mis à disposition du Groupe pendant l'exercice. L'effectif employé à temps partiel ou pour une durée inférieure à l'exercice est pris en compte en proportion du temps de travail effectif, par référence à la durée conventionnelle ou légale du travail.

## 7.3. – Entités structurées non consolidées

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité.

Le Groupe est engagé dans des opérations avec des entités structurées sponsorisées à travers ses activités de gestionnaire de fonds. Des fonds sont proposés à des clients institutionnels et particuliers, et sont distribués et suivis commercialement par le Groupe.

En 2016, 14 millions d'euros ont été investis au titre du sponsoring (pour une exposition totale s'élevant à 76 millions d'euros au 31 décembre 2016). Les nouveaux engagements pris en 2016 représentent 36 millions d'euros, pour un montant résiduel à fin 2016 de 61 millions d'euros.

Le Groupe bénéficie d'un mécanisme de « carried interest » conforme aux pratiques de marché.

## 7.4. – Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu depuis la clôture au 31 décembre 2016. Les comptes consolidés annuels tels qu'ils sont présentés ont été arrêtés le 6 mars 2017 par le Directoire et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 19 mai 2017.

## 7.5. – Informations concernant le capital

En application du règlement n° 2000-03 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, l'appréciation du respect du ratio de solvabilité s'effectue au niveau de Edmond de Rothschild SA, cette dernière se conformant aux exigences en matière de capital.

Le capital d'Edmond de Rothschild (France) s'élève au 31 décembre 2016 à 83 075 820 € composé de 5 538 388 actions d'un nominal de 15 €.

## 7.6. – Honoraires des commissaires aux comptes

Montant des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2016.

(En milliers d'euros.)	PwC	Kling	Autres	31/12/2016	31/12/2015
Honoraires relatifs au commissariat aux comptes, à la certification et à l'examen des comptes individuels et consolidés	507	287	80	874	953

Edmond de Rothschild (France)	145	144	30	319	396
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	72	72	-	144	108
Autres	290	71	50	411	449
Services autres que la certification des comptes (SACC)	61	27	17	105	167
Edmond de Rothschild (France)	61	27	-	88	35
Edmond de Rothschild Asset Management (France)	-	-	17	17	115
Autres	-	-	-	-	17
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>568</b>	<b>314</b>	<b>97</b>	<b>979</b>	<b>1 120</b>

### Note 8. – Secteurs opérationnels

Les activités du Groupe s'articulent autour de deux pôles d'activités stratégiques (Banque privée et Gestion d'actifs) auxquels s'ajoute un autre pôle (Autres activités et Gestion propre).

La banque privée regroupe une offre de services comprenant :

- la gestion de portefeuille et de patrimoine, l'ingénierie patrimoniale et le family office ;
- une activité de conseil aux entreprises à actionnariat familial.

Le pôle de la gestion d'actifs recouvre les quatre lignes de gestion suivantes :

- la gestion actions, gestion diversifiée et obligations convertibles ;
- la multigestion, traditionnelle et alternative ;
- la gestion taux et crédit et les gestions structurée, quantitative et alternative directe ;
- la gestion de fonds de private equity.

Le pôle « Autres activités et Gestion propre » comprend :

- en Autres activités, d'une part, le conseil aux entreprises logé au sein de la filiale dédiée Edmond de Rothschild Corporate Finance, et dont les domaines d'intervention regroupent le conseil en opérations de cessions ou d'acquisitions, l'évaluation d'entreprises et l'ingénierie financière, d'autre part, la Direction des Marchés de Capitaux pour son activité propre ; les activités de la société de gestion pour compte de tiers, Cleaveland, spécialisée sur le marché français de l'immobilier.
- en Gestion propre, les activités de gestion patrimoniale du Groupe (en particulier le portefeuille-titres), la fonction de centrale financière de la Banque auprès de ses différents métiers, les frais liés aux activités propres de ce pôle et à son rôle de pilotage du Groupe et des produits et charges ne relevant pas directement de l'activité des autres pôles d'activité.

#### Remarques méthodologiques

Les comptes de gestion de chaque pôle d'activité ont été établis avec pour objectifs de :

- déterminer les résultats de chacun de ces pôles comme s'il s'agissait d'entités autonomes ;
- donner une image représentative de leurs résultats et de leur rentabilité au cours de l'exercice.

Les principales conventions retenues pour l'établissement de ces comptes sont les suivantes :

- le produit net bancaire de chacun des pôles correspond aux revenus générés par son activité, nets de rétrocessions de commissions versées aux apporteurs ;
- les frais de gestion des pôles d'activité comprennent leurs frais directs, la partie qui leur incombe des charges du support logistique et opérationnel apporté par la Banque et une quote-part des frais de structure du Groupe ;
- les provisions sont imputées aux différents pôles de façon à refléter pour chacun d'eux la charge du risque inhérente à son activité. Les provisions qui ne peuvent pas être affectées à un pôle d'activité sont imputées à la Gestion propre.

L'analyse détaillée des résultats de chacun de ces pôles et de leur contribution à la rentabilité du Groupe est présentée ci-après.

(En milliers d'euros.)	Banque Privée		Gestion d'actifs		Private Equity		Autres activités et Gestion propre		Groupe	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Produit net bancaire	86 204	98 786	141 412	182 828	3 172	3 746	43 807	30 081	274 595	315 441
Frais de gestion	-86 710	-94 152	-137 089	-146 616	-4 732	-5 510	-39 465	-36 349	-267 996	-282 627
Frais de personnel	-53 929	-56 735	-72 927	-77 175	-3 022	-2 497	-23 952	-20 652	-153 830	-157 059
Directs	-40 934	-42 869	-54 164	-56 321	-2 682	-2 218	-18 246	-14 901	-116 026	-116 309
Indirects	-12 995	-13 866	-18 763	-20 854	-340	-279	-5 706	-5 751	-37 804	-40 750
Autres charges d'exploitation	-24 787	-29 627	-55 910	-60 869	-1 604	-2 941	-12 651	-13 337	-94 952	-106 774
Dotations aux amortissements	-7 994	-7 790	-8 252	-8 572	-106	-72	-2 862	-2 360	-19 214	-18 794
Résultat brut d'exploitation	-506	4 634	4 323	36 212	-1 560	-1 764	4 342	-6 268	6 599	32 814
Coût du risque	6	17	0	-	-	-	-248	-1 273	-242	-1 256
Résultat d'exploitation	-500	4 651	4 323	36 212	-1 560	-1 764	4 094	-7 541	6 357	31 558
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	6 626	6 206	2 170	1 086	549	2 530	-	2	9 345	9 824
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	9 428	6 309	9 428	6 309
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-807	-1 671	-	-	-807	-1 671
Résultat courant avant impôt	6 126	10 857	6 493	37 298	-1 818	-905	13 522	-1 230	24 323	46 020
Impôt sur les bénéfices	102	-1 259	-4 003	-14 957	841	960	-4 013	1 924	-7 073	-13 332
Résultat net	6 228	9 598	2 490	22 341	-977	55	9 509	694	17 250	32 688

## Note 9. – Transactions avec les parties liées

Edmond de Rothschild (France) est une filiale de Edmond de Rothschild SA (EdR SA), elle-même filiale de Edmond de Rothschild Holding SA (EdRH), l'actionnaire ultime étant le Baron Benjamin de Rothschild.

Toutes les transactions ont été effectuées dans le cadre ordinaire des activités et à des conditions comparables à celles appliquées aux transactions avec des personnes similaires ou, le cas échéant, aux transactions avec d'autres salariés.

Les parties liées au groupe de Edmond de Rothschild (France) sont les sociétés consolidées au sein du groupe de Edmond de Rothschild (France), et celles du groupe EdRH. Ont été également retenues comme parties liées au sens de la norme IAS 24 les administrateurs (membres du Conseil de surveillance) et dirigeants (membres du Directoire) de Edmond de Rothschild (France), ainsi que leurs conjoint et enfants rattachés à leur foyer.

**Transactions avec les parties liées personnes morales**

La liste des sociétés consolidées par Edmond de Rothschild (France) est présentée dans la note 7.1.

Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans le tableau suivant les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, consolidées par mise en équivalence.

**Transactions avec les sociétés mises en équivalence**

La liste des sociétés mises en équivalence est présentée dans la note 3.9.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	2 202	2 811
<b>Actif</b>	<b>2 202</b>	<b>2 811</b>
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	199 460	100 007
Dettes envers les établissements de crédit	3 228	1 208
Dettes envers la clientèle	620	960
Comptes de régularisation et passifs divers	1 737	1 852
<b>Passif</b>	<b>205 045</b>	<b>104 027</b>
+ Intérêts et produits assimilés	5	-
- Intérêts et charges assimilés	-783	-10
+ Commissions (produits)	1 196	2 956
- Commissions (charges)	-2 879	-3 569
+ Produits des autres activités	1 110	1 285
- Charges des autres activités	-	-17
<b>Produit net bancaire</b>	<b>-1 351</b>	<b>645</b>
- Charges générales d'exploitation	-2 745	-1 331
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-4 096</b>	<b>-686</b>

**Transactions avec la société mère**

Les relations entre Edmond de Rothschild (France) et son principal actionnaire, Edmond de Rothschild SA (EdR SA), sont de trois types :

- une relation d'affaires : EdR SA a joué par le passé un rôle de développement des activités du Groupe, notamment dans le cadre de l'amorçage des fonds. Elle pourrait, à la demande de Edmond de Rothschild (France), continuer à jouer ce rôle dans le futur, mais dans une moindre mesure ;
- une relation de contrôle : EdR SA détient une participation de 94,22 % dans le capital de la Banque ;
- une relation de prestations de services dans le cadre d'une convention d'assistance et de gestion : aux termes de cette convention en date du 7 octobre 1997 modifiée par un avenant en date du 30 décembre 1999, EdR SA a confié à Edmond de Rothschild (France) une mission générale d'assistance et de gestion comprenant notamment (i) la gestion de son portefeuille de valeurs mobilières selon les orientations et directives données périodiquement par les organes de direction de EdR SA, (ii) la présentation d'études et d'analyses au Directoire et au Conseil de surveillance de EdR SA en vue de leur proposer des investissements et (iii) toutes opérations de gestion courante (administratives, juridiques, fiscales et financières).

En particulier, Edmond de Rothschild (France) met à la disposition de EdR SA le personnel nécessaire à la mission décrite au paragraphe précédent. Cette convention est renouvelable par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une des parties avant le 30 juin de chaque année. Plus généralement, Edmond de Rothschild (France) facture l'ensemble des prestations fournies à EdR SA au cours de l'exercice (arrêté à chaque clôture de l'exercice de EdR SA).

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	397	406
<b>Actif</b>	<b>397</b>	<b>406</b>

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes envers la clientèle	74 128	126 042

Comptes de régularisation et passifs divers	5	-
Passif	74 133	126 042

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
+ Intérêts et produits assimilés	-	-
- Intérêts et charges assimilées	-	-
+ Commissions (produits)	15	28
- Commissions (charges)	-	-
+ Produits des autres activités	348	357
- Charges des autres activités	-	-
Produit net bancaire	363	385
- Charges générales d'exploitation	-250	-
Résultat brut d'exploitation	113	385

**Transactions avec les autres parties liées**

Elles concernent les transactions avec EdRH et ses filiales ainsi que celles conclues avec les filiales de EdR SA.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédits	82 998	9 019
Prêts et créances sur la clientèle	-	-
Comptes de régularisation et actifs divers	44 499	29 457
Actif	127 497	38 476

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	355 077	111 562
Dettes envers les établissements de crédit	558	785
Dettes envers la clientèle	2 971	4 043
Comptes de régularisation et passifs divers	18 700	16 532
Provisions	1 555	1 509
Passif	378 861	134 431

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
+ Intérêts et produits assimilés	46	46
- Intérêts et charges assimilées	-609	-633
+ Commissions (produits)	96 868	32 160
- Commissions (charges)	-24 370	-15 444
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4 464	29
+ Produits des autres activités	4 045	2 442
- Charges des autres activités	-111	-104
Produit net bancaire	80 333	18 496
- Charges générales d'exploitation	-6 808	-6 394
Résultat brut d'exploitation	73 525	12 102

**Transactions avec les parties liées personnes physiques**

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes et Prêts	19 066	19 116
Actif	19 066	19 116

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes à vue	530	463
Passif	530	463

(En milliers d'euros.)	2016	2015
+ Intérêts et produits assimilés	110	145

Produit net bancaire	110	145
Résultat brut d'exploitation	110	145

**Rémunérations des mandataires sociaux**

Montant des rémunérations attribuées aux mandataires sociaux

(En milliers d'euros.)	2016	2015
Montants des rémunérations allouées (*)	2 830	2 943
Total	2 830	2 943
(*) Montant brut y compris les charges sociales supportées par l'employeur.		

## Note 10. – Informations sur la gestion des risques et les instruments financiers

**Partie 1. – Revue générale des dispositifs de contrôle****Section 1. – Dispositif de contrôle interne**

La Banque, en ligne avec les attentes des régulateurs qui l'encadrent, a mis en place une organisation de contrôle interne qui lui permet un pilotage consolidé de ses risques.

Les différentes composantes de ce dispositif ont pour mission permanente de fournir aux organes sociaux et au Comité d'audit une vision pertinente des risques afin d'en permettre le pilotage.

L'expérience acquise dans cette démarche par les équipes de contrôle et la forte implication des organes sociaux permettent aujourd'hui une vision consolidée des risques pour la Banque elle-même, mais aussi pour ses clients.

Ce dispositif de contrôle interne se structure en trois niveaux :

- premier niveau : outre les opérationnels et leurs responsables hiérarchiques, un réseau de contrôleurs et de correspondants au sein des départements ou filiales opérationnels constitue le premier niveau de contrôle ;
- deuxième niveau : la Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent s'assure de la bonne mise en œuvre des actions de contrôle interne de premier niveau, et la Direction Centrale des Risques assure une surveillance consolidée des risques financiers des activités ;
- troisième niveau : l'Inspection Générale exerce un contrôle de troisième niveau sur l'ensemble des structures du groupe de la Banque. Lors de missions spécifiques ou transversales, elle rend compte de la qualité du contrôle interne, de l'optimisation et de la sécurité des processus. La maturité de l'approche des risques et des contrôles, déployés par les entités de contrôle de deuxième niveau, permet à l'Inspection générale de s'appuyer sur un socle éprouvé pour mener ses propres investigations et en rendre compte directement au Comité d'audit.

**Section 2. – Description des entités de deuxième niveau**

La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent et la Direction Centrale des Risques, entités centrales de deuxième niveau, sont chacune fortement impliquées dans leur ligne métier respective de correspondants de premier niveau, pour fixer les objectifs, faire évoluer en permanence les méthodes et outils et coordonner les démarches de contrôle.

Plus précisément :

- La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent est en charge de la mise en œuvre des contrôles permanents. Située au deuxième niveau de contrôle, elle s'assure de la mise en œuvre du premier niveau de contrôle par les services opérationnels et exerce une mission d'assistance auprès des lignes de métier. Il s'agit d'informer et de former les collaborateurs afin que ceux-ci disposent d'une connaissance satisfaisante des dispositions réglementaires et des procédures internes régissant leur activité. Elle veille également au respect des principes déontologiques applicables aux collaborateurs et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- La Direction Centrale des Risques (DCR), maillon essentiel du dispositif de contrôle interne de deuxième niveau, est composée de trois services ayant comme mission de surveiller
  - A) Les risques pour compte propre (Contrôle Financier) dont les risques contrepartie, de liquidité et de marché.
  - B) Les risques liés à la gestion pour compte de tiers portés par les gérants d'actifs de la Banque et ses filiales de gestion.
  - C) Les risques opérationnels liés aux défaillances de process, fraudes et systèmes. Ces missions de surveillance s'accompagnent de la mise en place et du maintien à jour d'une cartographie des risques, débouchant le cas échéant sur des plans d'actions ou des alertes suivant une politique d'escalade formalisée.

La Direction Centrale des Risques, en plus de son rôle propre de suivi des risques financiers, a aussi en charge l'animation de la filière Risques, avec en particulier l'organisation de comités transverses qui assurent une revue de l'ensemble des risques inhérents aux activités de la Banque.

La Direction de la Conformité et du Contrôle Permanent s'assure quant à elle du fonctionnement conforme de cette filière Risques.

**Section 3. – Une démarche de contrôle consolidée au niveau groupe EdR**

Une harmonisation des méthodologies de calcul et d'appréciation du risque homogène permet une consolidation des risques au niveau de l'entité suisse faitière.

Le dispositif de contrôle consolidé dont le groupe Edmond de Rothschild entend se doter passe par une intensification de la communication entre les équipes et par la fixation de modalités sans cesse améliorées de remontée de l'information.

**Partie 2. – Gestion des risques de crédit-contrepartie**

Le risque de crédit-contrepartie correspond au risque de pertes résultant de l'incapacité d'un client ou d'une contrepartie à honorer ses obligations financières. Ce risque comprend, entre autres, le risque de règlement encouru au cours de la période séparant le moment où l'instruction de paiement ou de livraison d'un instrument financier vendu ne peut plus être annulée unilatéralement par la Banque et la réception définitive de l'instrument financier acheté ou des espèces correspondantes.

**Section 1. – Activités génératrices**

Les risques de crédit-contrepartie encourus par le Groupe trouvent leur origine dans :

1. les opérations conclues avec la clientèle privée et avec les OPCVM gérés par les sociétés de gestion du Groupe, et notamment dans les opérations suivantes :

- octroi de crédits ou d'engagements à la clientèle privée ;
- découverts sur comptes à vue en faveur des particuliers ;
- découverts ponctuels présentés par les OPCVM gérés par les sociétés de gestion du Groupe et déposés auprès de la Banque (débits en compte résultant du décalage ponctuel lié à l'achat et à la vente de titres) ;

- garanties en capital délivrées à certains OPCVM, notamment les « fonds à coussin » (le « coussin » désigne le niveau de perte maximale admissible ; il correspond à tout instant à l'écart entre la valeur actualisée des engagements de garantie du fonds et la valeur de l'actif net de celui-ci). Le modèle de gestion des OPCVM bénéficiaires de la garantie en capital délivrée par la Banque vise à donner l'assurance que la valeur liquidative demeurera supérieure ou égale à la valeur garantie, de sorte que la Banque ne sera pas appelée en garantie. Si toutefois certains risques opérationnels (comme des erreurs dans l'application du modèle de gestion ou une indisponibilité de l'équipe de gestion) survenaient, la valeur liquidative pourrait se révéler inférieure à la valeur en capital garantie, de sorte que l'engagement de garantie délivré par la Banque serait alors activé ;
- opérations de change conclues avec certains OPCVM Maison dans le cadre de la couverture contre le risque de change résultant de positions en devises étrangères.

2. les opérations de marché de gré à gré conclues dans le cadre de l'activité de gestion pour compte propre, principalement avec des contreparties bancaires ou des entreprises de grande taille présentant une notation satisfaisante.

## Section 2. – Procédures d'octroi des autorisations de suivi et d'évaluation

### *Procédures d'octroi des autorisations*

De manière générale, l'acceptation de tout risque de crédit est subordonnée à une rémunération attendue couvrant de manière satisfaisante le risque de perte dans l'hypothèse d'un défaut du client ou de la contrepartie. La recherche de garanties est certes généralisée mais elle ne se substitue en aucun cas à une analyse de risques existants.

Les règles et les modes opératoires sont déclinés différemment s'agissant respectivement des engagements sur la clientèle et des opérations de marché.

S'agissant de l'octroi de crédits ou d'engagements par signature à la Clientèle Privée

Dans la majorité des cas, l'octroi d'un concours à la clientèle (crédit ou engagement par signature) ressort de la compétence du Comité des engagements dont la fréquence des réunions est hebdomadaire ; ce comité est présidé par le Président du Directoire ou un autre membre du Directoire de la Banque. Préalablement, le service des engagements a procédé à l'examen de la demande de concours présentée par l'attaché de clientèle concerné (ou par une société de gestion du Groupe lorsque le bénéficiaire est un OPCVM géré). Ce service rédige un avis motivé sur la qualité du risque proposé et transmet l'ensemble du dossier au Comité des engagements pour décision, laquelle sera matérialisée par un visa formel du président du comité.

En outre, des concours peuvent également être consentis dans le cadre de la délégation accordée au Directeur Général de la Clientèle Privée et des sous-délégations que celui-ci a consenties au bénéfice de certains collaborateurs de la Direction de la Clientèle Privée. La délégation et les sous-délégations précitées font l'objet de plafonds strictement définis et sont régies par une procédure interne ad hoc. Enfin, les concours délivrés par délégation ou sous-délégation sont systématiquement portés à la connaissance du Comité des engagements et sont mentionnés sur le procès-verbal établi à l'issue de tout comité.

S'agissant des opérations de marché de gré à gré les contreparties bancaires font l'objet d'un examen semestriel dans le cadre d'un comité spécifique, dit « Comité des contreparties », qui est présidé par le Directeur Général de la Banque et composé notamment du responsable de la Direction des Marchés de Capitaux, du Directeur Central des Risques et du responsable du Contrôle Financier. Etant donné la dégradation brutale de la situation de nombre de contreparties bancaires, le Contrôle Financier a renforcé en 2008 les moyens de suivi quotidien en collectant et analysant l'information fournie par les spreads sur CDS (Credit Default Swap).

Cet état de surveillance a été étendu à une trentaine de signatures corporate et aux souverains. Afin de compléter ce dispositif et conformément au règlement CRBF n° 97-02 du 21 février 1997, la DCR a mis en œuvre en 2011 une méthodologie propre d'évaluation du risque de crédit suivant une approche par score d'expertise, en complément d'un recours aux notations externes. Ce modèle interne permet de mesurer la qualité de la signature de l'emprunteur par des techniques d'analyse financière et de scoring.

Les contreparties commerciales (grandes entreprises du secteur public notamment) font également l'objet d'autorisations formelles, au sein du même comité, et sont revues selon une périodicité semestrielle. Pour l'ensemble des contreparties de marché (contreparties bancaires et contreparties commerciales), le Comité des contreparties précité arrête les limites de risques individuelles en s'assurant préalablement de la conformité de celles-ci à l'appétence au risque du groupe EdR. Les autorisations accordées sont ensuite soumises à la validation du Conseil de surveillance de la Banque.

Ces limites individuelles sont le cas échéant complétées par des limites dites de groupe, encadrant les expositions sur un ensemble de tiers jugé comme même bénéficiaire au sens de l'article 3 du règlement n° 93-05 relatif au contrôle des grands risques. L'attribution des limites d'investissement s'appuie sur le rating interne établi par la DCR et sur une étude de la solvabilité des contreparties individuelles.

Deux types de limites sont ainsi définis :

- les limites en montant : il s'agit du montant maximal de risque (en bilan et hors-bilan cumulés) que la Banque accepte de prendre sur une contrepartie (ou un groupe de contreparties liées) ;
- les limites en durée : elles déterminent la durée maximale des opérations négociées. Cette durée est corrélée entre autres à la qualité du rating de la contrepartie ou de l'émetteur.

Toute dégradation jugée significative de la qualité d'une contrepartie ou évolution des contraintes réglementaires déclenche le réexamen immédiat des autorisations accordées à cette entité lors de chaque Comité des engagements tenu hebdomadairement.

### *Processus de suivi et d'évaluation des risques*

S'agissant de l'octroi de crédits ou d'engagements par signature à la Clientèle Privée

#### *Le suivi des dépassements*

Au quotidien, les attachés de clientèle sont responsables du suivi des comptes présentant un solde débiteur ou, le cas échéant, un débit en compte excédant le découvert autorisé. Aux fins d'exercer ce contrôle, les attachés reçoivent chaque matin un état des dépassements. En outre, La direction de la Clientèle Privée/Directeur de Groupe assure un contrôle sur les états de dépassement présentant un seuil de matérialité, pour l'ensemble des comptes ouverts dans les livres de la Banque. Le service des engagements assure un suivi mensuel des comptes en dépassements et plus particulièrement ceux qui tendent à perdurer. Il adresse une note au chargé de clientèle (avec copie au responsable hiérarchique de celui-ci) afin que des mesures appropriées soient définies et mises en œuvre. Lorsqu'il estime que la situation le justifie, le service des engagements adresse une note au Comité des engagements afin de porter ladite situation à la connaissance dudit comité.

Enfin, chaque mois, le service des engagements prépare une synthèse des comptes présentant une « anomalie » et transmet celle-ci à la Direction de la Clientèle Privée et à la Direction Générale lors du Comité des risques.

#### *Le suivi des garanties*

Usuellement, les concours octroyés par la Banque sont assortis de garanties, notamment sous la forme de nantissemements de comptes d'instruments financiers ou de délégations de contrats d'assurance. Un suivi de la valeur des garanties est assuré par le service des engagements qui reçoit quotidiennement des alertes portant sur les garanties présentant une insuffisance de couverture au regard du concours octroyé.

Une synthèse mensuelle est établie à destination de la Direction de la Clientèle Privée et de la Direction Générale lors du Comité des risques qui présente les situations en anomalie. Cependant, lorsqu'une situation le justifie, le service des engagements peut porter à la connaissance du Comité des engagements tout dossier en insuffisance de couverture sans attendre la fin du mois afin que les actions soient entreprises.

#### Le traitement des encours douteux

Les concours présentant un caractère douteux sont transférés à la direction des services juridiques, qui en assure le suivi. Ces concours font l'objet d'un examen trimestriel au cours du comité des créances douteuses, présidé par le Directeur Général de la Banque et composé du Directeur des services juridiques, du Directeur Administratif et Financier de la Direction de la Clientèle Privée, du Directeur de la Comptabilité et de l'Inspecteur Général de la Banque. Ce comité examine également l'ensemble des litiges que le Groupe pourrait connaître.

#### S'agissant des opérations de marché de gré à gré

La gestion des risques de crédit associés aux opérations de marché repose, en premier lieu, sur une sélection rigoureuse des contreparties autorisées. Elle repose également sur l'utilisation de techniques de réduction ou de suppression du risque, techniques que le Groupe a retenues avec ses principales contreparties : mise en place de contrats cadres et de collatéraux, d'une part, recours au système Continuous Link Settlement (CLS), d'autre part. Enfin, cette gestion comporte un suivi quotidien du respect des limites de risques ainsi qu'un suivi des contreparties de marché.

#### La mise en place de contrats-cadres et de collatéraux

Afin de réduire le risque de contrepartie sur les opérations de hors-bilan, la mise en place de contrats-cadres a été systématisée depuis plusieurs années. Ainsi, au 31 décembre 2016, 57,7 % des risques hors-bilan bruts étaient couverts par de tels contrats pour nos contreparties de marchés. Il est à noter que 76,7 % des risques non couverts par un contrat-cadre concernaient à cette date des transactions avec des entités du Groupe, le reliquat se rapportant essentiellement à des opérations de change à terme ou d'options avec des sociétés commerciales.

Par ailleurs, la Banque a conclu des accords de collatéraux avec 91 de ses principales contreparties (correspondant à 71 groupes), dont 80 étaient actifs au 31 décembre 2016. Les caractéristiques de ces contrats sont renseignées dans la base OSACAS. Le Back Office produits structurés est chargé du suivi et du traitement administratif des collatéraux. Le collatéral à ce jour admis par la Banque est exclusivement constitué d'espèces. L'outil KTP calcule quotidiennement un appel de marge « théorique » pour chaque contrepartie active. Ces informations sont ensuite déversées automatiquement dans l'outil DSI Collatéral pour affectation d'un premier statut provisoire. Une notification de paiement est adressée à la contrepartie lorsque le statut mentionne un appel de marge à recevoir. Une fois le paiement effectué, le collatéral reçu est interfacé dans l'outil de gestion du risque de contrepartie RiskOrigin édité par Moody's Analytics. En cas de désaccord avec la contrepartie, aucun flux n'est échangé et le statut est mis à jour à « abandon ». Un état d'incidents recensant l'ensemble des appels de marges « abandonnés » est adressé au Contrôle Financier. Enfin, avant signature, tout contrat cadre ou tout contrat de collatéral est examiné par un juriste spécialisé en opérations de marché et les montants de franchises sont validés par la DCR.

#### Le recours au système CLS pour les opérations de change

Depuis mars 2006, la Banque est adhérente au système CLS, qui permet d'éliminer le risque de règlement usuellement associé aux opérations de change de gré à gré. Ainsi, le risque de règlement livraison sur les opérations de change en devises a considérablement diminué puisque, au 31 décembre 2016, 56 % des flux de change au comptant et à terme effectués avec des contreparties externes transitent par ce canal sécurisé.

#### Le suivi du respect des limites de risques

Les expositions sont réévaluées quotidiennement en marked to market auquel est rajouté un add-on, soit un montant additionnel censé couvrir le risque de dégradation potentiel d'ici à l'échéance de chaque contrat. Ces add-ons dépendent de la nature des contrats et de leur maturité. Le suivi est intégralement automatisé sur une plateforme logicielle nouvelle et satisfait aux meilleurs critères de place (RiskOrigin, Moody's Analytics, en production depuis juin 2008).

Les responsables de desks prennent quotidiennement connaissance des encours et des utilisations de limites de contreparties. Tout opérateur a la responsabilité de respecter strictement les limites de risques qui sont attribuées à son centre de profit. En cas de dépassement, il doit informer immédiatement sa hiérarchie.

La Direction Centrale des Risques contrôle quotidiennement le respect des limites de contrepartie pour l'ensemble des activités de marché du Groupe. En cas de dépassement, elle alerte le Directoire de la Banque.

En outre, le Comité des risques examine une fois par mois les expositions aux risques, les dépassements éventuels de limites ainsi que les modalités de résorption de tout dépassement. Par ailleurs, le Comité des risques suit la mise en place des contrats cadres et de collatéraux.

#### Le suivi des contreparties de marché

Une surveillance des engagements est effectuée et un suivi permanent des contreparties de marché est organisé par la Direction Centrale des Risques afin d'identifier avec anticipation un risque éventuel de défaillance. Le Contrôle Financier doit présenter en Comité des risques les contreparties qui connaissent des événements significatifs, tels qu'un changement d'actionnariat, une dégradation de rating interne ou encore la publication de pertes. En tout état de cause, une revue systématique de la totalité des limites sur les contreparties bancaires est effectuée deux fois par an en tenant compte des données financières, des données macroéconomiques et des ratings. Les risques de crédit envers les institutions financières et les entités souveraines ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité est jugée irréprochable. Un dispositif d'alerte sur le niveau des spreads CDS a été mis en place début septembre 2008. Les données sur les CDS sont fournies par CMA Datavision, société indépendante basée à Londres et à New York. L'évaluation des spreads s'effectue sur la base d'un modèle combinant les cotations de marché pertinentes sur les CDS collectées auprès de contributeurs fiables, les ratings et d'autres données sectorielles. L'analyse des spreads CDS 1 an et 5 ans a permis de compléter le dispositif de surveillance et d'anticiper les difficultés de certaines contreparties. Les spreads CDS participent à l'évaluation du rating interne des contreparties de marché suivant une méthodologie propriétaire établie et validée en 2011.

### Section 3. – Expositions aux risques de crédit-contrepartie

#### Engagements du Groupe sur la clientèle

La clientèle du Groupe regroupe la Clientèle Privée, le groupe Edmond de Rothschild SA (hors Banque et ses filiales) ainsi que les OPCVM gérés par le Groupe. Les tableaux ci-dessous détaillent les engagements du Groupe sur la clientèle.

#### Évolution des engagements du Groupe sur la clientèle

(En millions d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Crédits (bilan)	632	605
Cautions	99	95
Ouvertures de crédits non utilisées	114	113
Total	845	813

L'encours des Engagements du Groupe sur la clientèle a progressé de près de 11 % sur un an, à 845 M€, sous l'effet de la hausse des concours de la clientèle privée et des engagements de financement alors que les positions débitrices des OPCVM ont enregistré un recul.

*Qualité des engagements sur la clientèle**Division des encours*

Aucun encours ne fait l'objet d'une déclaration au titre du ratio de division des risques

Hors groupe, la plupart des crédits bilan sont inférieurs à 3 M€ (plus de 90 % en nombre) ; si le nombre de dossier supérieur à 3 M€ est faible (10 %), en revanche leur montant est significatif. Il représente désormais 55 % de notre exposition en risque de crédit à la clientèle privée, du fait notamment d'une concentration de plus en plus forte de notre activité sur cette segmentation client. Ainsi, 42 clients (en notion de bénéficiaires liés) présentent un niveau d'encours supérieur à 3 M€

Au niveau du hors bilan, les engagements donnés sont en recul. Ainsi, les 4 premiers clients totalisent aujourd'hui 62 M€ (78 M€ précédemment), soit plus des 2/3 de l'encours de cautions délivrées pour la DCP.

*Part des créances sur la clientèle privée excédant l'autorisation délivrée*

Les dépassements d'autorisation sont très limités. Ils représentent généralement moins de 5 % des encours et sont régularisés rapidement

*Part des créances sur la clientèle privée couvertes par le nantissement d'un compte d'instruments financiers ou la délégation d'un contrat d'assurance-vie*

Plus de 93 % des créances sur la clientèle privée sont garanties par le nantissement d'un compte d'instruments financiers, la délégation d'un contrat d'assurance ou une garantie bancaire (en général Groupe). Les portefeuilles financiers constituant l'assiette des nantissements sont diversifiés, investis principalement en titres de sociétés cotées, obligations ou parts d'OPCVM, et pour la plupart gérés sous mandat.

*Part des créances sur la clientèle privée présentant un caractère douteux et provisions constituées à ce titre*

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur la Clientèle Privée présentant un caractère douteux	1 220	2 513
Dont les créances ayant fait l'objet d'une dépréciation	1 220	2 513
Montant net	-	-
Pourcentage des concours à la clientèle	0,00 %	0,00 %

Dès lors qu'une créance présente un caractère douteux, les conditions de solvabilité de la contrepartie et les risques de non-recouvrement de la créance font l'objet d'une appréciation par la Banque qui décide du principe de la constitution d'une dotation pour dépréciation et de son montant.

*Encours dépréciés ou non présentant des impayés et garanties reçues au titre de ces encours*

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable des encours de créances non dépréciées présentant des impayés (par antériorité d'impayés), des encours douteux dépréciés, ainsi que les garanties reçues en couverture de ces actifs.

Le montant déclaré au titre des garanties reçues est la valeur de la garantie plafonnée au montant des actifs couverts.

31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)	Arriérés de paiement				Encours douteux (actifs dépréciés et engagements provisionnés)	Total des encours	Garanties reçues au titre de ces encours
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an			
Actifs financiers en valeur de marché par résultat (hors titres à revenu variable)	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Total des encours douteux et présentant des impayés nets de dépréciation	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement donnés	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie financière donnés	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements douteux hors-bilan nets des provisions	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

31 décembre 2015 (En milliers d'euros.)	Arriérés de paiement				Encours douteux (actifs dépréciés et engagements provisionnés)	Total des encours	Garanties reçues au titre de ces encours
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an			
Actifs financiers en valeur de marché par résultat (hors titres à revenu variable)	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Total des encours douteux et présentant des impayés nets de dépréciation	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement donnés	-	-	-	-	-	-	-
Engagements de garantie financière donnés	-	-	-	-	-	-	-
Total des engagements douteux hors-bilan nets des provisions	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

*Exposition au risque de crédit*

Le tableau ci-contre présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe au risque de crédit. Cette exposition au risque de crédit, avant effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux, correspond à la valeur comptable des actifs financiers inscrits au bilan, nette de toutes dépréciations effectuées.



Cette exposition ne tient pas compte de l'effet de l'application des contrats-cadres de compensation en vigueur au 31 décembre 2016 et des collatéraux sur les instruments financiers à terme, négociés de gré à gré. Au 31 décembre 2016, cet effet, calculé sur la base des compensations admises sur le plan prudentiel, réduirait l'exposition du Groupe au risque de crédit de 0,6 millions d'euros.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016	31/12/2015
Exposition maximale au risque de crédit		
Actifs financiers en valeur de marché par résultat (hors titres à revenu variable)	35 942	45 073
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	89 650	72 418
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit	249 595	349 068
Prêts et créances émis sur la clientèle	631 744	550 256
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Exposition des engagements au bilan nets de dépréciation	1 006 931	1 016 815
Engagements de financement donnés	189 695	160 848
Engagements de garantie financière donnés	98 955	165 362
Provisions pour engagements par signature	-	-
Exposition des engagements hors bilan nets de dépréciation	288 650	326 210
Total de l'exposition nette	1 295 581	1 343 025

*Répartition des instruments financiers par nature de prix de marché ou de modèle utilisé pour leur valorisation*

La répartition des instruments financiers par nature de prix de marché ou de modèle donnée dans le tableau ci-dessous est établie conformément aux catégories d'instruments définies précédemment.

(En milliers d'euros.)	31/12/2016				31/12/2015			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transactions	28	23 576	-	23 604	28	30 969	-	30 997
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	12 366	-	-	12 366	12 701	1 403	-	14 104
Total actifs financiers à la juste valeur par résultat	12 394	23 576	-	35 970	12 729	32 372	-	45 101
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transactions	-	7 531	-	7 531	84	27 017	-	27 101
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	-	557 326	403 019	960 345	-	214 437	409 941	624 378
Total passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	564 857	403 019	967 876	84	241 454	409 941	651 479

Le Groupe a émis en 2016 des EMTN structurés valorisés à un montant de 75,6 millions d'euros et les sorties se sont élevées à 48,6 millions d'euros.

*Expositions aux risques de crédit-contrepartie au titre des opérations de marché*

Les expositions aux risques de crédit figurant ci-dessous comprennent, outre les risques issus de l'activité de compte propre, les risques émetteurs encourus par les OPCVM garantis (lorsque la Banque est le garant) afin de refléter l'exposition globale de la Banque envers des contreparties bancaires.

Au 31 décembre 2016, 99,59 % des risques de crédit au titre des opérations de marché sont encourus sur des contreparties bancaires dont la notation (externe) est supérieure ou égale à A. Il convient, par ailleurs, de souligner que la totalité de nos expositions portent sur des contreparties dont les risques sont considérés comme de bonne, voire d'excellente qualité (notation externe supérieure ou égale à BBB).

*Répartition des engagements bruts sur les contreparties bancaires par rating*

Ainsi, au 31 décembre 2016, les engagements bancaires bruts (y compris les engagements hors-bilan) ont baissé sous l'effet principalement de l'arrêt du suivi des fonds monétaires depuis avril 2016 :

Rating par tranche (En millions d'euros.)	Equivalent risque brut					
	31/12/2016		31/12/2015		31/12/2014	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
AAA	4,1	2,42 %	0,0	0,00 %	0,0	0,0 %
AA	19,9	11,82 %	52,8	22,30 %	117,0	32,4 %
A	144,0	85,35 %	152,6	64,40 %	231,0	64,0 %
BBB	0,7	0,41 %	31,5	13,30 %	13,0	3,6 %
<BBB	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,0 %
Non noté	0,0	0,00 %	0,0	0,00 %	0,0	0,0 %

Méthodologie : Ratings externes présentés en équivalent Standard & Poor's, engagements évalués à leur valeur de remplacement sans prise en compte des effets de compensation et des collatéraux.

La répartition par rating des engagements sur contreparties bancaires démontre la bonne qualité du portefeuille. Elle se concentre exclusivement sur des contreparties Investment Grade.

Répartition des engagements bruts sur les contreparties souveraines par rating

Le tableau ci-dessous présente la répartition par échelon de qualité de crédit des encours bruts relatifs au portefeuille des crédits et engagements sur les contreparties souveraines. Cette exposition demeure relativement stable. Celle-ci représente 83,9 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 88,2 millions d'euros au 31 décembre 2015 :

Rating (En millions d'euros.)	Equivalent risque brut					
	31/12/2016		31/12/2015		31/12/2014	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
AAA	59,1	70,40 %	58,7	66,60 %	60,9	65,8 %
AA	24,8	29,60 %	29,5	33,40 %	31,6	34,2 %
A	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,0 %
BBB	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,0 %
<BBB	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,0 %
Non noté	-	0,00 %	-	0,00 %	-	0,0 %

Méthodologie : Ratings externes présentés en équivalent Standard & Poor's, engagements évalués à leur valeur de remplacement (Marked to Market + Add-On) sans prise en compte des effets de compensation et des collatéraux.

Ainsi, la totalité de nos expositions souveraines, exclusivement constituées de créances émises ou garanties par des Etats de la zone euro, portent sur des contreparties dont les risques sont considérés comme de bonne, voire d'excellente qualité. Au 31 décembre 2016, la Banque ne détient pas de titres de dette publique des Etats périphériques (Espagne, Grèce, Irlande, Portugal, Italie) ou de pays émergents.

### Partie 3. – Gestion des risques de marché

Les risques de marché sont des risques de pertes encourus sous l'effet de la variation défavorable de paramètres de marché (taux d'intérêt, cours des devises, cours des actions ou cours des matières premières notamment), à l'exception des mouvements de prix qui résulteraient de la dégradation de la situation financière d'un émetteur.

#### Section 1. – Activités génératrices

Au sein du Groupe, les risques de marché résultent :

- d'une part, des activités de compte propre conduites par la Direction des Marchés de Capitaux de la Banque, notamment les desks « trésorerie euro et devises » et « change » ;
- d'autre part, de la détention d'EMTN ou OPCVM structurés, soit dans le cadre de la politique d'amorçage, soit au titre de l'animation du marché secondaire. Dans ce cas, une filiale de la Banque, Financière Boréale, se porte contrepartie des cessions de la clientèle quand elles interviennent avant l'échéance contractuelle du produit ;
- enfin, du risque issu du portefeuille d'investissement, dont la fréquence de suivi est mensuelle.

Les risques pris par la Direction des Marchés de Capitaux ne sont donc pas générés par des opérations spéculatives mais résultent essentiellement d'opérations de placement de la trésorerie ou d'intermédiation clients.

L'exposition au marché secondaire a vocation à être débouclée dès qu'elle atteint une taille d'encours suffisante.

Les activités de montage de produits structurés n'induisent pour leur part pas de risques de marché significatifs. En effet, l'instrument dérivé permettant l'indexation de la performance (contrat de swap notamment) s'adosse en règle générale de manière stricte, soit à un instrument aux caractéristiques identiques contracté avec l'OPCVM, soit à l'engagement de rémunération attendu par le client investisseur dans l'EMTN. Des écarts d'adosses peuvent survenir en période de lancement de fonds à formules, mais ceux-ci restent exceptionnels et n'ont pas vocation à perdurer.

L'octroi de concours à la clientèle (crédits ou engagements de financement) n'induit pas, de manière usuelle, une exposition à des risques de marché (risque de taux d'intérêt ou risque de change), un mécanisme de cessions ou de transactions internes transférant ladite exposition à la salle des marchés placée sous la Direction des Marchés de Capitaux. En d'autres termes, l'ensemble des risques de marché, qu'ils soient associés initialement aux opérations avec la clientèle ou qu'ils proviennent des activités de compte propre, est centralisé et géré par la salle des marchés de la Banque ou, dans le cas spécifique de l'animation du marché secondaire des produits structurés, par l'équipe d'ingénierie financière.

#### Section 2. – Méthodes de suivi et d'évaluation

##### Principes d'approbation des risques de marché

Des autorisations d'exposition maximale aux différents risques de marché sont accordées par le Directoire et soumises à la ratification du Conseil de surveillance.

Ces limites sont exprimées de quatre manières :

- en montant absolu de portage : cette limite correspond au montant maximum acceptable, dans une devise déterminée, de la position nette dans ladite devise dans le cadre des activités de change ;
- en sensibilité : la sensibilité est définie comme le montant de perte potentielle pour une variation spécifique d'un risque (taux d'intérêt, cours de change) ;
- en stop loss : il s'agit des montants de pertes cumulées sur une période donnée (calculés en jours ou années) qui ne peuvent être dépassés, sauf à liquider immédiatement la position. Les limites en stop loss sont également fixées par les desks trésorerie et change ;
- en perte potentielle maximale : il s'agit du montant de perte estimée à horizon d'un an résultant du portage de produits structurés. La limite est définie à partir d'un scénario d'évolution défavorable des prix qui tient compte des protections généralement associées à cette catégorie d'actifs financiers.

##### Le suivi du respect des limites de risques de marché

Les opérateurs de la Direction des Marchés de Capitaux et de l'équipe d'ingénierie financière de la DCP ont l'obligation de respecter, en permanence, l'ensemble des limites de risques de marché.

En outre, le Contrôle Financier de la Banque (qui fait partie de la Direction Centrale des Risques et qui est strictement indépendant du front office) vérifie le respect des limites de marché pour l'ensemble des activités de la Direction des Marchés de Capitaux sur la base de reportings quotidiens. Le contrôle du respect des limites de marché pour l'activité de structuration est effectué sur une base hebdomadaire.

S'agissant spécifiquement des opérations initiées de gré à gré avec un client, le Contrôle Financier vérifie le parfait adossement (nature et sens des options, nature du sous-jacent, prix d'exercice, échéance de l'opération) auprès d'une contrepartie de marché (étant précisé que les opérations sur options sont systématiquement réalisées en back to back, c'est-à-dire que toute opération sur option conclue avec un client est systématiquement et immédiatement retournée dans le marché, par conclusion d'une opération de sens inverse avec une contrepartie de marché).

Notons toutefois qu'aucune opération d'option n'a été effectuée en 2016.

### Section 3. – Exposition aux risques de marché

Le tableau ci-dessous détaille l'exposition des activités de marché aux risques de change, de taux et sur actions au cours des deux derniers exercices.

(En milliers d'euros.)	Limites définies début	Fin d'année		Moyenne		Minimum		Maximum	
	2016	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Risque de change *	800	79	34	112	52	34	17	290	210
Risque de taux **	1 900	895	857	970	895	449	549	1 445	1 385
Risque sur actions ***	750	112	65	72	76	29	56	255	333

\* sensibilité à 8 % des positions de change opérationnelles, sans prise en compte des corrélations.  
 \*\* sensibilité à 1 % à une variation uniforme et parallèle des taux des portefeuilles de trésorerie, sans prise en compte des corrélations.  
 \*\*\* perte potentielle maximale estimée sur le portefeuille de produits structurés de Financière Boréale plus écarts d'adossements résiduels constatés sur les montages.

Le Groupe estime que son exposition globale aux risques de marché est faible, conformément l'appétence de sa Holding faîtière et à la politique de gestion des risques qu'il a définie et mise en œuvre. La plupart des opérations sont réalisées pour le compte de la clientèle et couvertes immédiatement et intégralement auprès d'une contrepartie de marché.

### Partie 4. – Gestion de liquidité et du financement

Le risque de liquidité est le risque pour le Groupe de ne pas être en mesure de faire face à ses engagements à leur échéance ou encore de ne pouvoir dénouer une position en raison de la situation du marché. Le risque pour le Groupe de ne pas pouvoir faire face à ses engagements peut résulter à la fois de la transformation d'échéances (emprunt sur des échéances courtes pour prêter sur des échéances plus longues) et d'une impossibilité de contracter de nouveaux emprunts, à un prix acceptable, que ce soit sous l'effet de conditions générales du marché ou de facteurs spécifiques au Groupe.

#### Section 1. – La liquidité des emplois

La liquidité des emplois, c'est-à-dire leur disponibilité immédiate ou la possibilité de les céder rapidement à un coût raisonnable, pour faire face, notamment, à des retraits ou à des remboursements anticipés et imprévus des ressources, constitue l'un des fondements de la politique de trésorerie et de gestion actif-passif de la Banque. Celle-ci accepte, par là même, que cette attitude de prudence, voire conservatrice, réduise les opportunités d'optimisation de la rentabilité des emplois dont une maturité plus longue permettrait d'obtenir des marges additionnelles.

La maîtrise de cette politique repose, en premier lieu, sur la centralisation des décisions d'emplois :

- au niveau de la Direction des Marchés de Capitaux pour la trésorerie courante ;
  - au niveau de la Direction Financière, sur décision du Directoire, pour les portefeuilles de titres.
- Le refinancement du portefeuille de crédits à la clientèle est lui-même assuré de manière centralisée à la salle des marchés, par l'intermédiaire de contrats internes.

Le Comité de gestion actif-passif auquel siège la DCR s'assure du respect de cette politique de manière périodique (trois à quatre fois par an). Depuis septembre 2007 et l'émergence de la crise de liquidité interbancaire, le Contrôle Financier établit un état de liquidité opérationnelle sur base quotidienne. En outre, le Contrôle Financier a développé un stress scénario en matière de liquidité révisé en mars 2012 afin de tester selon une fréquence mensuelle la robustesse du bilan à un choc conduisant notamment au retrait de l'essentiel des ressources clientèles.

Les résultats de ce stress-test sont positifs puisque la Banque conserve en tout état de cause un solde de liquidité créditeur.

Le Groupe n'est donc pas a priori dépendant du marché pour faire face à ses engagements. En septembre 2009, la méthodologie relative à la mesure du risque de liquidité a évolué de façon à tenir compte, de manière plus fine :

- d'une part, de l'impact de l'environnement externe (dégradation des Bourses de valeur, appréciation brutale du dollar par rapport à l'euro) sur la valorisation des produits dérivés et donc du volume de collatéraux versés ;
- d'autre part, de la répercussion de rachats massifs sur le montant des découverts accordés aux OPCVM impactant par là même la trésorerie disponible.

Les résultats ont confirmé, là encore, la bonne résistance du bilan. Plusieurs indicateurs attestent de la liquidité des emplois :

- le volume des emplois de trésorerie « disponible », comprenant notamment la trésorerie au jour le jour et les titres mobilisables à court terme, a été généralement supérieur à 800 millions d'euros pendant l'exercice 2016. Il ressort à 953 millions d'euros au 31 décembre 2016, s'inscrivant en légère diminution par rapport à l'année dernière ;
- les emplois de trésorerie à terme, sous forme de prêts à terme et de titres de créances négociables, s'inscrivent dans le cadre de critères stricts : signature de premier plan, sélectionnée de manière rigoureuse par le Comité des engagements, et durée d'investissement limitée. Ces emplois étaient évalués à 112 millions d'euros au 31 décembre 2016 ;
- les concours à la clientèle sous forme de crédits échancés ressortent à 198 millions d'euros au 31 décembre 2016, demeurant relativement stable par rapport à l'année dernière ;
- le portefeuille-titres de placement (hors participations dans les entreprises mises en équivalence) est également limité dans son montant et dans son objet. Au 31 décembre 2016, il se compose de 166,4 millions d'euros de titres à revenu variable (hors OPCVM monétaires utilisés dans le cadre de la gestion de trésorerie des filiales), pour l'essentiel sous la forme de lignes d'OPCVM maison acquises dans le cadre de la politique d'amorçage. Depuis mars 2010, le portefeuille-titres est encadré par un système de limites visant à encourager une diversification satisfaisante et à favoriser la détention d'actifs liquides. Le statut de ces derniers titres (à céder ou à conserver) est examiné périodiquement par le Comité de gestion actif-passif qui ne valide le maintien de ces valeurs en portefeuille qu'aux fins de soutenir le développement du produit ou de la gamme de produit. En octobre 2012, ce dispositif a été complété par un suivi des risques en portefeuille suivant une méthodologie VAR avec un intervalle de confiance à 95 %. Un dispositif complémentaire d'encadrement du portefeuille-titres a été défini au niveau du Groupe Edmond de Rothschild.

Il en résulte un ratio LCR très conservateur qui s'affiche à 173,3 % au 31 décembre 2016 pour une exigence minimale de 80 % et de 100 % à terme.

#### Exposition au risque de liquidité au titre des fonds

Les indicateurs de liquidité des fonds sensibles sont suivis quotidiennement par le Contrôle des risques premier niveau et sur une base mensuelle lors des comités de risques premier niveau des filiales, auxquels assiste le Responsable Contrôle pour compte de tiers de la DCR. Les éléments consolidés au niveau de toutes les filiales sont remontés mensuellement lors du Comité des Risques Financiers.

En 2016 aucun « gate » n'a été activée sur l'ensemble des fonds commercialisés par la Banque.

#### Section 2. – Limitation de la transformation d'échéances

La Banque a décidé – toujours par prudence – de conserver une situation structurelle de transformation « inverse » dans laquelle des ressources d'échéances longues (principalement les capitaux permanents, titres subordonnés remboursables et EMTN dans le cadre d'émissions de produits structurés) couvrent largement des emplois de courte durée.

Les tableaux qui suivent présentent, par date d'échéance, les encours actualisés figurant au bilan :

<b>31 décembre 2016 (En milliers d'euros.)</b>	<b>De 1 à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Non déterminée</b>	<b>Total</b>
Caisse, Banques centrales et CCP	1 176 124	-	-	-	-	1 176 124
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	15 717	11 427	8 798	28	-	35 970
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	88 064	20 174	19 463	137 456	3 981	269 138
Prêts et créances sur établissements de crédit	249 595	-	-	-	-	249 595
Prêts et créances sur la clientèle	492 749	91 315	33 708	13 972	-	631 744
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers par échéance	2 022 249	122 916	61 969	151 456	3 981	2 362 571
Banques centrales et CCP	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	647 598	99 966	215 461	4 851	-	967 876
Instruments financiers dérivés de couverture	17	-	1 286	-	-	1 303
Dettes envers les établissements de crédit	22 380	-	-	-	-	22 380
Dettes envers la clientèle	1 049 480	99 292	21 388	-	-	1 170 160
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	1 719 475	199 258	238 135	4 851	-	2 161 719

<b>31 décembre 2015 (En milliers d'euros.)</b>	<b>De 1 à 3 mois</b>	<b>De 3 mois à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5 ans</b>	<b>Non déterminée</b>	<b>Total</b>
Caisse, Banques centrales et CCP	914 318	-	-	-	-	914 318
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 263	21 792	18 150	2 896	-	45 101
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	41 697	-	73 356	142 215	-	257 268
Prêts et créances sur établissements de crédit	349 068	-	-	-	-	349 068
Prêts et créances sur la clientèle	443 634	74 381	31 691	550	-	550 256
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers par échéance	1 750 980	96 173	123 197	145 661	-	2 116 011
Banques centrales et CCP	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	189 152	269 656	189 548	3 123	-	651 479
Instruments financiers dérivés de couverture	-	-	4 116	-	-	4 116
Dettes envers les établissements de crédit	13 732	36	-	-	-	13 768
Dettes envers la clientèle	1 063 151	110 103	22 032	-	-	1 195 286
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-
Ecarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	1 266 035	379 795	215 696	3 123	-	1 864 649

L'évaluation et le suivi opérationnel de la transformation s'effectuent mensuellement sur la base d'impasses de liquidité déterminées à partir du bilan social. Ce périmètre s'avère pertinent dans la mesure où la Banque a centralisé en son sein le pôle de refinancement de ses filiales, qui, par ailleurs, développent des activités peu consommatrices en ressources. La gestion du risque de liquidité structurel est encadrée par trois limites revues périodiquement en Comité de gestion actif-passif. Le tableau ci-dessous détaille les montants constitutifs de ces impasses au 31 décembre 2016.

Période	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
En millions d'euros	804	510	387	302	166	127	73	12

En dépit d'une politique prudente en matière de gestion financière, la Banque n'écarte pas la possibilité d'un remboursement anticipé significatif des ressources de sa clientèle. Ainsi, un scénario particulièrement défavorable a été développé dans ce sens. Il est également produit mensuellement pour être reporté en Comité des Risques puis en Comité de gestion actif-passif. Il ressort de ce scénario que la Banque pourrait satisfaire aisément aux contraintes fortes retenues à titre d'hypothèses, à savoir :

- assurer le remboursement immédiat des ressources à terme de maturité inférieure à un an ;
- rembourser la moitié des ressources longues provenant de l'activité de détail ;
- honorer ses engagements suite à la raréfaction des ressources à vue (hypothèse de diminution de moitié des dépôts à vue).

Dans l'éventualité d'une crise de liquidité grave affectant la Banque, un plan de financement d'urgence a été déterminé. Celui-ci prévoit trois possibilités de financement afin de parer à une insuffisance de liquidités :

- mobilisation des actifs éligibles auprès de la BCE ;
- utilisation des lignes de financement disponibles auprès des correspondants bancaires ;
- cession des actifs liquides non éligibles auprès de la BCE.

Le plan d'urgence prévoit aussi la mise en œuvre d'une gouvernance dédiée, réactive et adaptée au niveau d'urgence.

### Section 3. – Diversification des sources de financement

Eu égard à ses métiers de base, les ressources de la clientèle et interbancaires de la Banque ne résultent pas d'une politique active de recherche de moyens pour assurer le financement de ses emplois, mais sont le reflet de son activité de gestion d'actifs (dépôts de la Clientèle Privée, émissions de produits structurés, opérations de pension avec les OPCVM), et de l'animation de la signature de la Banque au sein du marché monétaire.

La Banque apporte, néanmoins, une attention particulière à la diversification de ses sources de financement qui constitue l'un des socles de sa politique de gestion du risque de liquidité. Le tableau suivant fournit une indication de la diversité de ses sources de financement au 31 décembre 2016 :

(En millions d'euros.)	Banques		Particuliers*		Autres		Total	
	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre
Emprunts de trésorerie	554,0	96	-	-	-	-	554,0	96
Comptes à terme	NA	NA	NA	NA	NA	NA	132,8	NA
Certificats de dépôts	10,0	1	-	-	149,0	7	159,0	8
EMTN structurés	19,8	4	293,3	559	-	-	131,1	563

(\*) La colonne « Particuliers » recouvre, pour les émissions de produits structurés, les données relatives aux clients de la Direction de la Clientèle Privée. Il est par contre difficile d'estimer avec précision le nombre d'investisseurs qui ont souscrit par l'intermédiaire d'autres canaux de distribution.

### Partie 5. – Gestion du risque de taux d'intérêt global

#### Section 1. – Définition et origine du risque de taux global

Le risque de taux d'intérêt global correspond au risque de pertes encouru au titre de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors-bilan à taux fixe (à l'exception des instruments de taux du portefeuille de trading, relevant des risques de marché), sous l'effet d'un déplacement parallèle et uniforme de la courbe des taux d'intérêt.

La sensibilité calculée par la Banque est définie comme la variation de la valeur actuelle nette des positions résiduelles à taux fixe futures sous l'effet d'une hausse uniforme et parallèle de la courbe des taux d'intérêt. La sensibilité et son évolution sont calculées à l'aide d'un logiciel ad hoc (RiskConfidence développé par l'éditeur Moody's Analytics), sur la base d'une variation des taux d'intérêt à hauteur de 1 % et 2 %.

#### Section 2. – Exposition au risque de taux global

Le risque de taux global, auquel le Groupe est exposé, est structurellement faible. En effet, les concours à la clientèle sont principalement accordés selon des références de taux variables (notamment EURIBOR 3 mois) et « refinancés » en interne (avec la salle des marchés) selon des références de même nature.

Le Groupe gère son exposition au risque de taux d'intérêt global dans le cadre d'une limite en sensibilité traduisant la valeur actuelle nette de la perte encourue en cas de variation défavorable uniforme de 200 points de base des différentes courbes de taux.

Le tableau ci-dessous rapporte les niveaux d'impasse globale à taux fixe par période future, à partir du 31 décembre 2016, sous hypothèse d'un écoulement contractuel du stock des actifs et passifs, sans production nouvelle :

Période	1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
En millions d'euros	-19	-47	-32	19	13	15	5	6

Le signe - signifie l'existence d'un excédent de ressources à taux fixe et donc une sensibilité du bilan à la baisse des taux.

L'impasse à moyen terme résulte uniquement de la non-couverture des titres super subordonnés émis en juin 2007 pour 21 millions d'euros. Il en résulte que la sensibilité à une variation uniforme de 100 points de base de la courbe des taux d'intérêt est limitée à 0.1 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Un scénario de stress (2 %) est également produit tous les mois, qui permet de démontrer la faible convexité du bilan (la sensibilité à 2 % est égale à 2.2 fois la sensibilité à 1 % au 31 décembre 2016).

### Partie 6. – Gestion du risque structurel de change

La position de change structurelle du portefeuille d'investissement de la Banque est liée à ses investissements en devises. Elle résulte, pour l'essentiel, d'achats de parts de fonds libellés en monnaies étrangères, réalisés dans le cadre de la politique d'amorçage. Ces encours sont indiqués dans le tableau suivant arrêté au 31 décembre 2016 :

Devise	Montant (En milliers d'euros/)
CNY	32 476
USD	27 136
UAH	3 232

Pour des montants de participations significatives, la Banque peut être amenée à immuniser l'investissement contre le risque de change en empruntant la devise pour un montant équivalent. Les encours ci-dessus ont été financés dès l'origine par l'achat de devises.

## VII. – Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Edmond de Rothschild (France), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II. – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

#### **Actifs financiers disponibles à la vente**

Des dépréciations sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatées lorsqu'il existe une indication objective de baisse durable ou significative de la valeur de ces actifs (notes 2 « Méthodes comptables, d'évaluation et notes explicatives » et 3.3. de l'annexe relatives aux « Actifs financiers disponibles à la vente »).

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification d'indices de perte de valeur, la valorisation des actifs les plus significatifs ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant, à la comptabilisation de dépréciations.

#### **Tests de dépréciation des écarts d'acquisition**

Des tests de dépréciation sont effectués sur la valeur des écarts d'acquisition et celle des portefeuilles de contrats (notes 1.6. « Evaluation des écarts d'acquisition », 3.11. « Immobilisations incorporelles » et 3.12. « Ecarts d'acquisition » de l'annexe). Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que la documentation disponible, notamment les rapports d'expertise externe.

#### **Provisions pour risques**

Comme indiqué dans les notes 2 « Méthodes comptables, d'évaluation et notes explicatives » et 3.17. « Provisions » de l'annexe, des provisions sont constituées pour couvrir les risques inhérents à aux activités du groupe.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle et d'appréciation des provisions à comptabiliser ainsi que les risques relatifs aux expositions, telles que décrites en note 3.17. de l'annexe.

#### **Engagements de retraites et sociaux et paiements fondés sur des actions**

Votre Groupe constitue des provisions pour couvrir les engagements de retraites et sociaux et les paiements fondés sur des actions (notes 2 « Méthodes comptables, d'évaluation et notes explicatives : Engagements sociaux », 3.17. « Provisions », 5 « Note sur engagements » et 6 « Engagements sociaux et paiements fondés sur des actions » de l'annexe).

Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements, les hypothèses et paramètres utilisés ainsi que la documentation disponible, notamment les rapports d'expertise externe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Jacques Lévi

Cabinet Didier Kling & Associés  
Didier Kling

## VIII. – Rapports de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social d'Edmond de Rothschild France, 47 Rue du Faubourg Saint-Honoré à Paris 8<sup>e</sup>.